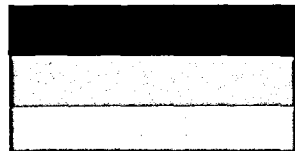
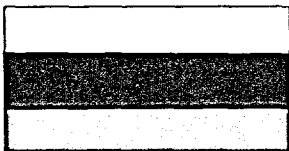


**Visite du  
Premier ministre  
Brian Mulroney  
en Russie, en Allemagne,  
au Royaume-Uni et en France**

**du 6 au 14 mai 1993**

---

**Cahier d'information**



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20043940 7

CA1 EA 93V63 EXF DOCS  
Visit to Russia, Germany, the  
United Kingdom and France by Prim  
43268965

**Visite du  
Premier ministre  
Brian Mulroney  
en Russie, en Allemagne,  
au Royaume-Uni et en France**

**du 6 au 14 mai 1993**

---

**Cahier d'information**

43-269-887  
.b2633516

*Imprimé sur du  
papier recyclé*



*Printed on  
recycled paper*



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

**Imprimé au Canada**

## **Table des matières**

<b>Le Premier ministre Brian Mulroney</b>	<b>1</b>
<b>Russie</b>	
Le Président Boris Eltsine	5
Le Premier ministre Victor Tchernomyrdine	6
Les relations bilatérales entre le Canada et la Russie	7
Les relations commerciales entre le Canada et la Russie	9
Les investissements canadiens en Russie	10
L'aide canadienne à la Russie	11
Fiche documentaire sur la Russie	15
<b>Allemagne</b>	
Le Président Richard von Weizsaecker	19
Le Chancelier Helmut Kohl	20
Les relations bilatérales entre le Canada et l'Allemagne	21
La situation politique en Allemagne	22
La situation économique de l'Allemagne	23
Les relations commerciales entre le Canada et l'Allemagne	25
La politique étrangère de l'Allemagne	26
Fiche documentaire sur l'Allemagne et graphiques	27
<b>Royaume-Uni</b>	
Le Premier ministre John Major	35
Les relations bilatérales entre le Canada et le Royaume-Uni	36
La situation politique au Royaume-Uni	38
La situation économique du Royaume-Uni	39
La politique étrangère du Royaume-Uni	40
Fiche documentaire sur le Royaume-Uni et graphiques	42
<b>France</b>	
Le Président François Mitterrand	49
Le Premier ministre Édouard Balladur	50
Les relations bilatérales entre le Canada et la France	51
La situation politique de la France	52
La situation économique de la France	53
Les relations commerciales entre le Canada et la France	54
La politique étrangère de la France	56
Fiche documentaire sur la France et graphiques	57

## **Le Premier ministre Brian Mulroney**

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

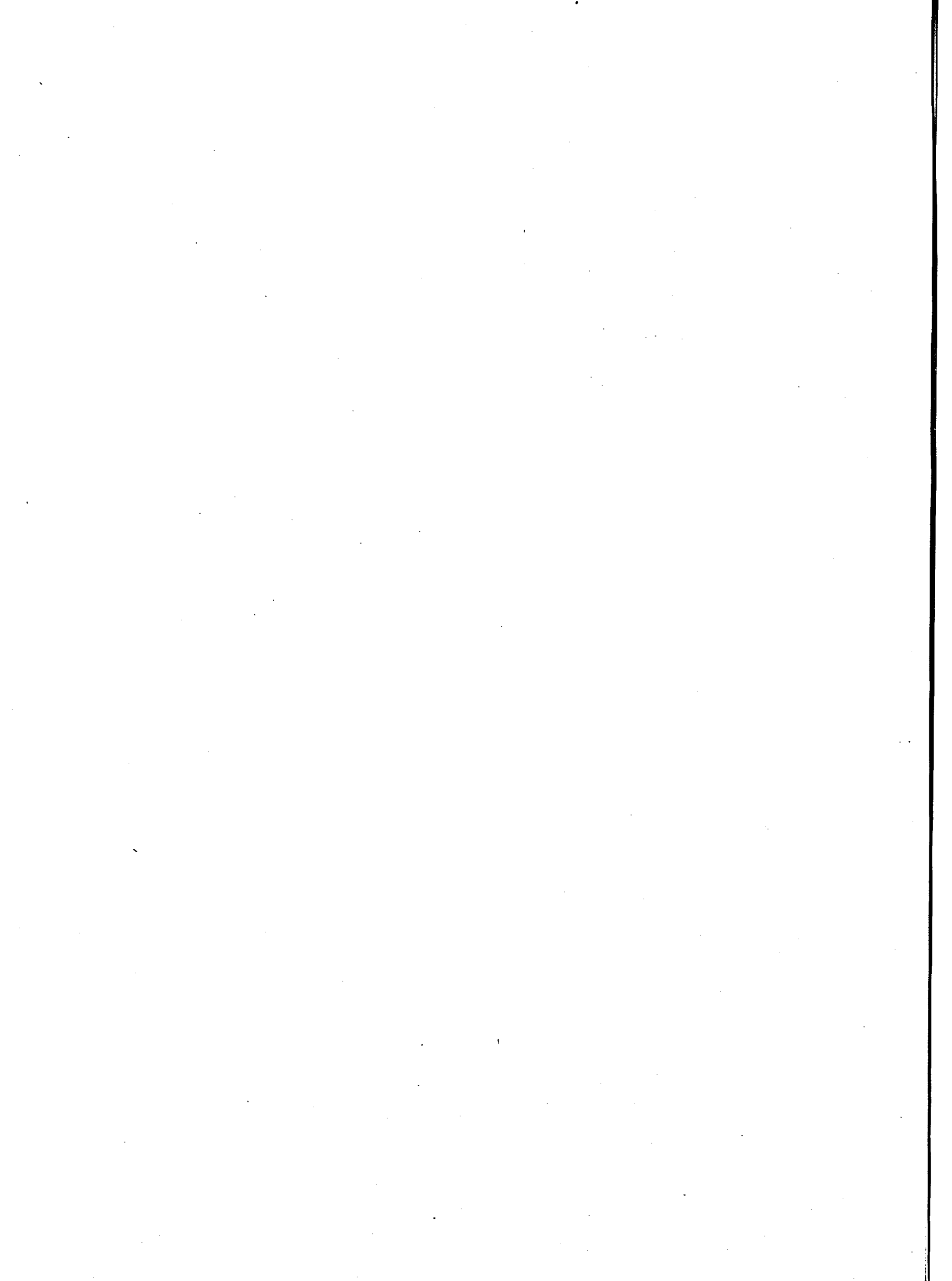
Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec.

En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada. Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

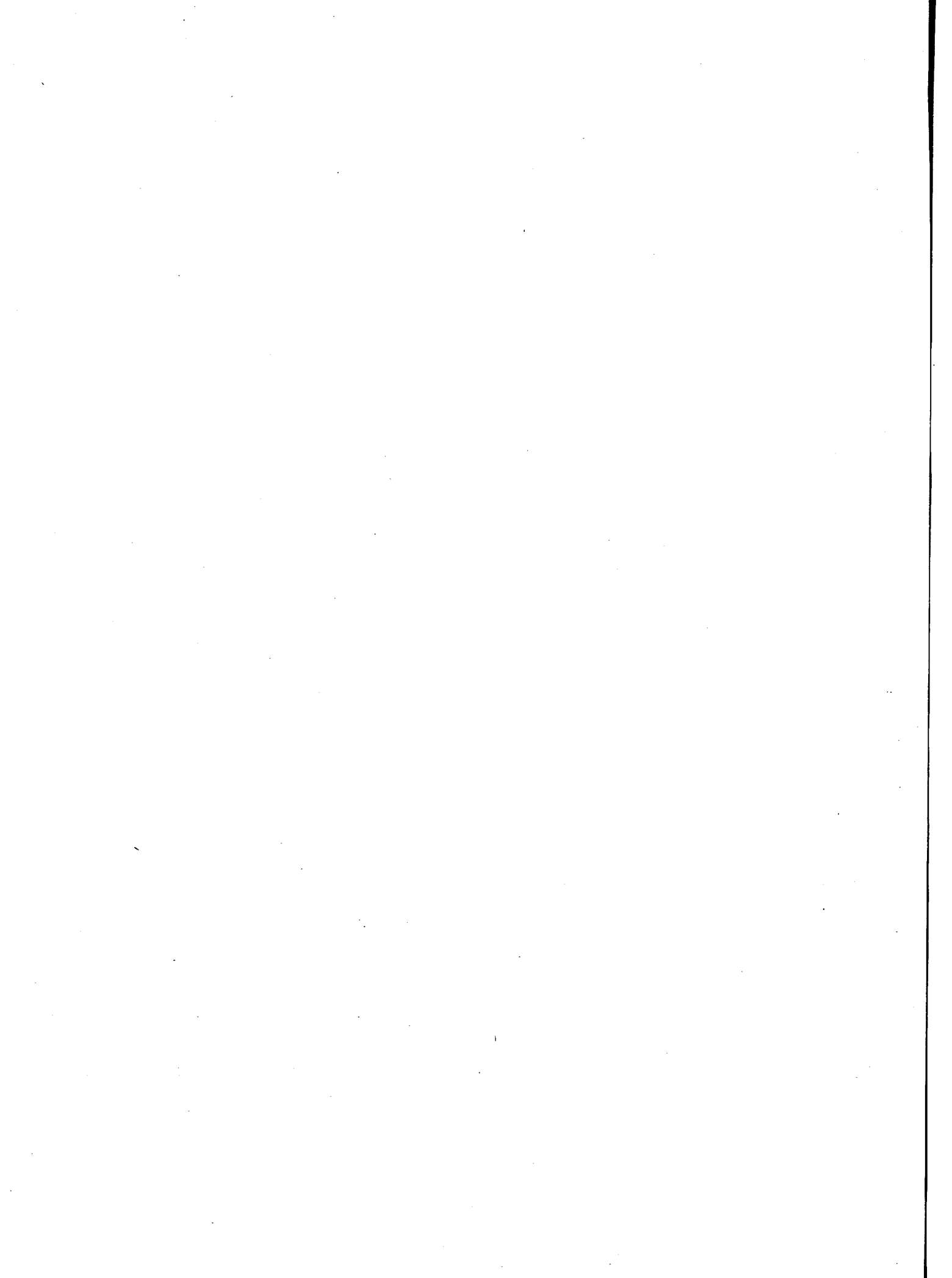
Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**Russie**





## **Le Président Boris Eltsine**

M. Boris Nicolaïevitch Eltsine est né le 1<sup>er</sup> février 1931 à Sverdlovsk (rebaptisée Iekaterinbourg). Après avoir reçu un diplôme en génie des travaux publics et du bâtiment de l'Institut polytechnique de l'Oural à Sverdlovsk, il a travaillé comme ingénieur de 1955 à 1968.

M. Elstine est entré au Parti communiste à l'âge de 30 ans. En 1976, il a été nommé Premier secrétaire du Comité du Parti du district de Sverdlovsk, où il a acquis une réputation de réformateur énergique.

En 1985, il a été invité à venir à Moscou occuper le poste de Secrétaire du Comité central pour la construction. Il a alors adhéré au groupe de réformateurs dirigé par le Secrétaire général, Mikhaïl Gorbatchev. Un an plus tard, M. Elstine devenait Premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou et membre suppléant du Politburo.

En octobre 1987, après avoir critiqué le secrétariat du Parti communiste et jugeant la perestroïka trop lente, M. Eltsine a démissionné de son poste au comité de Moscou et au Politburo.

Deux ans plus tard, M. Eltsine était élu représentant de la ville de Moscou au Congrès des peuples de l'URSS, et il entra au Soviet suprême.

En 1990, il a été élu président du Soviet suprême de Russie. Il a quitté le Parti communiste en juillet 1990.

En juin 1991, M. Eltsine était élu président de la Fédération russe au premier tour de la première élection démocratique d'un chef d'État dans l'histoire de la Russie. Son intervention publique énergique a contribué à faire échec à la tentative de coup d'État d'août 1991 en URSS.

En janvier 1992, il a lancé un vaste programme de réforme économique. La population a réitéré son appui au Président et à sa politique au référendum d'avril 1993.

M. Eltsine est marié à Anastasia Iossipovna Eltsina. Le couple a deux filles, Tania et Léna.

## **Le Premier ministre Victor Tchernomyrdine**

M. Victor Stepanovitch Tchernomyrdine est né en 1938 à Orenbourg, dans le centre de la Russie. Il a fait des études de génie à l'Institut polytechnique de Kouïbytchev.

Il est entré au Parti communiste en 1961, en a gravi les rangs, et a détenu divers postes au sein du parti et dans l'industrie. En 1985, il a été nommé ministre de l'Industrie du gaz. Le ministère a été transformé en société d'État, la Gazprom, en 1988 et M. Tchernomyrdine nommé président de l'entreprise.

M. Tchernomyrdine est devenu membre du Soviet suprême de l'URSS en 1987 et a été élu au Comité central du Parti communiste en 1986. Il a démissionné du parti après le coup d'État raté d'août 1991.

L'année suivante, le Président Eltsine le nommait vice-premier ministre responsable de l'énergie. En décembre 1992, il a accédé au poste de Premier ministre.

Le Premier ministre Tchernomyrdine est marié et il a deux fils.

## **Les relations bilatérales entre le Canada et la Russie**

Le Canada et la Russie sont les deux plus vastes pays du monde. Leur frontière nord en fait des voisins dans l'Arctique et le Pacifique. Le Canada a établi des relations diplomatiques avec l'Union soviétique en 1942, mais ces rapports sont restés froids jusqu'aux bouleversements qui ont mené à l'émergence de la Fédération de Russie en tant qu'État indépendant. Aujourd'hui, les relations entre Canadiens et Russes se développent rapidement.

Le Premier ministre Brian Mulroney a été l'hôte du Sommet de Vancouver, qui a réuni, les 3 et 4 avril 1993, le Président de Russie, M. Boris Eltsine, et le Président des États-Unis, M. Bill Clinton. Il a invité la communauté internationale à en venir à une entente le plus tôt possible pour accorder au Président Eltsine une aide d'urgence à la réforme engagée en Russie. Il a annoncé une augmentation de 200 millions \$ au programme d'aide bilatérale à la Russie, preuve de l'engagement du Canada.

Le Sommet de Vancouver a été l'occasion de la troisième visite du Président Eltsine au Canada depuis son accession au pouvoir, ce qui témoigne du dynamisme des relations entre les deux pays. En février 1992, le Premier ministre Mulroney et le Président Eltsine ont signé une déclaration commune qui ouvrait la voie à de nouvelles relations fondées sur des valeurs démocratiques communes. Un contrat à long terme de vente de céréales et un protocole de consultation ont aussi été signés.

En juin 1992, MM. Mulroney et Eltsine se sont rencontrés à Ottawa pour signer le premier traité de bonne entente et de coopération entre les deux pays, traité servant d'entente-cadre aux nouvelles relations étendues de collaboration qui viennent d'être amorcées. Ce document politique s'appuyait sur trois autres textes : un accord commercial tenant compte du passage de la Russie à une économie de marché, un protocole de coopération en agriculture et une déclaration commune sur la conversion des industries de défense.

À titre de membre du G-7, le Canada coopère avec ses partenaires occidentaux pour soutenir les courageuses réformes politiques et économiques de la Russie. Le Canada a participé à la réunion des ministres des Finances et des ministres des Affaires étrangères du G-7 tenue à Tokyo, où fut adopté un programme d'aide multilatérale à la Russie de 43 milliards \$ US. Plus de cent projets d'assistance technique canadienne sont en marche en Russie; ils fournissent des compétences pratiques et du savoir-faire dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'environnement et du développement démocratique.

Outre ces initiatives, le Canada a accepté que la Russie prenne la relève de l'URSS en ce qui concerne tous les droits et obligations internationaux. Les traités entre le Canada et l'URSS qui n'ont pas été remplacés demeurent donc en vigueur.

Le Canada a appuyé l'accession de la Russie au siège de l'ancienne Union soviétique aux Nations Unies et à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Le Canada appuie aussi le coparrainage par la Russie du processus de paix au Proche-Orient, et il a reçu son appui pour les initiatives de paix dans l'ex-Yougoslavie.

Le ministre des Affaires extérieures du Canada et le ministre des Affaires étrangères de la Russie se consultent régulièrement sur des questions bilatérales et internationales. La visite la plus récente du ministre des Affaires extérieures en Russie a eu lieu du 2 au 5 février.

Les deux pays collaborent étroitement dans le cadre de la CSCE et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord parrainé par l'OTAN. Récemment, ils ont délégué des représentants à la première session du Forum de coopération du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM), qui vise à améliorer l'accès à la technologie.

De par leur dimension et leur situation géographique, le Canada et la Russie partagent plusieurs problèmes communs et ils ont un potentiel similaire dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, des forêts, de l'environnement, de la restructuration industrielle, des transports et des communications.

Depuis quelques années, la Russie et le Canada coopèrent étroitement dans l'Arctique. MM. Mulroney et Eltsine ont renouvelé leur engagement à cet égard en juin 1992 en signant un nouvel Accord de coopération dans l'Arctique et le Nord. Cet accord prévoit une plus grande participation des autochtones et met l'accent sur la mise en valeur des liens économiques.

Le Canada et la Russie ont tous deux appuyé la création du Conseil international scientifique de l'Arctique et ils collaborent maintenant à la création d'un conseil international de l'Arctique doté d'un mandat social, économique et environnemental plus large.

La coopération canado-russe s'étend aussi au domaine militaire, où les consultations entre états-majors et les visites d'installations de formation sont devenues des activités annuelles. Des troupes des deux pays servent ensemble au sein de la force de maintien de la paix de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie.

De 1988 à 1991, le nombre de visas délivrés par les autorités canadiennes à des visiteurs en provenance de l'ancienne Union soviétique a doublé, et il est passé à 27 426. Dans le cadre d'échanges universitaires officiels, 22 professeurs canadiens se sont rendus en Russie et 21 professeurs russes sont venus au Canada en 1991.

## Les relations commerciales entre le Canada et la Russie

Les relations commerciales entre le Canada et la Russie ont longtemps été dominées par des ventes élevées de céréales, qui ont fait de la Russie notre plus grand acheteur de blé dans le monde. Ces dernières années, les occasions offertes par la modernisation de la Russie et sa réforme économique ont suscité le très grand intérêt du secteur privé canadien pour plusieurs nouveaux domaines. Aujourd'hui, la Russie est le huitième marché d'exportation du Canada.

Les principales exportations canadiennes en Russie sont le blé, l'orge, le poisson, la viande, le soufre, les produits chimiques, la pâte de bois, le matériel d'extraction du pétrole et du gaz, les services d'ingénierie et le polyéthylène. Les services d'ingénierie — de la conception et l'approvisionnement à la gestion — forment une part importante des exportations invisibles.

Les exportations russes au Canada comprennent des métaux et des minéraux, des automobiles et des machines-outils. En 1992, elles ont atteint un niveau record, soit 269 millions \$. L'application récente du traitement de préférence général à la plupart des exportations russes au Canada devrait améliorer l'accès de la Russie à notre marché.

Les exportations canadiennes en Russie se composent surtout de produits agricoles, mais l'on prévoit un accroissement des exportations dans d'autres secteurs. L'assouplissement des contrôles à l'exportation de technologie informatique et la réduction des restrictions touchant le matériel de télécommunications laissent présager une augmentation des ventes dans le domaine de la technologie de pointe.

L'industrie canadienne s'intéresse de près aux matières premières industrielles russes et aux techniques de pointe qui ne sont pas encore commercialisées. La Russie possède, entre autres, du matériel industriel de pointe et un savoir-faire en génie biomédical qui pourraient être très utiles à de nombreuses entreprises canadiennes.

Étant donné la rareté des devises fortes en Russie, de nombreux exportateurs examinent de nouveaux moyens de financer leurs exportations vers ce pays, notamment par des échanges compensés et des coentreprises. L'adhésion de la Russie au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale en avril 1992, ainsi que la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en avril 1991, devraient aussi accroître les possibilités de financement multilatéral.

L'accord sur les échanges et le commerce signé par le Président Eltsine durant sa visite au Canada en juin 1992, qui accorde aux deux pays le tarif général de nation la plus favorisée, a fortement stimulé les relations d'affaires canado-russes.

Pour aider les exportateurs canadiens à bien s'implanter sur le marché russe, le ministre canadien de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur a conduit une délégation de soixante entreprises en Russie, en juillet 1992.

## **Les investissements canadiens en Russie**

En 1989, le Canada et l'URSS ont signé l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements. Ratifié en 1991, cet accord appuie l'établissement de coentreprises et de filiales entièrement sous contrôle étranger, et la Fédération de Russie continue d'y être liée.

Les bouleversements politiques et économiques en cours ont accentué la complexité du marché russe, mais ils ont permis de diversifier davantage notre relation financière avec l'une des plus grandes économies du monde.

Parmi les territoires de l'ancienne Union soviétique où le Canada investit, c'est surtout en Russie que s'établissent les coentreprises canadiennes, et ce dans les secteurs suivants : pétrole et gaz, matériaux de construction (surtout en climat froid et dans des conditions difficiles), télécommunications, production agro-alimentaire, entreposage et transformation, extraction minière et métallurgie, et autres secteurs de mise en valeur des ressources.

Quelque quatre-vingts coentreprises canadiennes se sont établies en Russie ces dernières années. Vingt des cent principales sociétés canadiennes sont présentes sur le marché russe, ou s'y intéressent.

Les investissements canadiens en Russie sont globalement évalués à plus de 100 millions \$; les principaux investisseurs sont Ressources Gulf Canada Limitée et les restaurants McDonald du Canada Limitée.

## L'aide canadienne à la Russie

L'aide canadienne à la Russie se compose de plusieurs volets : assistance technique, aide humanitaire, initiative en matière de sécurité nucléaire, initiatives multilatérales ou régionales et crédits commerciaux.

Au Sommet de Vancouver, les 3 et 4 avril 1993, le Premier ministre Mulroney a annoncé une augmentation de 200 millions \$ des fonds consacrés par le Canada à l'assistance bilatérale à la Russie, notamment une hausse de 105 millions \$ au titre de l'assistance technique, 10 millions \$ supplémentaires pour l'aide humanitaire, une nouvelle marge de crédit de 30 millions \$ pour l'acquisition de matériel et de services médicaux, sanitaires et éducatifs au bénéfice des enfants et des jeunes, et la livraison de 477 000 tonnes de blé.

### Assistance technique

Le programme d'assistance technique du Canada, annoncé en juillet 1991, met l'accent sur la formation, le renforcement des institutions et la prestation de conseils en matière d'orientation. Tel que l'a annoncé le Premier ministre Mulroney au Sommet de Vancouver, le programme canadien d'assistance technique à la Russie sera porté à 150 millions \$ d'ici cinq ans. Administré par le Bureau d'aide à l'Europe centrale et à l'Europe de l'Est du ministère des Affaires extérieures, il vise à appuyer le développement démocratique et la transition vers une économie de marché, et à accroître les liens commerciaux et les liens d'investissement avec le Canada.

Le programme canadien d'assistance technique favorise les liens personnels et les projets locaux qui touchent directement la population russe. Il comprend six secteurs prioritaires :

### 1. Énergie

L'assistance canadienne dans le secteur de l'énergie se concentrera sur quatre domaines : le cadre législatif, la gestion des entreprises, l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières et l'amélioration de la gestion des services publics d'électricité.

La nouvelle stratégie annoncée à Vancouver, qui comporte des crédits de 15 millions \$ sur trois ans, permettra à la Russie de moderniser son secteur pétrolier, encouragera l'investissement étranger et entraînera la création de nouveaux emplois spécialisés. Cette aide servira notamment à redéfinir le cadre juridique du secteur pétrolier, à établir une structure de gestion pour la copropriété des ressources et à mettre au point un régime fiscal moderne. Des mesures de coopération technique porteront sur la réfection des puits et des infrastructures de surface, sur la sécurité, la formation en gestion et l'instruction technique, et sur le renforcement des institutions. Dans tous les projets énergétiques auxquels participe le Canada, une attention spéciale sera apportée aux considérations environnementales.

### 2. Appui au secteur privé

Un crédit de 20 millions \$ échelonné sur trois ans viendra soutenir le nouveau secteur privé russe, et il favorisera la formation des entrepreneurs en gestion et en services financiers. Il aidera à promouvoir des débouchés commerciaux et des occasions d'investissement pour le Canada ainsi que des liens directs entre entrepreneurs canadiens et russes.



Un réseau de formation en gestion du secteur privé doté d'un fonds de 8 millions \$, appelé « Entreprise Russie », dispensera à un millier d'entrepreneurs russes une formation en économie et en administration d'entreprise spécialement conçue à leur intention. Le Canada versera en outre une contribution de 3 millions \$ à la Banque russe de financement de projets qui finance des entrepreneurs.

Le programme canadien « Renaissance Europe de l'Est » vise à promouvoir les échanges commerciaux et les investissements entre le Canada et la Russie et à y soutenir le secteur privé. Il s'agit du principal outil de financement des coentreprises, et il sera porté à 10 millions \$ d'ici trois ans.

### **3. Agriculture**

Un programme d'une valeur de 8 millions \$ échelonné sur trois ans fera appel à l'expertise et à la technologie canadienne de pointe en agriculture pour aider la Russie à réformer et moderniser ce secteur. Centré sur l'amélioration du système de manutention et de distribution des céréales et sur la création de coopératives rurales, il vise à réduire les pertes postérieures à la récolte et à assurer aux consommateurs russes un approvisionnement stable en produits alimentaires à prix abordable.

### **4. Développement démocratique et bon gouvernement**

Les activités dans le domaine du développement démocratique et du bon gouvernement touchent principalement la formation parlementaire, la formation en matière de droits de la personne, la formation juridique, la réforme électorale, le fédéralisme, l'instruction civique et la condition féminine.

En outre, grâce au programme spécial des Bourses Eltsine pour la démocratie, doté d'un fonds de 20 millions \$, des hauts fonctionnaires russes viennent au Canada suivre des cours et des stages de formation dans divers ministères et organismes publics. Le premier groupe de six boursiers est arrivé au Canada en février 1993.

### **5. Développement du Nord**

Une stratégie de développement du Nord, assortie d'un budget de 10 millions \$ étalé sur trois ans, mise sur les relations solides qui existent déjà entre le Canada et la Russie dans ce domaine. Elle porte sur la promotion des autochtones, le développement économique et social et sur les questions d'environnement propres au Grand Nord.

Parmi les éléments annoncés au Sommet de Vancouver, mentionnons l'appui des Inuit du Canada à la participation des populations autochtones du nord de la Russie au Conseil de l'Arctique et l'apprentissage des techniques de construction employées dans le Nord canadien par des ouvriers professionnels russes.

Il y a aussi plusieurs mesures environnementales sur la gestion de l'environnement, l'élaboration des politiques, la pollution de l'Arctique, le développement durable, la protection des zones naturelles et le renforcement des institutions russes en matière d'environnement.

## 6. Sécurité

Le programme d'assistance technique du Canada traite aussi de questions de sécurité : aide à la conversion des industries de défense, participation à la fondation du Centre international pour la science et la technologie de Moscou et Initiative canadienne en matière de sécurité nucléaire.

Annoncée par le Premier ministre Mulroney en juin 1992, l'Initiative canadienne en matière de sécurité nucléaire, d'une durée de trois ans, est dotée d'un budget de 30 millions \$. Elle mettra les compétences canadiennes à la disposition de l'industrie nucléaire russe pour réduire les risques d'accidents dans certaines centrales nucléaires. Ses trois priorités sont la sécurité nucléaire, l'aide à la réglementation et la gestion des services publics.

Le Canada a aussi versé une contribution de 7,5 millions \$ au nouveau Compte de la sécurité nucléaire de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Ce fonds multilatéral est une initiative du G-7 qui vise à améliorer la sécurité des installations nucléaires dans l'ancienne Union soviétique, en Europe centrale et en Europe de l'Est.

### Aide humanitaire

L'aide humanitaire canadienne à la Russie atteint maintenant 18 millions \$. Elle consiste en médicaments et fournitures médicales destinés aux groupes pouvant en avoir le plus besoin — les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes et les personnes handicapées, — et comprend de nouveaux crédits annoncés par le Premier ministre au Sommet de Vancouver : une contribution de 4,8 millions \$ à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour la

distribution de médicaments et de fournitures médicales à l'intention des enfants russes, un don de 4,5 millions \$ au Fonds d'urgence des Nations Unies pour l'enfance qui permettra d'acheter et de distribuer des vaccins, des fournitures médicales et des produits laitiers destinés aux jeunes enfants et aux mères, et une contribution de 700 000 \$ au programme des infirmières visiteuses de la Croix-Rouge qui dispensent des soins de santé à domicile aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

### Assistance multilatérale

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) offrent des programmes d'investissement en plus d'une assistance économique et technique à la Russie.

Le Canada participe aux grands programmes de ces institutions financières internationales en cofinçant des projets et en mettant son savoir-faire à contribution. Les fonds de fiducie suivants ont été constitués :

- Le Fonds canadien de coopération technique, créé en janvier 1992, permet à la BERD d'engager des experts-conseils canadiens pour des projets. Il a reçu des crédits de 1 million \$ en 1992.
- Le Fonds canadien de coopération technique a été constitué en juin 1992 afin de permettre à la BIRD d'engager des experts-conseils canadiens pour des missions à court terme. Il bénéficie d'une contribution de 1 million \$ par année.

- Le Fonds canadien pour l'exploitation pétrolière et gazière, mis sur pied avec la BIRD, sert à appuyer la participation canadienne aux projets de la Banque dans le secteur des hydrocarbures. Son budget s'élève à 1 million \$ par année.
- Le Centre de coopération économique avec les économies en transition de l'OCDE a reçu du Canada 800 000 \$ depuis janvier 1992.

#### Crédits commerciaux

Par l'intermédiaire de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et de la Commission canadienne du blé, le Canada a accordé d'importantes marges de crédit à la Russie pour l'achat de divers biens et services. Au total, ces marges de crédit représentent un engagement d'un peu plus de 2 milliards \$, ainsi réparti :

- une marge de crédit de 150 millions \$ accordée par la SEE pour l'achat d'aliments autres que le blé;
- une marge de crédit de 100 millions \$ accordée par la SEE pour l'achat de biens et de services canadiens;
- une nouvelle marge de crédit de 30 millions \$, annoncée au Sommet de Vancouver, pour l'achat de matériel et de services médicaux, sanitaires et éducatifs pour les enfants et les jeunes.
- une marge de crédit de 1,5 milliard \$ US accordée par la Commission canadienne du blé;

## **Fiche documentaire sur la Russie**

### **Données générales**

Capitale	Moscou
Superficie	17 075 400 km <sup>2</sup>
Population	147 millions
Monnaie	Rouble (Rr) (1 \$ = 625 Rr)
Langue	Russe

### **Données politiques**

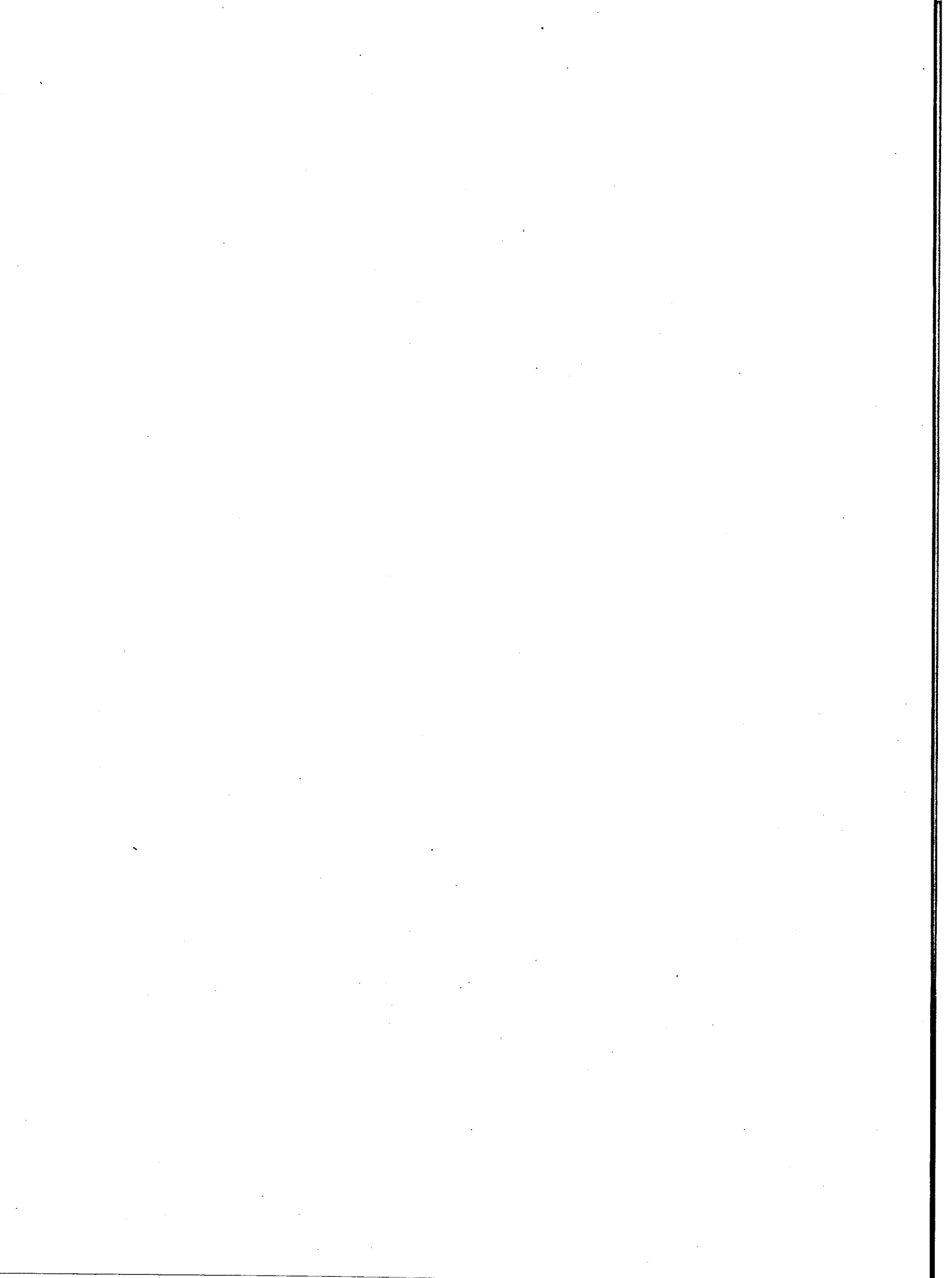
Type d'État	Fédération
Type de gouvernement	République présidentielle
Chef de l'État	Le Président Boris Eltsine (depuis juin 1991)
Chef du gouvernement	Le Premier ministre Victor Tchernomyrdine (depuis décembre 1992)
Ministre des Affaires étrangères	M. Andreï Kozyrev (depuis octobre 1990)
Principaux partis politiques	Russie démocratique, Parti démocratique de Russie, Travailleurs de Russie, Parti populaire de la Russie libre, Union civile
Congrès des députés du peuple	1 060 membres élus pour cinq ans. Deux niveaux : régional et local. La dernière élection a eu lieu en mars 1990
Soviet suprême (Parlement)	252 membres élus par le Congrès pour une durée de un à cinq ans. Dernière rotation en 1992
Prochaines élections	Au Parlement en 1995, à la présidence en 1996

### **Données économiques**

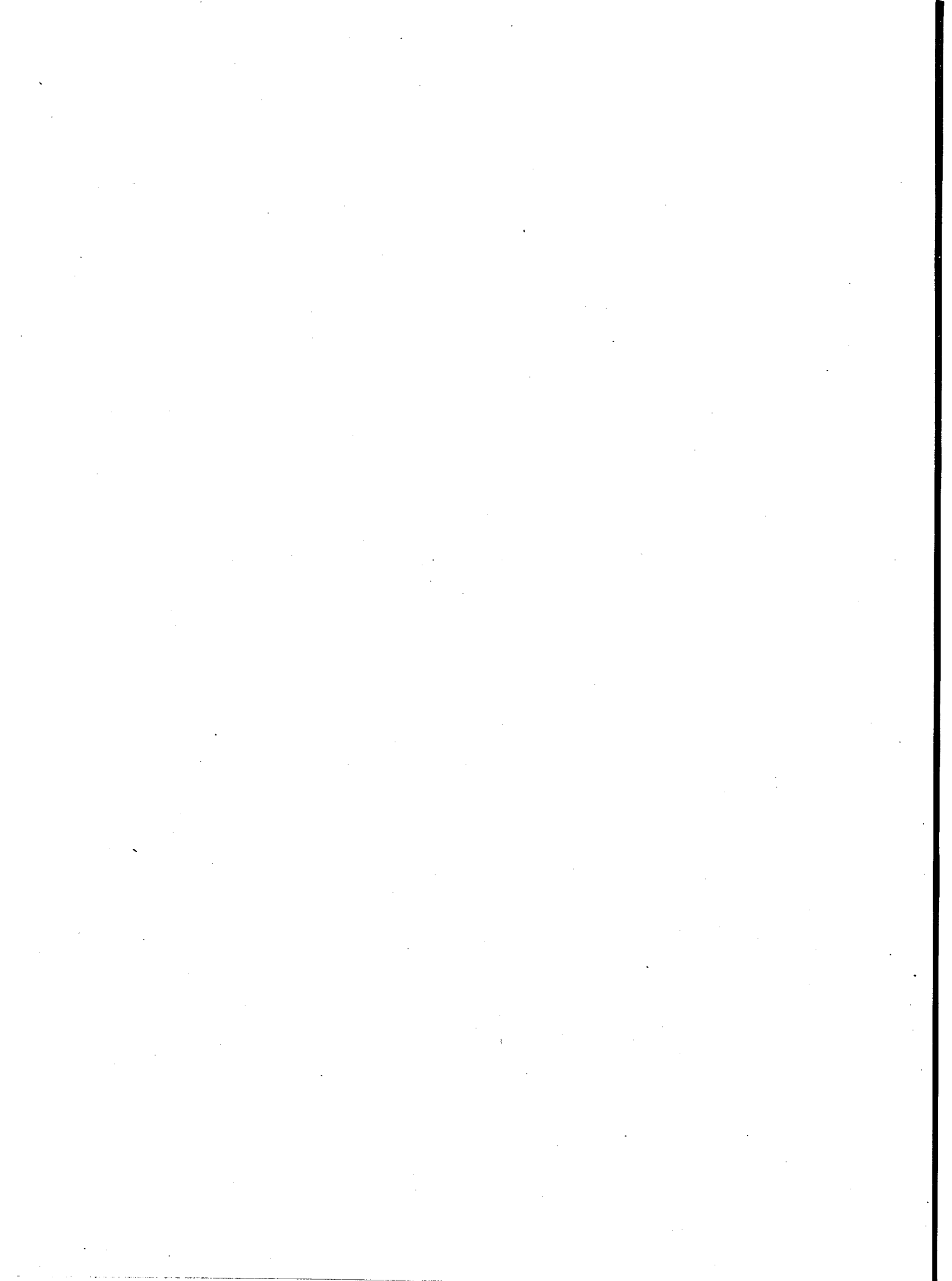
PIB	495,6 milliards \$ (1992)
PIB par habitant	3 370 \$
Importations du Canada	1,46 milliard \$
Exportations au Canada	233 millions \$

### **Représentation diplomatique**

Moscou	L'Ambassadeur Jeremy Kinsman
--------	------------------------------



**Allemagne**



## **Le Président Richard von Weizsaecker**

Né le 15 avril 1920 à Stuttgart, M. von Weizsaecker a fait des études de droit et d'histoire à l'université d'Oxford, et à celles de Grenoble et de Göttingen. Il a obtenu son doctorat en 1954.

M. von Weizsaecker est entré au Parti de l'Union démocrate-chrétienne (CDU) en 1954 et a été membre de la direction nationale du parti de 1966 à 1984. Député au Bundestag (Chambre basse fédérale) de 1969 à 1981, il en a été le vice-président de 1979 à 1981, jusqu'à son élection au poste de maire de Berlin-Ouest, poste équivalant au Canada à celui de premier ministre provincial. Il a été maire jusqu'en 1984.

M. von Weizsaecker a été un membre laïque important de l'Église évangélique allemande, car il a été président de la Convention protestante allemande de 1964 à 1970 et membre du Synode et du Conseil de l'Église protestante allemande de 1969 à 1984.

Président de la République fédérale d'Allemagne depuis 1984, M. von Weizsaecker a, en 1989, été réélu à ce poste pour un second mandat de cinq ans par la Convention fédérale (un organe constitutionnel réuni à cette seule fin). Il a fait une visite officielle au Canada en septembre 1990.

M. von Weizsaecker et sa femme, Marianne, ont trois fils et une fille.



## **Le Chancelier Helmut Kohl**

M. Kohl est né le 3 avril 1930 à Ludwigshafen. Il a fait des études de droit, de sociologie, de sciences politiques et d'histoire aux Universités de Francfort et d'Heidelberg. Il a obtenu son doctorat en 1958.

M. Kohl est devenu membre de l'Union démocrate-chrétienne (CDU) en 1947 et, en 1955, membre de l'exécutif de son parti en Rhénanie-Palatinat, son État natal. Élu en 1959 au Parlement de cet État, il a occupé les fonctions de Ministre-Président (Premier ministre) de 1969 à 1976.

En 1976, il a été élu au Bundestag (Chambre basse fédérale) à Bonn. La même année, il s'est porté candidat à la chancellerie et est devenu président du caucus des députés du CDU au Bundestag.

M. Kohl a été élu Chancelier en octobre 1982. Le gouvernement de coalition de centre-droite qu'il dirige, composé de l'Union démocrate-chrétienne (CDU), de l'Union sociale-chrétienne (CSU) et du Parti libéral (FDP), a été reporté au pouvoir pour la troisième fois de suite en décembre 1990.

M. Kohl et sa femme Hannelore ont deux fils.

## Les relations bilatérales entre le Canada et l'Allemagne

Les relations entre le Canada et l'Allemagne sont étroites et diversifiées, aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental, notamment en raison des valeurs et des objectifs communs aux deux pays dans le domaine de la politique étrangère. À titre d'exemple, citons la réforme et le renforcement des Nations Unies et du système commercial multilatéral, l'élimination des armes de destruction massive et la sécurité internationale.

Leurs pays étant l'un et l'autre membres du Groupe des Sept (G-7), les deux chefs de gouvernement se réunissent régulièrement dans un contexte bilatéral ou multilatéral. Les ministres et leurs fonctionnaires se rencontrent souvent dans le contexte du G-7, dans le cadre des Nations Unies, de l'OTAN et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

L'Allemagne est l'un des plus importants partenaires commerciaux du Canada et les échanges entre les deux pays continuent de croître. De plus, l'Allemagne vient au troisième rang pour les investissements directs au Canada (après les États-Unis et le Royaume-Uni). Le Canada est par ailleurs l'un des principaux investisseurs dans les nouveaux Länder de l'ex-République démocratique allemande.

L'Allemagne est aussi le principal partenaire européen du Canada pour ce qui est du développement et de l'application de nouvelles technologies. Dans les nouveaux Länder, le Canada met à profit ses compétences dans des domaines comme la technologie environnementale.

Les contacts entre personnes sont nombreux. Au moment du recensement de 1981, le Canada comptait 1,1 million de personnes de souche allemande. D'autre part, le Canada est l'une des destinations préférées des touristes allemands. La présence de troupes canadiennes en Allemagne au cours des quatre dernières décennies a contribué à tisser des liens très étroits entre les deux pays. Enfin, des membres des Forces allemandes continuent de s'entraîner aux bases de Shilo au Manitoba et de Goose Bay au Labrador.

Les échanges culturels et universitaires aident aussi les Canadiens et les Allemands à mieux se comprendre. Les universités et des organisations comme *Atlantische Brücke* (Pont atlantique) et l'Institut canadien des affaires internationales ont tout particulièrement bien développé les liens non gouvernementaux.

Il se noue également des contacts au niveau des provinces et des assemblées législatives. L'Ontario et le Québec, par exemple, ont signé respectivement des ententes avec les Länder de Bade-Wurtemberg et de Bavière.

Un certain nombre d'Allemands portent un intérêt particulier aux politiques canadiennes concernant l'environnement (spécialement la gestion des forêts) et les populations autochtones.

Les deux pays collaborent de plus en plus étroitement au développement d'une approche concertée et efficace pour faire face aux menaces nouvelles qui pèsent sur la paix et la sécurité dans le monde. La coordination de l'aide à la Russie (et à d'autres pays d'Europe centrale et orientale) et du soutien des activités onusiennes aux quatre coins du globe est prioritaire à cet égard.

## La situation politique en Allemagne

Le 2 décembre 1990, lors des premières élections dans l'Allemagne unifiée, le gouvernement du Chancelier Helmut Kohl a été réélu pour un troisième mandat. Les prochaines élections auront lieu à l'automne de 1994.

L'Allemagne est gouvernée par une coalition de l'Union démocrate chrétienne (CDU) du Chancelier Kohl, du Parti bavarois de l'Union sociale chrétienne (CSU), et du Parti libéral (FDP), dont le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel est l'un des dirigeants.

L'Opposition, constituée du Parti social-démocrate (SPD), est dirigée par Björn Engholm, ministre-président du Land de Schleswig-Holstein. Sont également représentés au Bundestag le Bündnis 90/Verts (des nouveaux Länder) et le Parti du socialisme démocratique (PDS), successeur du parti qui gouvernait l'ex-République démocratique allemande.

Les partis d'extrême droite comme le *Republikaner* ne sont pas représentés au Bundestag, mais ils le sont dans certains parlements d'État. Le parti fédéral des Verts n'est pas lui non plus représenté au Bundestag, mais il fait partie de plusieurs gouvernements de coalition au niveau des États.

L'achèvement de l'intégration économique et sociale des cinq nouveaux Länder demeure la priorité de la politique intérieure allemande. Les grands partis, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États se sont récemment mis d'accord sur un Pacte de solidarité visant à financer la relance économique dans les nouveaux États.

Les grands partis ont également convenu de changer les dispositions constitutionnelles relatives aux migrations. Comme l'Allemagne a l'une des politiques les plus libérales de l'Europe, elle a vu grimper en flèche le nombre de demandes d'asile; elle n'en a toutefois approuvé qu'un très petit nombre.

En 1992, presque un demi-million de personnes y ont demandé le statut de réfugié. Les pressions que cette situation a exercées sur le régime d'assistance sociale, particulièrement dans les régions où le chômage est élevé par suite de l'unification, ont provoqué des actes de violence de la part de groupes extrémistes. Une fois adoptée par le parlement, la nouvelle loi sur l'asile devrait avoir pour effet de réduire le nombre de demandes frauduleuses.

## La situation économique de l'Allemagne

Après une vague de prospérité de deux ans amenée par l'unification, l'Allemagne traverse aujourd'hui une période de récession. Le secteur manufacturier est le plus gravement touché. Les industries traditionnelles, surtout celle de l'acier, sont tout spécialement frappées.

Ce secteur doit composer avec les pressions résultant de l'intégration de l'industrie est-allemande, de l'achèvement du marché unique, de l'ouverture des marchés communautaires aux importations à bas prix de l'Europe de l'Est, et de l'augmentation du coût de la production en Allemagne. On attribue cette augmentation à la réévaluation du mark par rapport aux autres monnaies européennes, à la hausse des taxes et aux coûts de main-d'oeuvre élevés.

Quant à l'économie est-allemande, après un sérieux recul en 1990 et 1991, elle a connu une croissance de 7 % en 1992. La relance se fait surtout dans les secteurs des services et de la construction. Le secteur de la fabrication commence à se stabiliser, mais la situation y demeure critique : les coûts salariaux sont élevés et il lui est difficile de pénétrer les marchés bien développés et hautement compétitifs de la Communauté européenne et de l'étranger.

La privatisation de l'économie en Allemagne est essentiellement chose faite, les industries de l'État n'employant plus qu'un demi-million de personnes. Durant la période de restructuration intensive, le taux de chômage officiel était d'environ 15 % et ce, malgré les efforts du gouvernement pour le contenir (programmes de formation, retraites anticipées et création d'emplois).

Comme le Canada, l'Allemagne est un pays à très forte vocation commerciale. Même après l'unification, elle a conservé un surplus à son compte marchandises; toutefois ce compte fluctue aujourd'hui entre 25 et 35 milliards \$, comparativement à 150 milliards \$ en moyenne de 1985 à 1990. Contrairement à la dernière décennie, elle a maintenant un déficit courant considérable (près de 50 milliards \$ l'année dernière). En général, les marchés allemands sont ouverts, et le gouvernement est favorable à la libéralisation des échanges et à l'achèvement des négociations de l'Uruguay Round.

La communauté internationale presse l'Allemagne d'abaisser ses taux d'intérêt afin de relancer l'expansion de l'économie européenne. Ces taux ont baissé considérablement depuis le milieu de 1992, et on peut s'attendre à de nouvelles baisses par suite du ralentissement de l'activité économique, du réalignement des hausses salariales aux environs de 3 %, de l'appréciation du mark par rapport aux autres monnaies européennes et d'un resserrement sur le plan financier (principalement sous la forme de taxes plus élevées).

Les taux d'intérêt à court terme ont chuté de 1,5 % depuis l'été dernier et, selon toute probabilité, la tendance se poursuivra malgré le taux d'inflation qui resté élevé et les inquiétudes suscitées par le taux de change mark-dollar. Récemment, le mark est passé d'un sommet de 1,38 pour 1 \$ US à 1,65, et les analystes financiers prévoient un nouveau recul (à 1,80 DM pour 1 \$ US).

La réunification a porté un très dur coup aux finances publiques. La dette totale du secteur public, qui se chiffrait à environ 1 300 milliards \$ ou 40 % du PIB avant l'unification, pourrait grimper à 3 000 milliards \$ ou près de 60 % du PIB d'ici au milieu de la décennie.

Les déficits annuels de l'ensemble du secteur public (y compris tous les paliers de gouvernement, les organismes fédéraux hors bilan, ainsi que les services postaux et ferroviaires publics) varient entre 225 et 250 milliards \$, soit près de 6 % du PIB. Ces importants déficits sont principalement attribuables au transfert de fonds (entre 160 et 250 milliards \$ par année, selon diverses estimations) pour venir en aide à l'ex-RDA.

L'Allemagne est l'un des premiers responsables de l'intégration économique et politique d'Europe. Le marché unique étant aujourd'hui presque chose faite, l'attention se tourne maintenant vers l'union monétaire et donc vers l'Allemagne, le mark étant le pilier du Système monétaire européen (SME) et de sa composante clé, le Mécanisme des taux de change.

Le projet d'union économique et monétaire (UEM) mis de l'avant dans le Traité de Maastricht s'est heurté à plusieurs obstacles : l'hésitation du Danemark et de la Grande-Bretagne à ratifier le traité, la crise du SME l'automne dernier qui a eu pour effet d'exclure la livre et la lire du Mécanisme des taux de change, et la récession européenne. Pour la plupart des pays cette dernière est une sérieuse entrave à la consolidation budgétaire, préalable de la stabilité nécessaire à une union monétaire.

Toutefois, les travaux techniques préliminaires de l'union monétaire vont bon train. Les membres de la CE discutent de l'emplacement de la future Banque centrale européenne pour laquelle l'Allemagne a proposé les villes de Francfort ou de Bonn.

L'Allemagne est le principal partenaire économique occidental des nouveaux pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique et, de loin, leur plus important soutien financier.

## **Les relations commerciales entre le Canada et l'Allemagne**

L'Allemagne exporte plus de biens et de services que tout autre pays au monde, mais elle vient au deuxième rang des importateurs. Elle est le quatrième partenaire commercial en importance du Canada, tant comme fournisseur que comme client. De 1987 à 1991, les exportations du Canada en Allemagne ont grimpé de 40 % tandis que les importations n'ont augmenté que de 2 % — réduisant ainsi sensiblement ce qui, pour le Canada, avait jusque-là été un déficit persistant. Les produits finals expliquent en très large part cet accroissement des exportations canadiennes (en hausse de 138 %).

En 1991, les exportations du Canada étaient surtout composées — dans un ordre décroissant — de pâte de bois, de matériel de télécommunications et de produits connexes, de minerai et de concentrés de fer, de papier journal, de pièces d'automobiles et d'aéronefs. Les importations étaient surtout constituées d'automobiles, de matériel de télécommunications, de pièces de véhicules automobiles, d'ordinateurs, de machinerie, de produits chimiques et d'instruments de précision.

L'Allemagne a peu de ressources naturelles et elle compte beaucoup sur les importations. Son revenu par habitant est l'un des plus élevés au monde, et elle représente pour l'exportateur canadien un marché vaste aux possibilités nombreuses. L'ouverture du marché allemand contribue en bonne partie aux bonnes relations commerciales entre les deux pays.

Dans le secteur agro-alimentaire, toutefois, les obstacles posés par la Politique agricole commune (PAC) de la Communauté européenne restreignent les

possibilités de commerce. Il reste que l'Allemagne est le plus grand importateur de produits agro-alimentaires. Les exportateurs canadiens devront donc mettre l'accent sur les produits à valeur ajoutée comme les produits transformés, le sirop d'érable, le miel, ainsi que les animaux destinés à l'élevage, et exploiter le créneau prometteur des aliments organiques.

Depuis l'unification, et avec l'ouverture des cinq Länder orientaux à l'investissement étranger, les relations commerciales de gouvernement à gouvernement se sont intensifiées entre l'Allemagne et le Canada. On encourage les compagnies canadiennes à conclure des alliances stratégiques avec des compagnies allemandes dans les Länder orientaux. Du point de vue du Canada, ces Länder offrent aux compagnies canadiennes d'excellentes occasions de s'implanter sur le Marché commun européen; ils sont aussi une fenêtre sur l'Europe centrale et orientale.

Près de cinquante compagnies canadiennes prospectent différents débouchés dans les Länder orientaux. Elles profitent de la demande de techniques de construction modernes en vue de renouveler un parc de logements déficient, tout comme de la demande de compétences en matière de dépollution.

L'Allemagne demeure l'un des marchés d'exportation les plus prometteurs pour le Canada. Les produits à valeur ajoutée dans les secteurs des télécommunications et de l'aérospatiale, les technologies d'information, les produits et services environnementaux, les appareils de télédétection et les produits alimentaires constitueront des secteurs de croissance pour les exportateurs canadiens.

## La politique étrangère de l'Allemagne

Les objectifs prioritaires de l'Allemagne unifiée en politique étrangère sont les suivants :

- l'Union européenne;
- l'appui aux pays de l'Europe orientale et à la Russie, et le développement de relations avec ces pays;
- le maintien et le renforcement des liens transatlantiques, y compris le soutien à l'OTAN.

Les migrations internationales et la conjoncture mondiale sont aussi des facteurs de plus en plus importants dans la politique étrangère de l'Allemagne.

Pays à l'économie la plus solide en Europe, l'Allemagne voit dans l'union européenne le point d'ancrage de la stabilité et de la prospérité sur le continent. L'une de ses priorités est donc que tous les membres de la Communauté européenne ratifient et mettent en oeuvre le Traité de Maastricht. L'engagement de l'Allemagne envers l'union européenne repose en grande partie sur une coopération étroite avec la France. Par ailleurs, elle souscrit fermement à l'élargissement de la Communauté européenne.

L'Allemagne s'est également engagée à appuyer le développement d'institutions démocratiques et d'économies de marché en Europe orientale et en Russie. Elle vient d'ailleurs au premier rang pour l'aide fournie à la région (plus de 100 milliards \$ rien que pour la Russie).

L'Allemagne continue d'appuyer l'OTAN, qu'elle voit comme la gardienne de la sécurité en Europe. À l'instar du Canada, elle a, au lendemain de la Guerre froide, milité en faveur d'une transformation de l'alliance pour que celle-ci puisse promouvoir la stabilité et la sécurité en entretenant des négociations avec ses nouveaux partenaires de l'Est et en appuyant les efforts de l'ONU et de la CSCE pour préserver ou restaurer la paix dans les zones de conflit, comme l'ex-Yougoslavie.

Le Canada est un solide partisan des Nations Unies et des autres institutions multilatérales, et il apprécie à sa juste valeur l'engagement de l'Allemagne sur la scène internationale. Les deux pays partagent un même attachement aux valeurs consacrées dans la Charte de l'ONU et dans les documents de la CSCE. Ils sont d'importants contributeurs à ces organisations et s'intéressent tous deux à des dossiers clés comme la réforme de l'ONU.

Le Canada accorde une grande importance à son association avec l'Allemagne au sein de ces organisations, de même qu'au sein du G-7. Il la voit comme un intervenant de premier plan dans la recherche de nouvelles formes de coopération transatlantique envers lesquelles les deux pays se sont engagés en signant la Déclaration transatlantique.

## Fiche documentaire sur l'Allemagne et graphiques

### Données générales

Capitale	Berlin (Bonn est le siège du gouvernement)
Superficie	357 000 km <sup>2</sup>
Population	80 millions
Monnaie	Deutsche mark (1 \$ = 1,28 DM en avril 1993)
Langue	Allemand

### Données politiques

Nature de l'État	République fédérale												
Nature du régime	Démocratie parlementaire bicamérale												
Chef de l'État	Le Président Richard von Weizsaecker (réélu pour cinq ans en 1989)												
Chef du gouvernement	Le Chancelier Helmut Kohl (CDU), depuis 1982												
Ministre des Affaires étrangères	M. Klaus Kinkel (FDP), depuis 1991												
Principaux partis politiques	Union démocrate chrétienne (CDU), Union sociale chrétienne (CSU), Parti social-démocrate (SPD), Parti libéral (FDP), Parti du socialisme démocratique (PDS), Bündnis 90/Verts												
Bundestag (Assemblée fédérale)	662 membres élus pour quatre ans par représentation proportionnelle												
Répartition des sièges (scrutin de 1990)	<table><tr><td>CDU/CSU</td><td>319</td><td>PDS</td><td>17</td></tr><tr><td>SPD</td><td>239</td><td>Bündnis 90</td><td>8</td></tr><tr><td>FDP</td><td>79</td><td></td><td></td></tr></table>	CDU/CSU	319	PDS	17	SPD	239	Bündnis 90	8	FDP	79		
CDU/CSU	319	PDS	17										
SPD	239	Bündnis 90	8										
FDP	79												
Bundesrat (Conseil fédéral)	Membres des gouvernements des Länder ou de leurs délégués												
Prochaines élections	Fédérales et présidentielles en 1994												
<b>Données économiques*</b>													
Ministre des Finances	M. Theo Waigel (CSU), depuis 1989												
Ministre de l'Économie	M. Guenther Rexrodt (FDP), depuis janvier 1993												

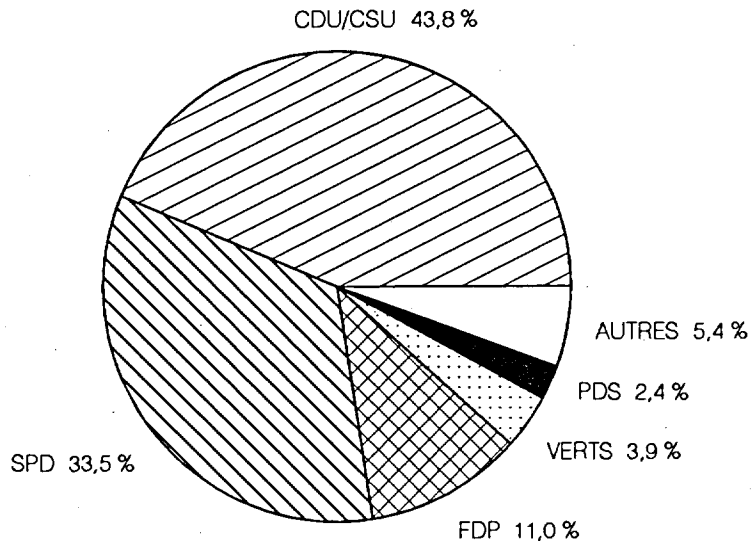
---

\* Données de 1992 à moins d'indication contraire.

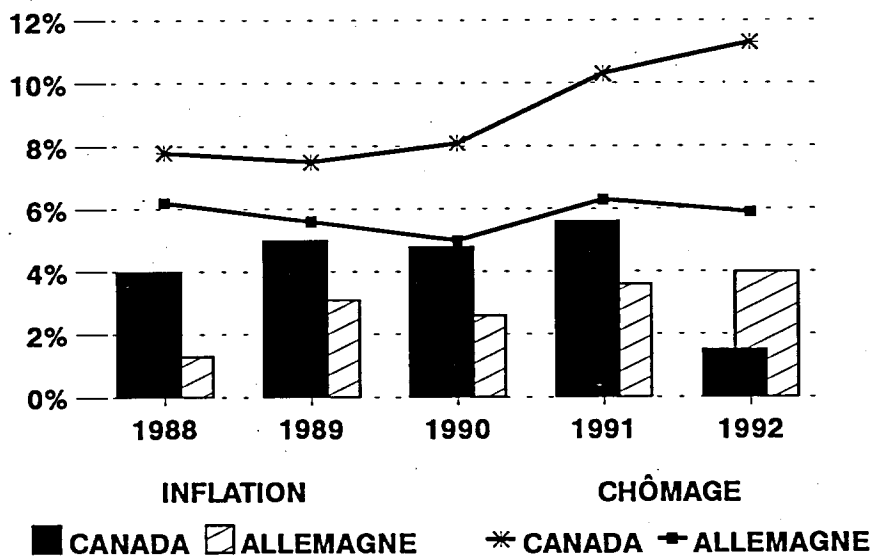


PNB	2 345 milliards \$
PNB par habitant	29 280 \$
Croissance du PNB	1,4 %
Taux de chômage	5,9 %
Taux d'inflation	4 %
Dette du secteur public	1 300 milliards \$
Déficit budgétaire fédéral	32,8 milliards \$
Importations	498 milliards \$ dont 2,161 milliards \$ du Canada
Exportations	527 milliards \$ dont 3,53 milliards \$ au Canada
Investissements canadiens en Allemagne	900 millions \$ (est. 1991)
Investissements allemands au Canada	5,1 milliards \$ (est. 1991)
<b>Représentation canadienne</b>	
Bonn	L'Ambassadeur Paul Heinbecker
Berlin	Le Consul général A.C. de Hoog
Düsseldorf	Le Consul général Allan Poole
Munich	Le Consul général Maurice Hladik

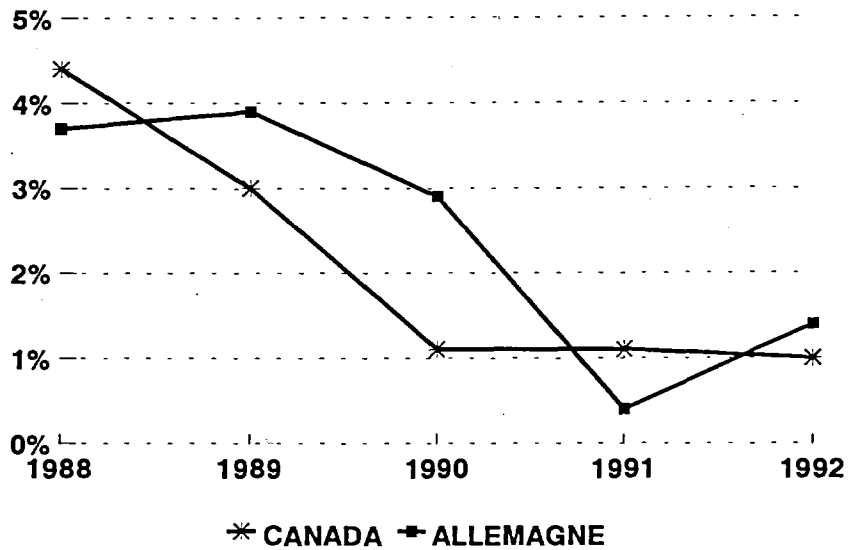
# RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1990



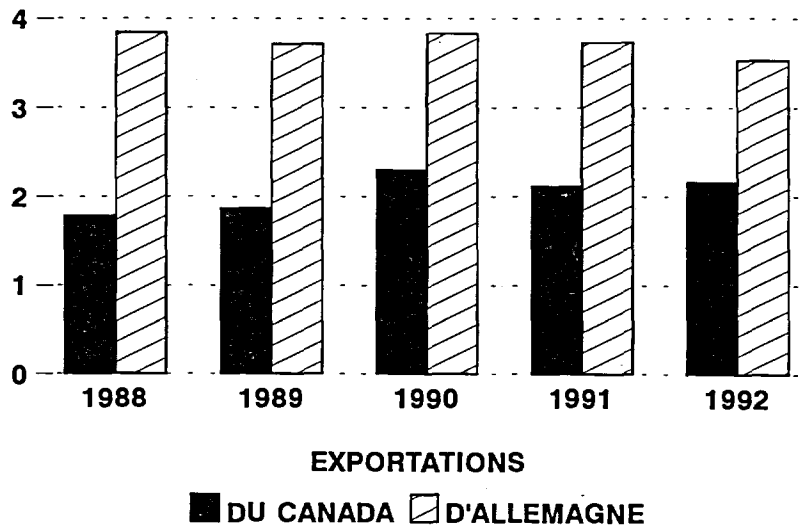
# INFLATION ET CHÔMAGE CANADA — ALLEMAGNE



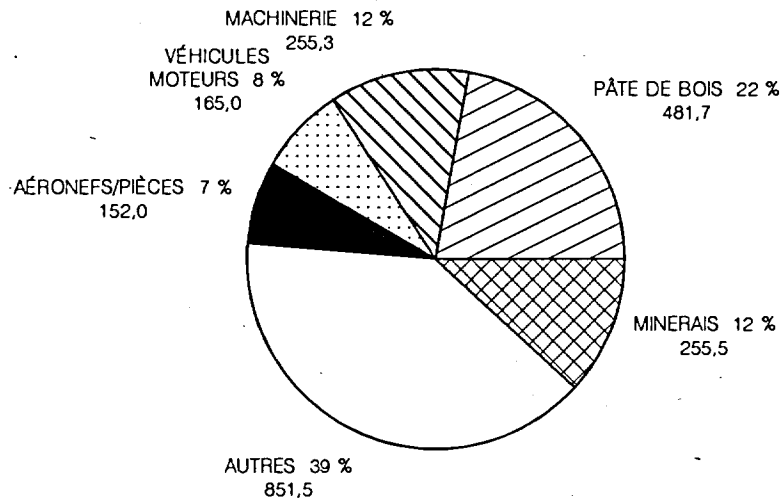
## TAUX DE CROISSANCE DU PNB



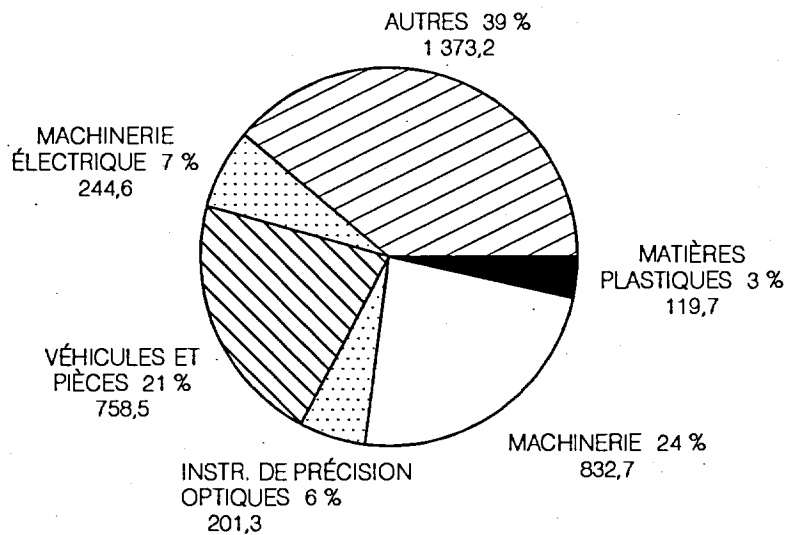
## COMMERCE BILATÉRAL CANADA — ALLEMAGNE (en milliards \$)

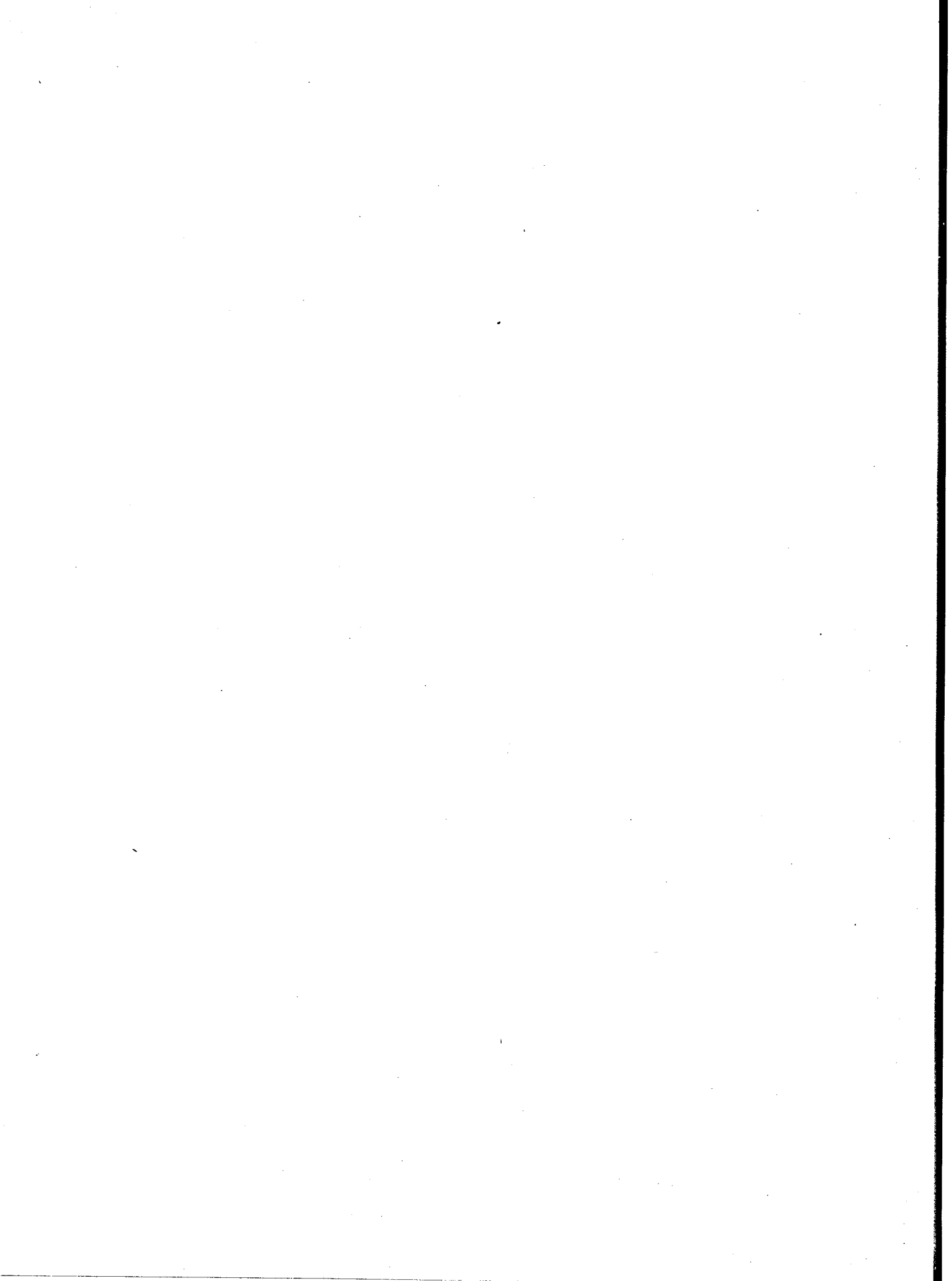


## EXPORTATIONS CANADIENNES EN ALLEMAGNE EN 1992 (en millions \$)

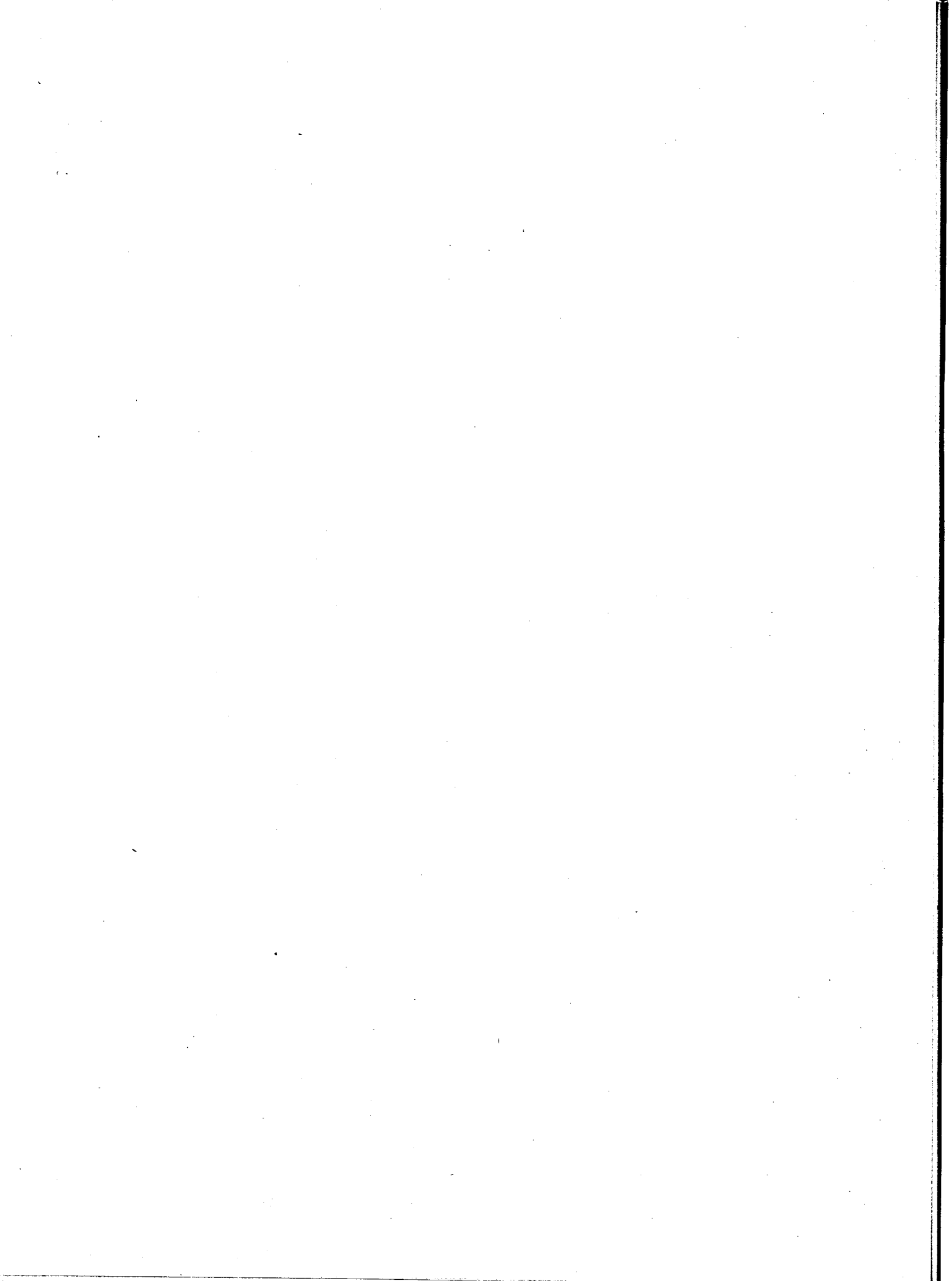


## EXPORTATIONS ALLEMANDES AU CANADA EN 1992 (en millions \$)





**Royaume-Uni**



## **Le Premier ministre John Major**

M. Major est né en 1943 et il a fait ses études à la Rutlish Grammar School. De 1965 à 1979, il a été cadre à la Standard Chartered Bank et il est membre associé de l'Institute of Bankers. Il a été membre du Lambeth Borough Council de 1968 à 1971.

Avant son élection au Parlement en tant que député du Huntingdonshire en 1979, M. Major a disputé le siège de Camden (St. Pancras) en février et en octobre 1974. Depuis les élections générales de 1983 et à la suite du redécoupage électoral, il représente Huntingdon.

De 1981 à 1983, M. Major a été secrétaire privé parlementaire auprès du ministre d'État au Home Office. Il est devenu whip adjoint du gouvernement en 1983 et il a été nommé Lord commissaire au Trésor (whip en chef du gouvernement) en 1984. En 1985, il a été nommé au poste de sous-secrétaire d'État parlementaire de la Sécurité sociale, au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Il a été promu ministre d'État chargé de la Sécurité sociale et des Handicapés en 1986, poste qu'il occupera jusqu'à sa nomination comme secrétaire général du Trésor, à la suite des élections générales de juin 1987.

M. Major a été secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth de juillet à octobre 1989, date à laquelle il est devenu chancelier de l'Échiquier.

Il a été élu chef du Parti conservateur le 27 novembre 1990 et il est devenu Premier ministre le lendemain.

M. Major a été membre du conseil d'administration de la Warden Housing Association de 1975 à 1983. Il a été cosecraire du Conservative Back-Bench Environment Committee de 1979 à 1981, conseiller parlementaire pour la Guilde des graveurs sur verre de 1979 à 1983, et président des jeunes conservateurs de l'Est de 1983 à 1985.

Le Premier ministre Major est marié et il a un fils et une fille.



## Les relations bilatérales entre le Canada et le Royaume-Uni

Les relations du Canada avec le Royaume-Uni sont exceptionnellement étroites et variées. Outre leurs liens familiaux et historiques et leur patrimoine institutionnel commun qui viennent généralement à l'esprit, les deux pays ont toujours entretenu une relation bilatérale fort étendue, qui touche de nombreux secteurs de coopération dans plusieurs parties du monde.

Comme l'indique le grand programme d'échanges en cours avec le Royaume-Uni, la relation bilatérale du Canada avec ce pays demeure l'une de ses relations les plus importantes. Plus d'une centaine de ministères et organismes canadiens coopèrent avec leurs homologues britanniques aux activités les plus diverses, depuis la participation à des conférences internationales jusqu'à des opérations de maintien de la paix.

De nombreux fonctionnaires des deux pays vont enrichir leur expérience professionnelle dans le ministère de l'autre pays correspondant au leur et y effectuent des stages dont la durée peut aller jusqu'à deux ans. Ces échanges se font dans des secteurs différents : consommation et affaires commerciales, santé, travail et immigration, etc. Chaque année, un colloque Canada — Royaume-Uni est consacré à un sujet d'actualité ayant trait aux affaires publiques.

Depuis 25 ans, cependant, le Canada et la Grande-Bretagne tendent à orienter davantage leurs intérêts dans leur région respective. L'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne (CE) en 1973, la signature de l'Accord de libre-échange Canada — États-Unis en 1988 et

de l'Accord de libre-échange nord-américain en 1992 ont marqué les étapes de cette évolution. L'intégration du Royaume-Uni à la CE présente à la fois des risques et des perspectives positives, et constitue une question à gérer de façon soutenue, afin de maintenir l'équilibre par une coopération efficace dans les cas où des différends apparaîtront. Cela dit, le Royaume-Uni est notre principal partenaire en Europe et nos sujets de désaccord sont relativement peu nombreux.

Depuis un an, les visites et les contacts se sont poursuivis à une bonne cadence : on a pu compter plus d'une centaine de visites officielles, aux niveaux des ministres et des sous-ministres. Les premiers ministres se sont rencontrés à plusieurs reprises en juillet 1991, à l'occasion du Sommet économique de Londres, et de nouveau en décembre 1992 pour des consultations transatlantiques durant la présidence de M. Major à la CE. Les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont eu de nombreuses consultations bilatérales en marge de conférences internationales.

L'ex-Premier ministre Thatcher, le ministre chargé des relations avec le Canada et des députés britanniques délégués au symposium de l'Association parlementaire du Commonwealth à Québec sont venus au Canada en septembre 1992. Les ministres britanniques du Commerce et de l'Industrie, de la Sécurité sociale et des Handicapés, et du Home Office ont effectué des visites officielles en 1992.

Le ministre canadien du Commerce extérieur, le ministre de l'Énergie, le vice-premier ministre et ministre des Finances

et le ministre des Anciens combattants, entre autres, sont allés en délégation à Londres pour le Canada.

Les entreprises canadiennes considèrent la Grande-Bretagne comme la tête de pont qui leur permettra d'avoir une présence dans la Communauté européenne où l'intégration progresse rapidement. Fin 1991, elles avaient des investissements directs de 12 milliards \$ au Royaume-Uni, soit trois fois plus qu'à la fin de 1984.

Pour les gens d'affaires britanniques, le Canada demeure un pays où il est rentable d'investir. Les investissements britanniques directs au Canada atteignaient 18 milliards \$ en 1991. Le Royaume-Uni est de loin le premier investisseur au Canada parmi les États européens (51 % de l'investissement européen total), suivi de loin par l'Allemagne (14 %). Les investisseurs britanniques détiennent aujourd'hui 23 milliards \$ en obligations canadiennes, comparé à 7 milliards \$ en 1987.

Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni reflètent de plus en plus leurs intérêts communs dans les affaires politiques, économiques et internationales. Leur coopération militaire à l'occasion des opérations internationales de maintien de la paix en Bosnie en témoignent.

Les deux pays sont membres du G-7, de l'OTAN et du Commonwealth; ils participent à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et forment un important partenariat pour l'aide au développement. Ils ont des consultations suivies, dans le cadre des Nations Unies, à propos de nombreuses questions concernant des régions comme les Antilles, l'Afrique du Sud et le Sud-Est asiatique.

Sur le plan bilatéral, les sujets de désaccord entre le Canada et la Grande-Bretagne sont peu nombreux; dans le domaine économique, il s'agit dans la plupart des cas de politiques arrêtées par la Communauté européenne.

Durant son mandat comme président de la CE, de juillet à décembre 1992, le Premier ministre Major a mis l'accent sur la réalisation du marché unique, le renforcement de la coopération politique — notamment à propos de l'ex-Yougoslavie — la négociation du budget et du financement de la Communauté, le succès des négociations multilatérales du GATT, le renforcement des liens avec l'Europe de l'Est, et les dispositions à prendre en prévision de l'adhésion de nouveaux pays à la Communauté, soit la Suède, la Norvège, l'Autriche et la Finlande.

## La situation politique au Royaume-Uni

M. John Major a été nommé Premier ministre en novembre 1990, et il a été confirmé dans ce poste en avril 1992 par la victoire du Parti conservateur. Le Premier ministre a promis de s'attaquer à des problèmes épineux et persistants, notamment la récession, le chômage, la qualité des soins de santé, l'éducation et les infrastructures matérielles. Il a également annoncé une nouvelle approche des dépenses publiques et a promis un gouvernement plus ouvert.

Les huit derniers mois ont été l'une des périodes les plus troublées du gouvernement de M. Major. Il a dû s'occuper de problèmes intérieurs tels que le retrait de la livre sterling du mécanisme européen des taux de change, le report de la ratification du Traité de Maastricht et la fermeture des mines de charbon.

La montée récente de la violence contre la population civile due aux troubles en Irlande du Nord a ajouté aux pressions que subit le gouvernement, et le public s'attend de plus en plus à voir des progrès dans les pourparlers anglo-irlandais.

Le discours sur le budget qu'a prononcé en mars le chancelier de l'Échiquier a été fort bien accueilli parce qu'il tenait compte des demandes faites au gouvernement de soutenir les entreprises, l'emploi, la formation et les exportations. En avril, le secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie a présenté un livre blanc sur les charbonnages, *The Prospect for Coal*, aboutissement de l'examen de cette industrie par le gouvernement. La politique énergétique reste centrée sur la

création de marchés compétitifs, la meilleure façon d'assurer au pays un approvisionnement d'énergie sûr, diversifié et durable sous la forme désirée par les gens et les entreprises, à des prix concurrentiels.

Soucieux de contrôler le coût des soins de santé, le gouvernement a mis en place en avril un nouveau système de prestation de soins pour des millions de personnes âgées, handicapées ou défavorisées. On s'attend à ce que la réforme encourage le développement de soins privés parallèlement à des soins publics de qualité, qu'elle clarifie le mandat des organismes prestataires et qu'elle favorise une plus grande responsabilisation, en plus de maximiser l'utilisation des fonds grâce à la nouvelle structure de financement des services sociaux.

La poursuite de l'intégration européenne et la coordination des objectifs énoncés par le chancelier de l'Échiquier dans son budget sont les priorités politiques du gouvernement. Différents événements, notamment la récession économique, le référendum danois sur Maastricht, la volatilité des marchés du change, les différends au sein du GATT sur les subventions agricoles et la crise européenne dans le secteur des pêches, ont perturbé le programme européen du Royaume-Uni.

## La situation économique du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni sort lentement de la récession la plus longue qu'il ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Après un recul ou au mieux une croissance nulle pendant dix trimestres, accompagné d'un taux de chômage de plus de 10 %, le produit intérieur brut devrait croître de 1,2 % en 1993. En septembre, le déficit commercial annualisé se chiffrait à 29,4 milliards \$.

Bien que la productivité manufacturière se soit améliorée au cours de la dernière décennie, elle n'a pas rattrapé celle des autres grands pays industriels du G-7. Le taux d'inflation (moins de 4 %) reste faible et les dépenses au détail ont montré des signes encourageants de croissance tout au cours de l'année. Depuis qu'il a retiré la livre sterling du Mécanisme des taux de change en septembre, le gouvernement a réussi à réduire les taux d'intérêt de 10 % à 6 % et ce, sans relancer l'inflation.

Le 12 novembre 1992, le chancelier de l'Échiquier a annoncé une stratégie économique axée sur la croissance à long terme : la réduction du taux d'inflation, une limite aux dépenses publiques et des mesures fiscales de durée limitée devant permettre au gouvernement de mettre en application ses politiques sur la privatisation, la déréglementation et la réforme de la fiscalité des entreprises. Des augmentations importantes des dépenses ont été prévues dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des projets d'immobilisation tels les routes, le rail, le système de transport de Londres, les soins de santé, les infrastructures et l'habitation.

Dans son discours sur le budget du 16 mars dernier, le Chancelier a indiqué que le déficit de 1993-1994 augmenterait à environ 50,1 milliards £ (96 milliards \$), soit 8 % du produit intérieur brut. Il n'a

proposé aucune hausse marquée des impôts avant avril 1994 et il a déclaré que le déficit resterait élevé et au-dessus du niveau jugé acceptable dans le Traité de Maastricht.

Afin d'appuyer le secteur manufacturier ainsi que les petites et moyennes entreprises, le budget comportait des réductions de l'impôt anticipé sur les sociétés, des améliorations aux crédits à l'exportation et la prolongation du régime de garanties aux petites entreprises. Il annonçait en outre quatre projets pilotes qui fourniront aux employeurs des subventions devant servir à créer des emplois pour les chômeurs de longue date.

Dans le but d'augmenter ses recettes, le gouvernement a annoncé des changements à la taxe sur les revenus pétroliers, l'élargissement de la taxe sur la valeur ajoutée sur le combustible et l'électricité domestiques, l'augmentation de la taxe sur les carburants routiers (3 % par année), et, en réponse aux pressions du secteur financier, une allocation à la vente d'obligations aux banques et aux entreprises de construction qui sera prise en compte dans le financement des emprunts du secteur public.

Au Conseil européen de Maastricht, la Grande-Bretagne a convenu de participer pleinement aux discussions sur l'instauration d'une union économique et monétaire complète comprenant une Banque centrale européenne. Le gouvernement britannique a obtenu que la décision finale sur son adhésion à une telle union soit prise par le Parlement en temps opportun. Il reste prudent sur la question de l'union monétaire et il est devenu clair que d'autres membres de la CE partagent certaines des inquiétudes de la Grande-Bretagne.

## La politique étrangère du Royaume-Uni

La communauté de vues du Canada et du Royaume-Uni sur de nombreuses questions internationales fait de ce pays l'un des principaux partenaires du Canada. Les priorités actuelles du gouvernement britannique en politique étrangère sont centrées sur le travail entrepris durant son récent mandat à la présidence de la CE.

Dans cette optique, il s'occupe activement de la conclusion de l'accord du GATT, continue le travail sur le marché unique, et sur la ratification du Traité de Maastricht par le Danemark et par son propre Parlement. La Grande-Bretagne s'est beaucoup dépensée pour l'élargissement de la CE et elle est intervenue avec succès pour le compte de divers candidats.

Le Royaume-Uni s'affiche de plus en plus sur la scène européenne, comme en témoigne la déclaration anglo-allemande de novembre 1992 sur la coopération entre les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

Le Royaume-Uni milite pour que l'Europe contribue davantage à sa propre sécurité et pour que cette contribution s'exerce de façon plus cohérente. On estime généralement que, sans pour autant négliger leur participation et leur collaboration au sein de l'OTAN, de l'ONU et de la CSCE ainsi que l'importance des rapports transatlantiques, les Européens doivent maintenant contribuer davantage à leur propre défense et à la sécurité de leur territoire.

Une autre des priorités de la politique étrangère britannique est d'assurer la mise en place de réformes politiques et économiques en Europe centrale et en Europe de l'Est. Dans ce dossier, le Royaume-Uni

agit tant dans le cadre de la CE, surtout lorsqu'il est question d'un meilleur accès au marché communautaire, qu'au sein du G-7, où il porte son attention surtout sur l'aide financière et économique.

En ce qui a trait à l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni estime que la Déclaration transatlantique contribuera de façon importante à encourager et à améliorer les liens universitaires, commerciaux et privés et à leur permettre de durer.

Le renforcement des liens traditionnels avec les pays du Commonwealth constitue également une priorité pour le gouvernement britannique. Il cherche à encourager le Secrétariat de l'organisation à promouvoir la saine gestion des affaires publiques, la protection de l'environnement, les droits de la personne et la coopération juridique, — ce qui correspond tout à fait aux objectifs du Canada.

À titre de membre de la CE, le Royaume-Uni est bien placé pour y promouvoir l'aide communautaire aux pays du Commonwealth en Afrique, dans les Antilles et dans le Pacifique, particulièrement sur les plans commercial et monétaire. Il a trouvé les récents efforts de réforme du gouvernement sud-africain encourageants; ceux-ci pourraient d'ailleurs amener la communauté internationale à lever ses dernières sanctions économiques.

En Asie, le gouvernement britannique suit de près la mise en place d'un cadre constitutionnel qui assurerait la démocratie et la viabilité de Hong Kong après sa rétrocession à la Chine en 1997.

Le Royaume-Uni joue un rôle central tant au niveau du processus politique que du processus de sécurité dans l'ex-Yougoslavie, en Somalie et au Proche-Orient. Pour ce qui est de l'ex-Yougoslavie, en tant que président de la CE, il a accueilli à Londres en août 1992, une conférence internationale qui a permis de mieux coordonner les efforts internationaux.

Lord Owen a récemment été nommé coprésident des premiers pourparlers réunissant les leaders des trois factions opposées en Bosnie ainsi que des discussions directes avec la Serbie. Parmi les pays qui s'efforcent de rétablir la paix dans la région et de venir en aide à ceux qui souffrent, le Royaume-Uni se place au premier rang. Il a envoyé des ingénieurs en Bosnie en novembre 1992 afin de faire démarrer un projet d'une valeur de 3 millions £, destiné à rénover et à réparer des immeubles. Il a aussi envoyé en Bosnie le plus important contingent de troupes de tous les pays de l'ONU.

Le Royaume-Uni appuie énergiquement le travail des Nations Unies dans les discussions bilatérales du processus de paix israélo-arabe, tout comme dans le dossier de la paix dans le Golfe, et il a fortement encouragé le Conseil de coopération du Golfe à mettre en place des arrangements régionaux de sécurité.

Le Royaume-Uni donne beaucoup d'aide extérieure. Son aide multilatérale aux pays en développement vise à améliorer le respect des droits de la personne, assainir la gestion des affaires publiques et protéger l'environnement. Elle représente actuellement 40 % des programmes britanniques d'aide, dont une grande partie est allouée aux pays d'Afrique.

Le gouvernement britannique a d'ailleurs répondu généreusement aux besoins humanitaires de la Somalie et il a aussi accueilli 1 000 personnes détenues en Yougoslavie et leurs familles, soit environ 4 000 personnes, dans le cadre du plan d'évacuation des cas les plus urgents.

## Fiche documentaire sur le Royaume-Uni et graphiques

### Données générales

Capitale	Londres
Superficie	242 100 km <sup>2</sup>
Population	57,5 millions
Monnaie	Livre sterling (1 \$ = 0,542 £ en mars 1993)
Langues	Anglais, gallois, gaélique

### Données politiques

Nature de l'État	Royaume								
Nature du régime	Démocratie parlementaire bicamérale								
Chef de l'État	La reine Elizabeth II (depuis 1952)								
Chef du gouvernement	Le Premier ministre John Major (depuis novembre 1990)								
Ministre des Affaires étrangères	M. Douglas Hurd (réélu en avril 1992)								
Principaux partis politiques	Parti conservateur (CP), Parti travailliste (LP), Libéraux (LD)								
Chambre des communes	650 membres élus pour cinq ans								
Répartition des sièges (scrutin de 1992)	<table><tr><td>CP</td><td>337</td><td>LD</td><td>20</td></tr><tr><td>LP</td><td>270</td><td>Autres</td><td>23</td></tr></table>	CP	337	LD	20	LP	270	Autres	23
CP	337	LD	20						
LP	270	Autres	23						
Chambre des lords	1 176 membres nommés à vie ou pairie héréditaire								
Prochaines élections	Législatives prévues pour 1997								

### Données économiques\*

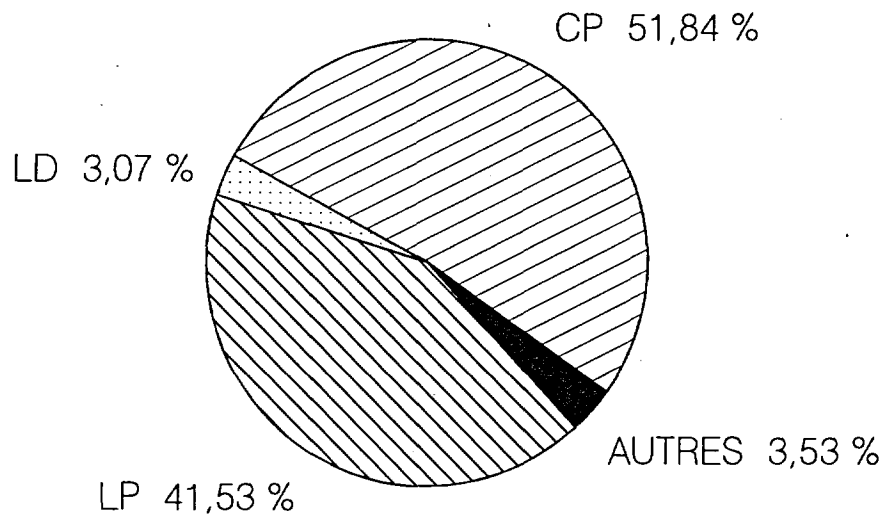
Ministre du Commerce extérieur	M. Michael Heseltine (depuis 1992)
Chancelier de l'Échiquier	M. Norman Lamont (depuis 1990)
PIB	1 100,36 milliards \$ (est.)
PIB par habitant	19 153 \$ (est.)
Taux de croissance du PIB	-0,9 %
Taux de chômage	9,8 %
Taux d'inflation	3,9 %
Dette nationale totale	397,3 milliards \$ soit 33,5 % du PIB
Déficit budgétaire	7,5 % du PIB 1992-1993

\* Données de 1992 à moins d'indication contraire.

<b>Importations</b>	<b>232,3 milliards \$ dont 3,01 milliards \$ du Canada</b>
<b>Exportations</b>	<b>199,8 milliards \$ dont 4,10 milliards \$ au Canada</b>
<b>Investissements directs canadiens au Royaume-Uni</b>	<b>12 milliards \$ (1991)</b>
<b>Investissements directs britanniques au Canada</b>	<b>18 milliards \$ (1991)</b>
<b>Représentation diplomatique</b>	
<b>Représentation canadienne à Londres</b>	<b>Le Haut-commissaire Fredrik Eaton</b>
<b>Représentation britannique à Ottawa</b>	<b>Le Haut-commissaire Nicholas Bayne</b>

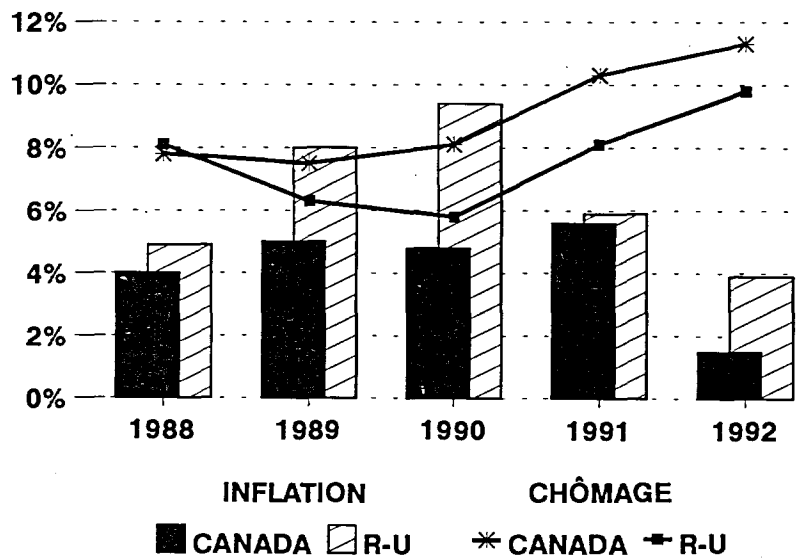


# RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1992

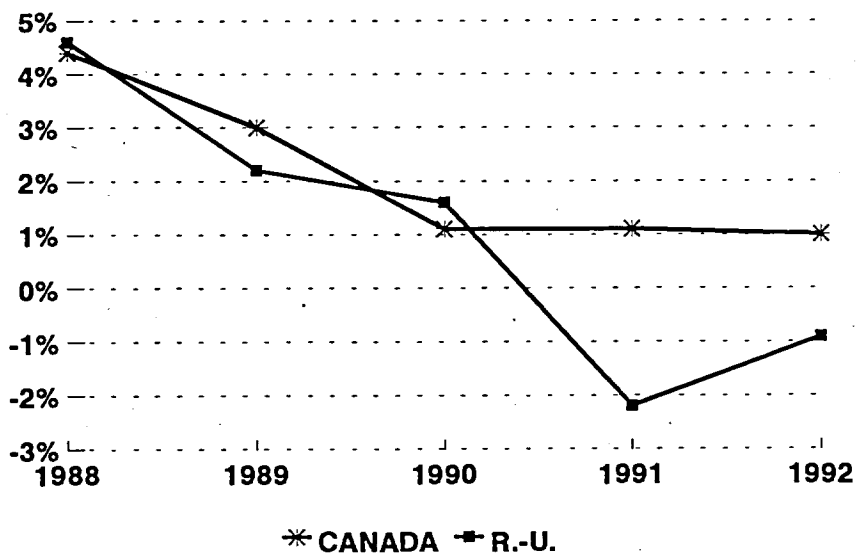


Nota : Le total des pourcentages peut ne pas être de 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

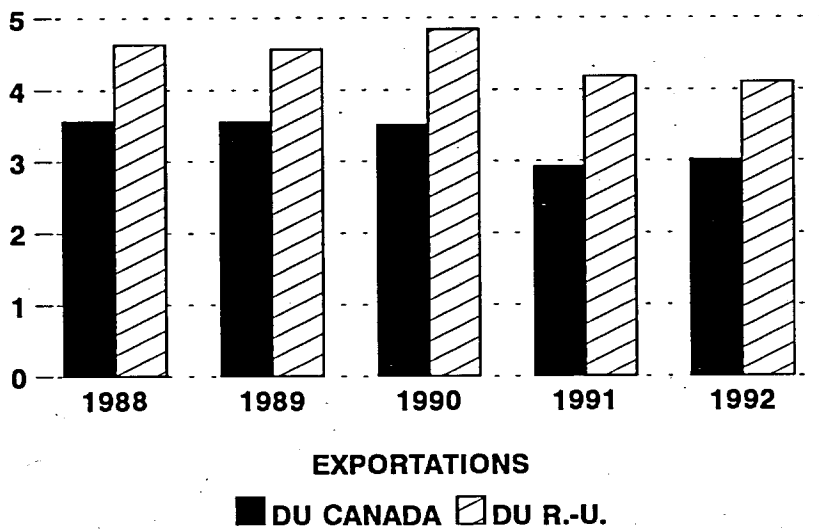
# INFLATION ET CHÔMAGE CANADA — ROYAUME-UNI



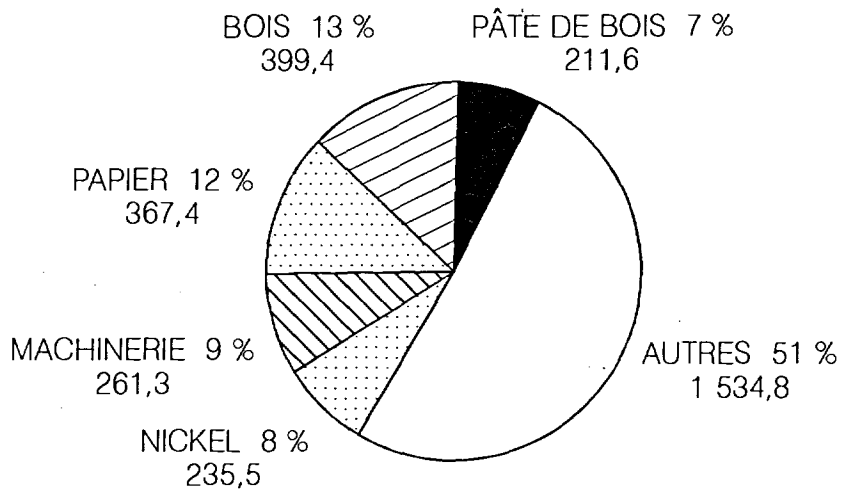
## TAUX DE CROISSANCE DU PIB



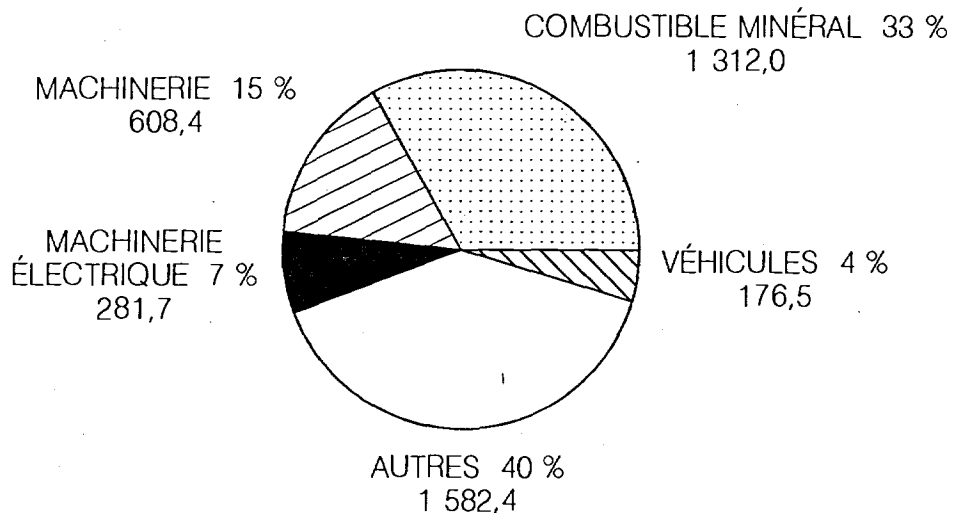
## COMMERCE BILATÉRAL CANADA — R.-U. (en milliards \$)



## EXPORTATIONS CANADIENNES AU R.-U. EN 1992 (en millions \$)



## EXPORTATIONS DU R.-U. AU CANADA EN 1992 (en millions \$)



Nota : Le total des pourcentages peut ne pas être de 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

**France**



## **Le Président François Mitterrand**

M. François Mitterrand est né le 26 octobre 1916 à Jarnac, en Charente. Après des études de droit, de lettres et de sciences politiques à l'Université de Paris, il a été mobilisé en 1939.

Durant la Seconde Guerre mondiale, son action dans la Résistance lui a valu d'être nommé par le général de Gaulle — alors dans la clandestinité, — secrétaire général aux Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés. C'est à ce titre qu'il a participé au premier Conseil du gouvernement provisoire formé au lendemain de la libération de Paris en août 1944.

En 1946, il a été élu député de la Nièvre. Sous la IV<sup>e</sup> République, de 1946 à 1958, il a participé à de nombreux gouvernements; en 1947, il devenait le plus jeune ministre en fonction depuis un siècle.

En mai 1958, il s'affirme comme l'un des principaux leaders de l'opposition. Lors de l'élection présidentielle de 1965, il s'est présenté sans succès contre le général de Gaulle à la présidence de la République; en 1974, il a été défait de peu par M. Valéry Giscard d'Estaing; le 10 mai 1981, il a été élu Président de la République. M. Mitterrand a été réélu le 8 mai 1988.

Le Président Mitterrand a épousé Danielle Gouze en 1944. Ils ont deux fils, Jean-Christophe et Gilbert.

## **Le Premier ministre Édouard Balladur**

Né le 2 mai 1929, M. Édouard Balladur est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et licencié en droit.

Après ses études à l'École nationale d'Administration, il est entré au Conseil d'État en 1957. En 1963, il a fait partie du cabinet du Premier ministre Georges Pompidou. Il est devenu Président de la Société française pour la construction et l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc en 1968. Il a été nommé Secrétaire général adjoint de l'Élysée en 1969, puis Secrétaire général en 1973 et 1974.

M. Balladur est ensuite retourné au secteur privé. Il a été élu député de Paris en 1986 et il a occupé le poste de ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Chirac de 1986 à 1988. Réélu député aux élections législatives de mars 1993, il a été nommé Premier ministre le 29 mars dernier.

*Il a publié l'Arbre de mai, Je crois en l'homme plus qu'en l'État, Passion et longueur de temps, Douze lettres aux Français trop tranquilles, Des modes et des convictions.*

M. Balladur est marié et père de quatre enfants.

## Les relations bilatérales entre le Canada et la France

Les relations bilatérales entre le Canada et la France sont fructueuses et chaleureuses.

Au cours des dernières années, les relations franco-canadiennes furent alimentées par plusieurs visites de nos chefs d'État et de gouvernements respectifs. En 1989, les premiers ministres du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont effectué en France des visites officielles qui confirment son intérêt grandissant pour les régions du Canada. Le Premier ministre Mulroney y a effectué des visites en 1990 et 1991, et en 1992 pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Vimy et le 50<sup>e</sup> anniversaire du débarquement de Dieppe. Les premiers ministres de l'Alberta et de l'Ontario ont également visité la France en 1991.

Le Canada et la France collaborent étroitement au sein d'institutions internationales telles que l'ONU, le G-7, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), la Francophonie et dans plusieurs conférences internationales.

Le problème de la pêche et des frontières maritimes a fait l'objet d'un premier accord en 1972. Un accord conclu en 1989 instituait un tribunal d'arbitrage chargé de la délimitation des zones économiques exclusives (ZEE) entre les deux pays. Le tribunal a rendu sa décision le 10 juin 1992; il a reconnu la juridiction du Canada sur la majorité de la zone en litige. Par suite de la sentence arbitrale, le Canada et la France ont entamé des discussions pour convenir des quotas de pêche des pêcheurs français dans la ZEE canadienne en se fondant sur l'accord de pêche de 1972. Ces discussions n'ont pas

abouti et le 9 octobre 1992, le Canada a dû définir lui-même des quotas de pêche qu'il estime équitables et raisonnables.

La coopération culturelle se manifeste surtout par des initiatives gouvernementales, comme l'accord culturel de 1965, l'accord de coopération muséologique de 1990 et de nombreux programmes d'échanges, de même que par le dynamisme des créateurs dont les oeuvres sont diffusées dans les deux pays.

Quinze centres d'études canadiennes, à Paris et en province, contribuent de diverses façons — colloques, missions de professeurs, échanges d'étudiants, stages professionnels — à faire connaître le Canada en France.

Enfin, le Canada et la France, par leurs accords de coproduction et leur participation commune à TV-5 travaillent en étroite collaboration dans le domaine audiovisuel; il y a eu plus de 300 millions \$ d'investissements en coproductions depuis 1986.

La France a souligné l'importance qu'elle accorde à ce dossier en facilitant l'accès des oeuvres canadiennes aux marchés français et européen.



## La situation politique de la France

Avec la victoire de l'union RPR-UDF aux élections législatives de mars 1993, la France vient d'entrer dans une période de « cohabitation » entre un président socialiste, M. François Mitterrand, et un gouvernement de droite dirigé par le Premier ministre Édouard Balladur. Cette victoire de la droite (472 sièges sur 577) a réduit la représentation du Parti socialiste, au pouvoir de 1981 à 1986 et de 1988 à 1993, à 57 sièges. Il s'agit de la victoire la plus importante de la droite depuis la création de la V<sup>e</sup> République en 1958.

Le RPR (Rassemblement pour la République) dirigé par M. Jacques Chirac, est devenu le principal groupe représenté à l'Assemblée nationale avec 257 députés dont 12 membres apparentés, suivi de l'UDF (Union pour la démocratie française) avec 215 dont 2 apparentés. L'UDF est une confédération de cinq partis politiques présidée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le nouveau gouvernement prévoit intensifier la lutte contre le chômage, tout en adoptant une politique de rigueur budgétaire et en soutenant une devise forte. Ce gouvernement se répartit entre l'UDF et le RPR, et dans l'ensemble, il est en faveur de l'unité européenne même si la droite est très divisée sur le Traité de Maastricht. Pendant la campagne, les responsables de la droite se sont montrés tièdes au sujet des dispositions prévues dans le cadre des négociations multilatérales sur le commerce, et ils ont préconisé l'assouplissement de la position française au sujet de l'OTAN.

## La situation économique de la France

Bien que le ralentissement de l'économie française se soit intensifié en 1992, la situation économique de la France reste généralement satisfaisante et continue de se comparer favorablement à celle de ses principaux partenaires. En 1992, la France était l'un des trois pays de la Communauté européenne à satisfaire aux critères de convergence économique établis pour l'Union monétaire.

En 1992, et pour la huitième année consécutive, la France conservait son principal atout, une inflation modérée se situant à 2 %, le taux le plus bas depuis plus de 30 ans. Par contre, la France a été confrontée à une montée du chômage (trois millions de chômeurs, soit 10,3 % de la population active), à un arrêt de l'investissement par les entreprises et à un niveau élevé des taux d'intérêt.

Afin de favoriser la reprise de l'activité, le gouvernement de l'ex-Premier ministre Pierre Bérégovoy a assoupli sa politique budgétaire, laissant augmenter le déficit à 52 milliards \$. La politique monétaire de défense du franc au sein du Système monétaire européen (SME) a été maintenue, tandis que les taux d'intérêt ont été diminués. Les fortes pressions à la baisse exercées sur le franc (liées à la politique restrictive allemande) ont contraint la Banque de France à augmenter ses taux d'intérêt à 11 %.

Aucune reprise n'est prévue pour 1993. Après une croissance quasi nulle au premier semestre, on s'attend que la croissance reste très modérée au second et redémarre en fin d'année pour se situer entre 0,5 % et 1 % pour l'ensemble de l'année. Le nouveau gouvernement élu le 28 mars 1993 a démontré qu'il était très préoccupé par cette situation et il a défini ses priorités pour les mois à venir, soit la lutte contre le chômage et la relance de l'activité.

Pour remédier à la situation, le Premier ministre Balladur et ses ministres misent sur les privatisations, la stabilité du franc au sein du SME, une politique budgétaire rigoureuse et des allègements de charges sociales et fiscales.

## Les relations commerciales entre le Canada et la France

En 1992, la valeur du commerce bilatéral entre le Canada et la France a atteint près de 4,5 milliards \$.

Les principaux produits canadiens exportés vers la France sont, par ordre d'importance : du matériel de construction aéronautique, de la pâte de bois, des métaux non ferreux, du matériel électronique, du papier et du carton, du minerai de fer. De son côté la France exporte au Canada par ordre d'importance : du matériel de construction aéronautique, des vins et alcools, des voitures, des produits chimiques, des imprimés et de l'équipement industriel.

### Évolution du commerce bilatéral — 1982-1992

Il y a eu au cours de cette période une croissance appréciable des échanges commerciaux entre le Canada et la France; ils sont passés de 2 milliards \$ en 1982 à 4,5 milliards \$ en 1992. L'évolution des exportations canadiennes traduit dans son ensemble une certaine progression : la baisse enregistrée en 1992, essentiellement conjoncturelle, est liée au ralentissement économique dans les deux pays.

Les grandes tendances structurelles à l'exportation observées depuis quelques années se confirment dans les domaines de la construction aéronautique, des métaux non-ferreux et du minerai de fer. Au total, les exportations canadiennes en France sont concentrées pour près de la moitié dans les six catégories de produits suivantes : matériel de construction aéronautique, 15 %; pâte de bois, 10 %; métaux non-ferreux, 8 %; matériel électronique, 7 %; papier et carton, 7 %; minerai de fer, 4 %.

Les importations canadiennes en provenance de France, qui sont elles aussi relativement concentrées, ont affiché une progression lente mais constante, sauf en 1992, année de ralentissement économique. Plus de la moitié se retrouvent dans les six catégories suivantes : matériel de construction aéronautique, 36 %; agro-alimentaire (vins et alcools), 8 %; voitures, 6 %; produits chimiques, 4 %; imprimés, 4 % et équipement industriel, 4 %.

### Croissance des investissements

Au cours des années 80 et jusqu'en 1991, la valeur cumulative des investissements français au Canada s'est considérablement accrue. Elle est passée d'environ 1,3 milliard à 4 milliards \$, ce qui plaçait la France au troisième rang de nos sources d'investissement. On a noté en 1992 un léger ralentissement des investissements français attribuable au ralentissement général du flux commercial français relié à la conjoncture économique.

Les investissements canadiens en France ont également connu un accroissement sensible au cours des dix dernières années. Cette tendance devrait se continuer en 1993, compte tenu d'initiatives majeures telles que la participation importante de Northern Telecom dans le capital de Matra Communication et celle de Parfinance (holding français détenu conjointement par des intérêts belges et par Power Corporation) dans le capital du groupe d'emballage Carnaud Metalbox, la construction d'une usine de fabrication de maisons en pièces sur pièces à Ruminghem, dans le nord de la France, l'implantation d'une usine de sous-traitance

à Tours et le rachat d'une marque de jus de fruits par le géant de l'agro-alimentaire McCain France. Plus d'une centaine de sociétés françaises dépendent à différents degrés de capitaux canadiens.

#### **Tourisme et transport aérien**

Près de 450 000 touristes canadiens vont en France chaque année et le nombre de touristes français chez nous, qui était de près de 310 000 en 1992, s'accroît d'une manière remarquable. On estime qu'ils ont dépensé plus de 250 millions \$ en 1992.

La renégociation en janvier 1991 d'accords de transport aérien entre la France et le Canada qui faciliteront davantage les vols nolisés devrait renforcer cette tendance.

## **La politique étrangère de la France**

La France mène une politique étrangère dynamique dont le processus d'intégration européenne et le renforcement de la Communauté européenne (CE) sont les éléments principaux. Elle a joué un rôle important dans l'adoption de « l'Acte unique » qui a conduit à la création, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, d'un marché sans barrière douanière à la grandeur de la CE.

La France a de plus été très engagée dans les négociations qui ont conduit au Traité de Maastricht. Soucieuse de promouvoir la coopération européenne en matière de politique étrangère et de défense, elle tente de développer, de concert avec ses partenaires de la CE, des positions communes sur de nombreuses questions.

La France travaille étroitement avec l'Allemagne en ce qui concerne la politique étrangère et les questions européennes, comme l'ont démontré à plusieurs reprises les initiatives conjointes Mitterrand-Kohl sur l'Union politique européenne et la sécurité européenne. Elle s'est également efforcée de maintenir des relations étroites avec les pays d'Europe de l'Est, ainsi qu'avec la Russie. Très active au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), la France a été l'hôte, à Paris en novembre 1990, du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de cette organisation.

Tout comme le Canada, la France tient à promouvoir la Francophonie à l'échelle mondiale. Cet objectif commun a entraîné un rapprochement entre nos deux pays. Paris (1986) et Québec (1987) ont été le siège des deux premiers Sommets de la Francophonie. Le Président Mitterrand et le Premier ministre Mulroney ont participé ensemble au troisième Sommet qui s'est tenu à Dakar en 1989. Ces sommets ont permis de mettre en lumière notre communauté de vues à maints égards, que ce soit au sujet du dialogue Nord-Sud ou de la dette des pays les plus pauvres. Le quatrième Sommet de la Francophonie a également eu lieu en France en novembre 1991.

La France est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et à ce titre participe à tous les efforts que fait l'ONU pour résoudre les conflits entre ses membres. Elle apporte une contribution financière aux efforts de maintien de la paix et est le pays qui fournit le plus de Casques bleus. Les forces françaises de maintien de la paix sont en mission en Somalie, au Cambodge et dans l'ex-Yougoslavie.

## Fiche documentaire sur la France et graphiques

### Données générales

Capitale	Paris
Superficie	549 000 km <sup>2</sup>
Population	57 millions
Monnaie	Franc français (1 \$ = 4,45 FF mars 1993)
Langue	Français

### Données politiques

Nature de l'État	République
Nature du régime	Démocratie parlementaire bicamérale
Chef de l'État	Le Président François Mitterrand (PS), réélu pour sept ans en 1988
Chef du gouvernement	Le Premier ministre Édouard Balladur (RPR), depuis mars 1993
Ministre des Affaires étrangères	M. Alain Juppé (RPR), depuis mars 1993
Principaux partis politiques	Rassemblement pour la République (RPR), Union pour la démocratie française (UDF), Parti socialiste (PS), Parti communiste français (PCF), Front national (FN)
Assemblée nationale	577 membres élus pour cinq ans au suffrage universel direct
Répartition des sièges (avril 1993)	RPR et apparentés 257 UDF et apparentés 215 PS et apparentés 57 PCF et apparentés 23 Autres 25
Sénat	322 membres élus indirectement pour neuf ans. Le Sénat est renouvelé du tiers à tous les trois ans
Répartition des sièges (scrutin de 1992)	RPR 90 PS 70 Union centriste des démocrates du progrès 66 Union des républicains et des indépendants 47 Gauche démocratique 22 PCF 15 Autres 10 Sièges vacants 2
Prochaines élections	Présidentielles en 1995 et législatives en 1997

**Données économiques\***

Ministre du Commerce extérieur

M. Gérard Longuet (UDF), depuis mars 1993

Ministre de l'Économie

M. Edmond Alphandéry (UDF), depuis mars 1993

PIB

1 624,4 milliards \$

PIB par habitant

28 250 \$

Taux de croissance du PIB

1,8 %

Taux de chômage

10,3 %

Taux d'inflation

2 %

Dette nationale totale

50 % du PIB

Déficit budgétaire

3,2 % du PIB

Importations

273,4 milliards \$ dont 1,3 milliard \$ du Canada

Exportations

280,3 milliards \$ dont 2,6 milliards \$ au Canada

Investissements directs canadiens en France

133,6 millions \$ (1991)

Investissements directs français au Canada

551 millions \$ (1991)

**Représentation canadienne**

Paris

Le Chargé d'affaires Anthony Malone

Lyon

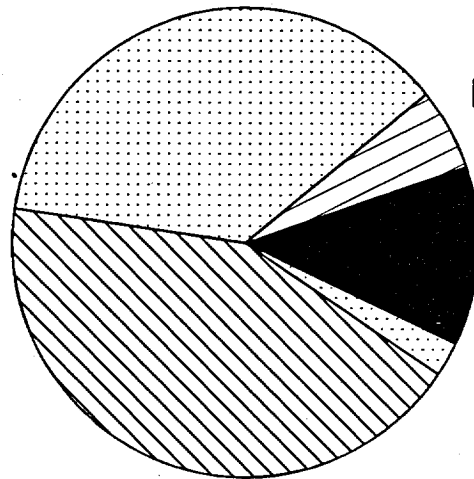
Le Consul Bruno Goulet

---

\* Données de 1992 à moins d'indication contraire.

# RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1993

UDF 36,9 %



PCF 5,7 %

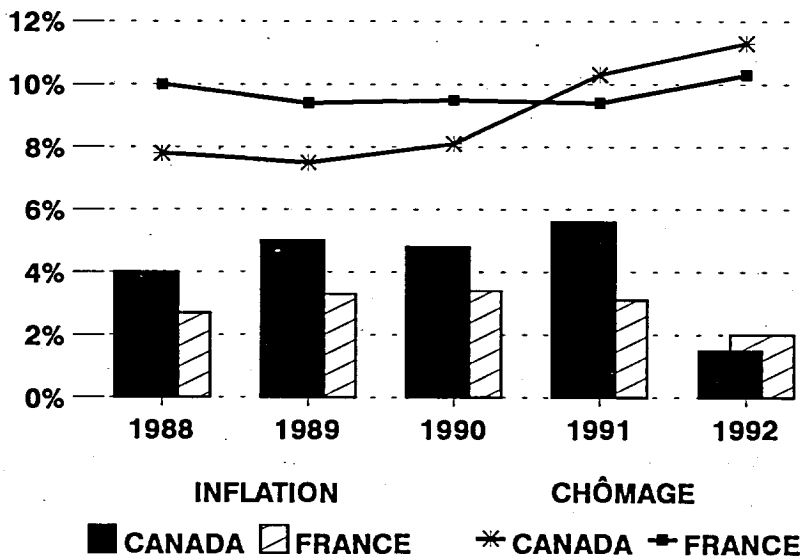
PS 12,1 %

AUTRES 2,4 %

RPR 42,8 %

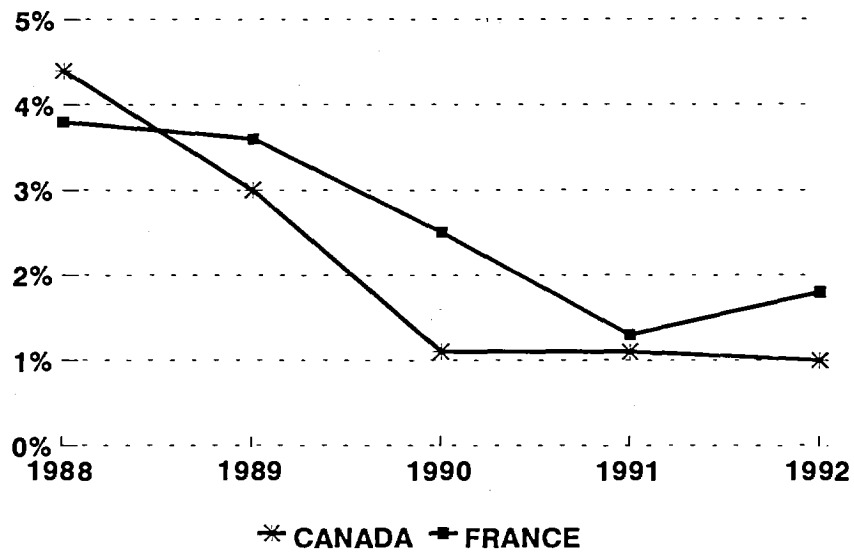
Nota : Le total des pourcentages peut ne pas être de 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

# INFLATION ET CHÔMAGE CANADA — FRANCE

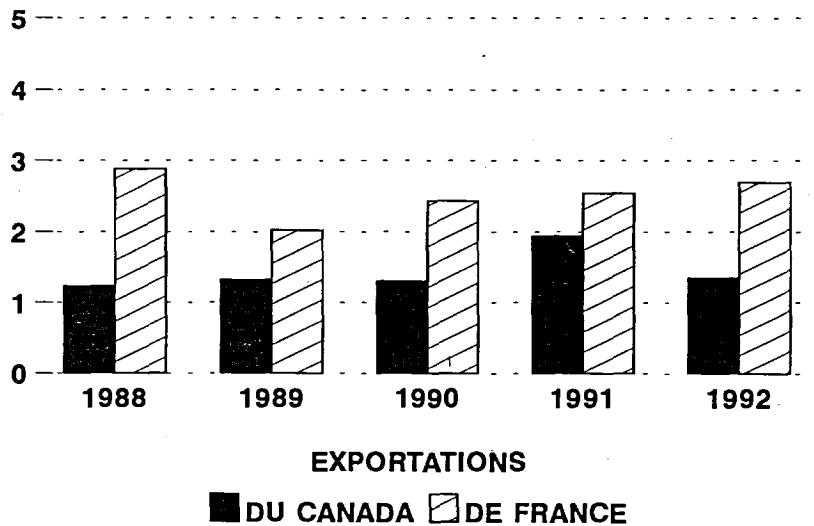




## TAUX DE CROISSANCE DU PIB

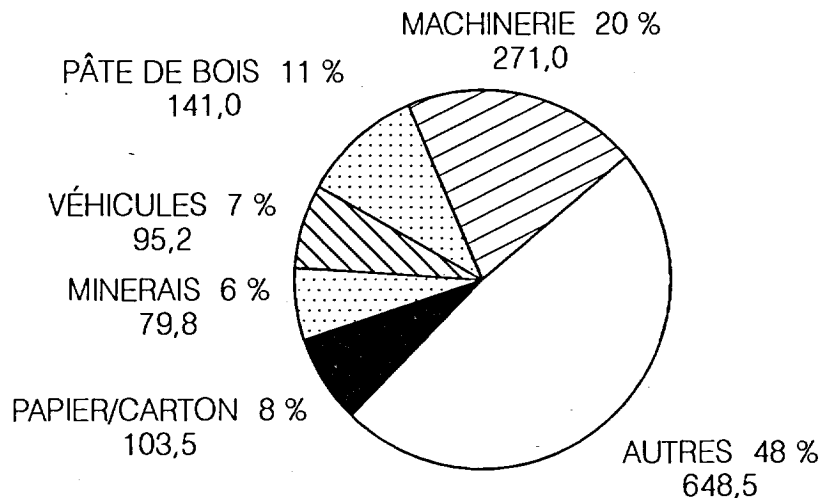


## COMMERCE BILATÉRAL CANADA — FRANCE (en milliards \$)



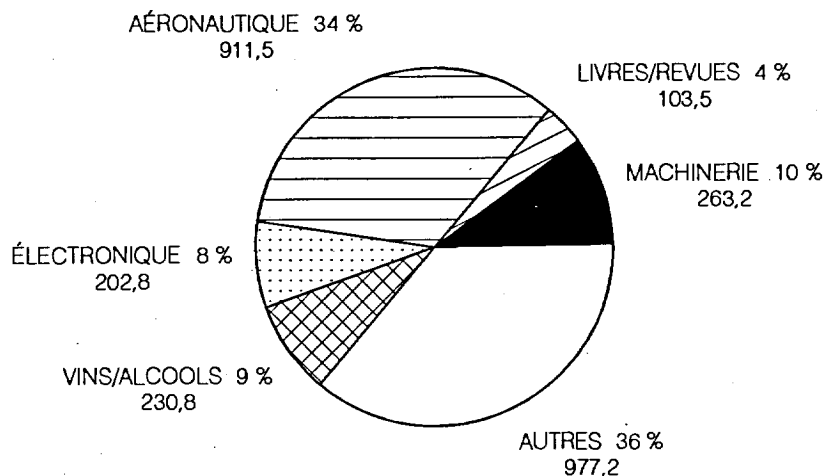
## EXPORTATIONS CANADIENNES EN FRANCE EN 1992

(en millions \$)



## EXPORTATIONS FRANÇAISES AU CANADA EN 1992

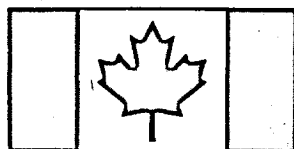
(en millions \$)



Nota : Le total des pourcentages peut ne pas être de 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

CA1  
EA  
93V63  
EXF  
DOCS

.b 2618990(E)  
.b 2633576(F)

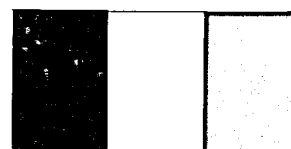
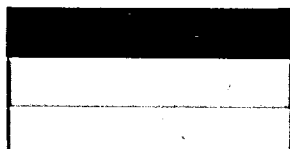
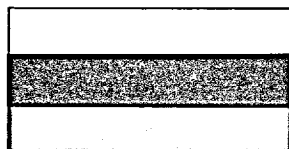


**Visit to Russia, Germany,  
the United Kingdom and France  
by  
Prime Minister  
Brian Mulroney**

**May 6-14, 1993**

---

**Briefing Book**



**Visit to Russia, Germany,  
the United Kingdom and France  
by  
Prime Minister  
Brian Mulroney**

**May 6-14, 1993**

---

**Briefing Book**

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

MAY 29 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-268-965  
.b2618990

*Printed on  
recycled paper*



*Imprimé sur du  
papier recyclé*



External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

**Printed in Canada**

## **Contents**

<b>Prime Minister Brian Mulroney</b>	<b>1</b>
<b>Russia</b>	
President Boris Yeltsin	5
Prime Minister Viktor Chernomyrdin	6
Canada-Russia Bilateral Relations	7
Canada-Russia Trade	9
Canadian Investment in Russia	10
Canadian Assistance to Russia	11
Russia: Fact Sheet	14
<b>Germany</b>	
President Richard von Weizsaecker	17
Chancellor Helmut Kohl	18
Canada-Germany Bilateral Relations	19
The German Political Situation	20
The German Economy	21
Canada-Germany Trade	23
German Foreign Policy	24
Germany: Fact Sheet and Charts	25
<b>The United Kingdom</b>	
Prime Minister John Major	33
Canada—United Kingdom Bilateral Relations	34
The United Kingdom: Political Situation	36
The United Kingdom: Economy	37
The United Kingdom: Foreign Policy	38
The United Kingdom: Fact Sheet and Charts	40
<b>France</b>	
President François Mitterrand	47
Prime Minister Edouard Balladur	48
Canada-France Bilateral Relations	49
The French Political Situation	50
The French Economy	51
Canada-France Trade	52
French Foreign Policy	53
France: Fact Sheet and Charts	54

## **Prime Minister Brian Mulroney**

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Quebec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on Aug. 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was re-elected in the riding of Charlevoix, Quebec, on Nov. 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

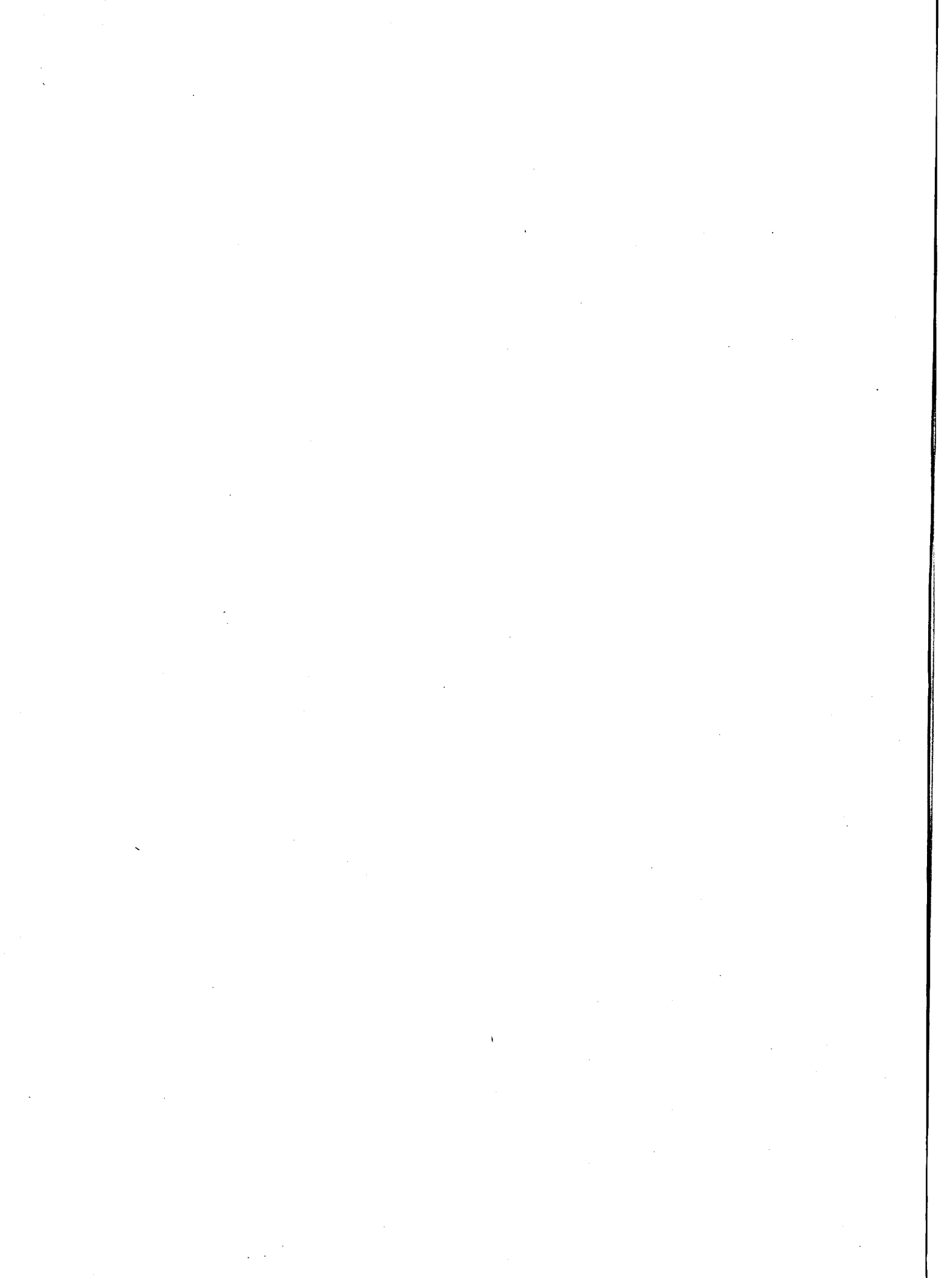
Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.





**Russia**



## **President Boris Yeltsin**

Boris Nikolayevich Yeltsin was born on Feb. 1, 1931, in Sverdlovsk (now called Yekaterinburg). After receiving a degree in construction engineering from the Ural Polytechnic Institute in Sverdlovsk, he was employed as a construction engineer from 1955 to 1968.

Mr. Yeltsin joined the Communist Party at the age of 30. In 1976, he was appointed first secretary of the Sverdlovsk District Party Committee, where he gained a reputation as an energetic reformer.

In 1985, he was brought to Moscow as secretary of the Central Committee for Construction. There he joined the new reform leadership headed by General Secretary Mikhail Gorbachev. A year later, Mr. Yeltsin became first secretary of the Moscow Party Committee and a candidate member of the Politburo.

In October 1987, after criticizing the Communist Party's Secretariat and complaining about the slow pace of perestroika, Mr. Yeltsin resigned from local Moscow and Politburo posts.

Two years later, Mr. Yeltsin was elected to the U.S.S.R. Congress of Peoples' Deputies to represent all of Moscow, and joined the Supreme Soviet.

In 1990, he was elected chairman of the Russian Supreme Soviet. He resigned from the Communist Party in July 1990.

In June 1991, in the first democratic election of a head of state in Russia's history, Boris Yeltsin became president on the first ballot. Two months later, an attempted coup in the U.S.S.R. failed largely because President Yeltsin steadfastly opposed it publicly.

In January 1992, he launched a program of far-reaching economic reforms. The Russian people confirmed their support for President Yeltsin and his policies in a referendum held in April 1993.

Boris Yeltsin is married to Anastasiya Iosipovna Yeltsina and has two daughters, Tanya and Lena.

**Prime Minister  
Viktor Chernomyrdin**

Viktor Stepanovich Chernomyrdin was born in 1938 in the central Russian city of Orenburg. He studied engineering at the Kuybyshev Polytechnical Institute.

After joining the Communist Party in 1961, Mr. Chernomyrdin rose through the ranks, holding various party and industrial positions.

In 1985, he was appointed minister of the gas industry for the U.S.S.R. The ministry was transformed into a state company, Gazprom, in 1988 with Mr. Chernomyrdin as its chairman.

Mr. Chernomyrdin became a member of the U.S.S.R. Supreme Soviet in 1987 and was elected to the Communist Party Central Committee in 1986. He resigned from the party following the abortive August 1991 coup.

The following year, President Yeltsin appointed Mr. Chernomyrdin deputy prime minister responsible for energy. He became prime minister in December 1992.

Prime Minister Chernomyrdin is married and has two sons.

## Canada-Russia Bilateral Relations

Canada and Russia are geographically the world's largest countries. They are northern neighbours, sharing the Arctic and Pacific oceans. Canada established diplomatic relations with the Soviet Union in 1942, but relations were cool until the dramatic changes that led to the emergence of the Russian Federation as an independent state. Contacts between Canadians and Russians are now developing rapidly.

Prime Minister Brian Mulroney hosted the Vancouver Summit between Russian President Boris Yeltsin and U.S. President Bill Clinton, April 3-4. He urged the international community to agree as soon as possible on urgent support for President Yeltsin and the reform process in Russia. As evidence of Canada's own commitment, he announced an increase of \$200 million in Canada's bilateral assistance program to the Russian Federation.

The Vancouver Summit marked the third time President Yeltsin had visited Canada since becoming leader, illustrating the dynamism of the relationship between the two countries. In February 1992, Prime Minister Mulroney and President Yeltsin signed a joint political declaration laying the groundwork for new relations based on common democratic values. A long-term grain agreement and a memorandum on consultations were also signed.

In June 1992, Prime Minister Mulroney and President Yeltsin met in Ottawa to sign the first-ever Canada-Russia Treaty of Concord and Cooperation, an agreement establishing the framework for the global partnership our two countries are entering into. This political document was backed up by a modern agreement on trade and commerce attuned to Russia's

move to a market economy, a memorandum on agricultural co-operation, and a joint declaration on the conversion of defence industries.

As a member of the G-7, Canada is working with its Western partners to provide more effective support for Russia's courageous political and economic reforms. Canada participated in the Tokyo meeting of G-7 foreign and finance ministers, which launched the new US\$43 billion multilateral assistance package for Russia. More than 100 Canadian technical assistance projects are under way in Russia, providing practical skills and expertise in energy, agriculture, forestry, the environment and democratic development.

In addition to these new initiatives, Canada has accepted Russia as the continuation of the U.S.S.R. in respect of all Soviet international rights and obligations. Those Canada-U.S.S.R. treaties that have not been replaced remain in force.

Canada supported Russia's assumption of the former Soviet Union's membership in the United Nations and the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). Canada backs Russia's co-sponsorship of the Middle East peace process, and has benefitted from Russia's support for peace initiatives in the former Yugoslavia.

Canada's external affairs minister and the Russian foreign minister meet regularly to consult on bilateral and international issues. The external affairs minister's most recent visit to Russia took place February 2-5.

The two countries work closely in the CSCE and as members of the NATO-sponsored North Atlantic Cooperation Council. Recently, both attended the first session of the Coordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls (COCOM) Cooperation Forum, which aims to improve access to technology.

Size and geography have dictated that Canada and Russia face many common challenges, and the two countries have similar potential in energy, agriculture, forestry, the environment, industrial restructuring, transport and communication.

In recent years, Russia and Canada have co-operated closely in the Arctic. Prime Minister Mulroney and President Yeltsin renewed this commitment in June 1992 by signing the updated Agreement on Arctic and Northern Cooperation which provides for enhanced participation by aboriginal people and a new emphasis on economic links.

Both Canada and Russia supported the creation of the International Arctic Science Council, and the two countries are now working together to form an international arctic council with a broader social, economic and environmental mandate.

Co-operation also extends to the military sphere, where staff talks and visits to training facilities are now annual events. Canadian and Russian troops are serving together in the UN peacekeeping force in the former Yugoslavia.

From 1988 to 1991, Canadian visas issued to visitors from the former Soviet Union doubled to 27,426. Official academic exchanges sent 22 Canadian scholars to Russia and 21 Russian scholars to Canada in 1991.

## Canada-Russia Trade

Canada's commercial relations with Russia have traditionally been dominated by major grain sales, which have made Russia our biggest wheat customer worldwide. In recent years, increased opportunities created by economic reform and modernization in Russia have attracted widespread Canadian private sector interest in a number of new areas. Today, Russia is Canada's eighth largest export market worldwide.

Leading Canadian exports to Russia are wheat, barley, fish, meat, sulphur, chemicals, wood pulp, oil and gas equipment, engineering services and polyethylene. An important invisible export is engineering services, including design, procurement and project management.

Russian exports to Canada include metals and minerals, as well as machinery and such equipment as automobiles and machine tools.

In 1992, Russian exports to Canada hit a record level at \$269 million. The extension of general preferential treatment to most Russian imports into Canada should help improve access to our market.

While Canadian exports to Russia remain predominantly agricultural, the potential for increased sales in non-agricultural fields is expected to expand. The liberalization of export controls over computer technology, and reductions in restrictions affecting telecommunications equipment, bode well for expanded high-technology sales.

Canadian industry is very interested in Russian raw industrial materials and in advanced, but as yet uncommercialized, technology. Russian advanced industrial materials and biomedical engineering expertise, for example, could be valuable to many Canadian companies.

Given the scarcity of hard currency in Russia, many exporters are investigating new ways of financing their exports to the region, including countertrade transactions and joint venture initiatives. Expanded multilateral financing possibilities are also expected to result from Russian accession to the International Monetary Fund and World Bank in April 1992, as well as from the establishment of the European Bank for Reconstruction and Development in April 1991.

Business confidence in both directions was greatly bolstered by the Agreement on Trade and Commerce, which established most-favoured-nation trading status between the two countries. President Yeltsin signed the agreement during his visit to Canada in June 1992.

To further support Canadian exporters' efforts in the Russian market, the minister of industry, science and technology, and minister for international trade, led a delegation of 60 Canadian companies to Russia in July 1992.

## **Canadian Investment in Russia**

In 1989, Canada and the U.S.S.R. signed a foreign investment protection agreement. The agreement, which was ratified in 1991, supports the establishment of joint ventures and wholly foreign-owned subsidiaries. The Russian Federation remains obligated to the terms of the treaty.

While historic political and economic changes, still under way, have increased the complexity of the Russian market, they have also led to a wider scope for diversification of Canada's investment relationship with one of the world's largest economies.

The Russian Federation is the main target for Canadian joint venture investment in the former Soviet Union, particularly in the oil and gas sector; construction and building materials, especially for cold weather and rugged conditions; telecommunications; agri-food production; storage and processing; mining and metallurgy; and other resource development sectors.

Over the last few years, some 80 Canadian joint ventures have been established in the Russian Federation. Twenty of Canada's top 100 companies are either active in the Russian market or interested in it.

Total Canadian investment in the Russian Federation has been estimated at over \$100 million, with Gulf Canada Resources and McDonald Restaurants of Canada Ltd. being the leading investors.



## Canadian Assistance to Russia

Canadian assistance to the Russian Federation includes technical assistance, humanitarian assistance, a nuclear safety initiative, multilateral and regional initiatives and commercial credits.

At the Vancouver Summit, April 3-4, 1993, the Prime Minister announced a \$200 million increase in Canada's bilateral assistance package to Russia. Elements of the new package include a \$105 million increase in technical assistance, a \$10 million increase in humanitarian assistance, the shipment of 477,000 tonnes of wheat, and a new \$30 million line of credit for medical, health and educational equipment and services for children and young people.

### Technical Assistance

Canada's Technical Assistance Program, announced in July 1991, focuses on training, institution building and policy advice. As announced by Prime Minister Mulroney at the Vancouver Summit, Canada's technical assistance program to Russia will be increased to \$150 million over the next five years. The program is administered by the Bureau of Assistance for Central and Eastern Europe at External Affairs and International Trade Canada. It aims to support democratic development and the transition to a market-based economy, and to increase Canadian trade and investment links.

The Canadian Technical Assistance Program emphasizes direct people-to-people links and grass-roots projects that have an impact on the lives of Russian citizens. The program has six priorities.

#### 1. Energy

Canadian assistance in the energy sector focuses on four key themes: regulatory and legislative advice, energy

business management, opportunities for oil exploration and development, and improvement of electricity sector utility management.

A new three-year, \$15 million strategy, announced in Vancouver, will provide additional assistance to Russia in modernizing its oil and gas sector, encourage foreign investment, and lead to new skilled job creation. It will include assistance in development of a new legal and regulatory framework for the oil and gas sector, establishment of a management structure for joint resource ownership, and design of a modern fiscal regime. A multi-faceted technical co-operation package will focus on reconditioning wells, surface infrastructure, safety issues, management and technical training, and strengthening Russian institutions. Special emphasis will be placed on environmental issues in all Canadian energy projects.

#### 2. Private sector support

A \$20 million, three-year package will provide support to the emerging Russian private sector with emphasis on management training and financial services for entrepreneurs. It will be designed to foster enhanced trade and investment opportunities for Canada and direct links between Canadian and Russian entrepreneurs.

An \$8 million private sector management-training network called Enterprise Russia will provide specially tailored economic and business training to an estimated 1,000 Russian entrepreneurs. Canada will contribute \$3 million to the Russian Project Finance Bank which provides financing to entrepreneurs.

Canada's Renaissance Eastern Europe Program is designed to promote trade and investment links between Canada and Russia and to support the private sector in Russia. The prime vehicle for promoting joint ventures, it will be expanded to \$10 million over the next three years.

### **3. Agriculture**

An \$8 million, three-year program will draw upon Canada's world-class agricultural expertise and technology to assist in the reform and modernization of Russia's agriculture sector. Centring on the Russian grain handling and distribution system and the establishment of rural co-operatives, the program will aim to cut post-harvest losses and ensure the availability of affordable food supplies for Russian consumers.

### **4. Democratic development and good governance**

Activities in the area of democratic development and good governance focus on parliamentary assistance, human rights training, legal and judicial reform, electoral reform, federalism, civics education and women's issues.

As well, the special \$20 million Yeltsin Democracy Fellowships Program brings Russian public sector officials to Canada for a combination of training and working internships with a variety of government departments and agencies. The program was launched in February 1993 with the first group of six Yeltsin Fellows.

### **5. Northern development**

A three-year, \$10 million northern development strategy is building on the strong northern connection between Canada and Russia. It focuses on aboriginal, economic and social development, and environmental issues unique to the North. Elements announced

at the Vancouver Summit include: co-operation between the Canadian Inuit people and the indigenous people of northern Russia to encourage participation in the Arctic Council, and training for Russian tradespeople in Canadian northern construction techniques and technology.

A package of environmental initiatives will focus on environmental management and policy development in the North, Arctic pollution, sustainable development, protection of natural areas, and the strengthening of Russian environmental institutions.

### **6. Security issues**

The Canadian Technical Assistance Program addresses security issues through defence conversion, participation in the founding of the Moscow International Science and Technology Centre, and the Canadian Nuclear Safety Initiative.

The three-year, \$30 million Canadian Nuclear Safety Initiative (CNSI), announced by Prime Minister Mulroney in June 1992, is making expertise available to the nuclear power industry in Russia to help alleviate the risk of accidents in Soviet-designed nuclear power stations.

The CNSI is targeting three priority areas: nuclear safety, regulatory assistance and utility management. Canada has also contributed \$7.5 million to the newly created Nuclear Safety Account of the European Bank for Reconstruction and Development. The multilateral fund is a G-7 initiative aimed at improving the safety of nuclear facilities in the former Soviet Union and Central and Eastern Europe.

### Humanitarian Assistance

Canada's humanitarian assistance package to Russia now totals \$18 million. It consists of medical supplies and medicines for Russia's most vulnerable groups — the elderly, children, expectant mothers and the disabled.

The package includes new funding announced by the Prime Minister at the Vancouver Summit: a \$4.8 million contribution to the Canadian Red Cross Society for the delivery of medical supplies and medicines to Russian children; a \$4.5 million donation to the United Nations International Children's Emergency Fund for the purchase and distribution of basic vaccines, medical supplies and essential milk products to infants and mothers; and a \$700,000 contribution to the Red Cross Visiting Nurses Program, which provides home health care for the elderly and disabled.

### Multilateral Assistance

The International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the International Monetary Fund (IMF), and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) are providing investment programs as well as economic and technical assistance to Russia.

Canada is participating in the larger programs of these international financial institutions by the co-financing of projects and the provision of Canadian expertise. The following Canadian trust funds have been established:

- The Canadian Technical Co-operation Fund was established in January 1992 to allow the EBRD to hire Canadian consultants for bank projects. The trust fund received \$1 million in 1992.
- The Canadian Technical Co-operation Fund was established in June 1992 to allow the IBRD to hire Canadian consultants for short-term missions related to bank projects. The contribution is \$1 million a year.
- The Canadian Oil and Gas Fund, established with the IBRD, supports Canadian participation in bank projects in the oil and gas sector. The fund totals \$1 million a year.
- The OECD Centre for Economic Co-operation with European Economies in Transition has received \$800,000 from Canada since January 1992.

### Commercial Credits

Through the Export Development Corporation (EDC) and the Canadian Wheat Board, Canada has extended significant lines of credit to Russia to buy a variety of goods and services. Together, these lines of credit represent a commitment of just over \$2 billion, as follows:

- Canadian Wheat Board:  
US\$1.5 billion line of credit;
- EDC: \$150 million line of credit to buy food other than wheat;
- EDC: \$100 million line of credit to buy Canadian goods and services;
- A new \$30 million EDC line of credit, announced at the Vancouver Summit, to buy medical, health and educational equipment and services for children and young people.

## **Russia: Fact Sheet**

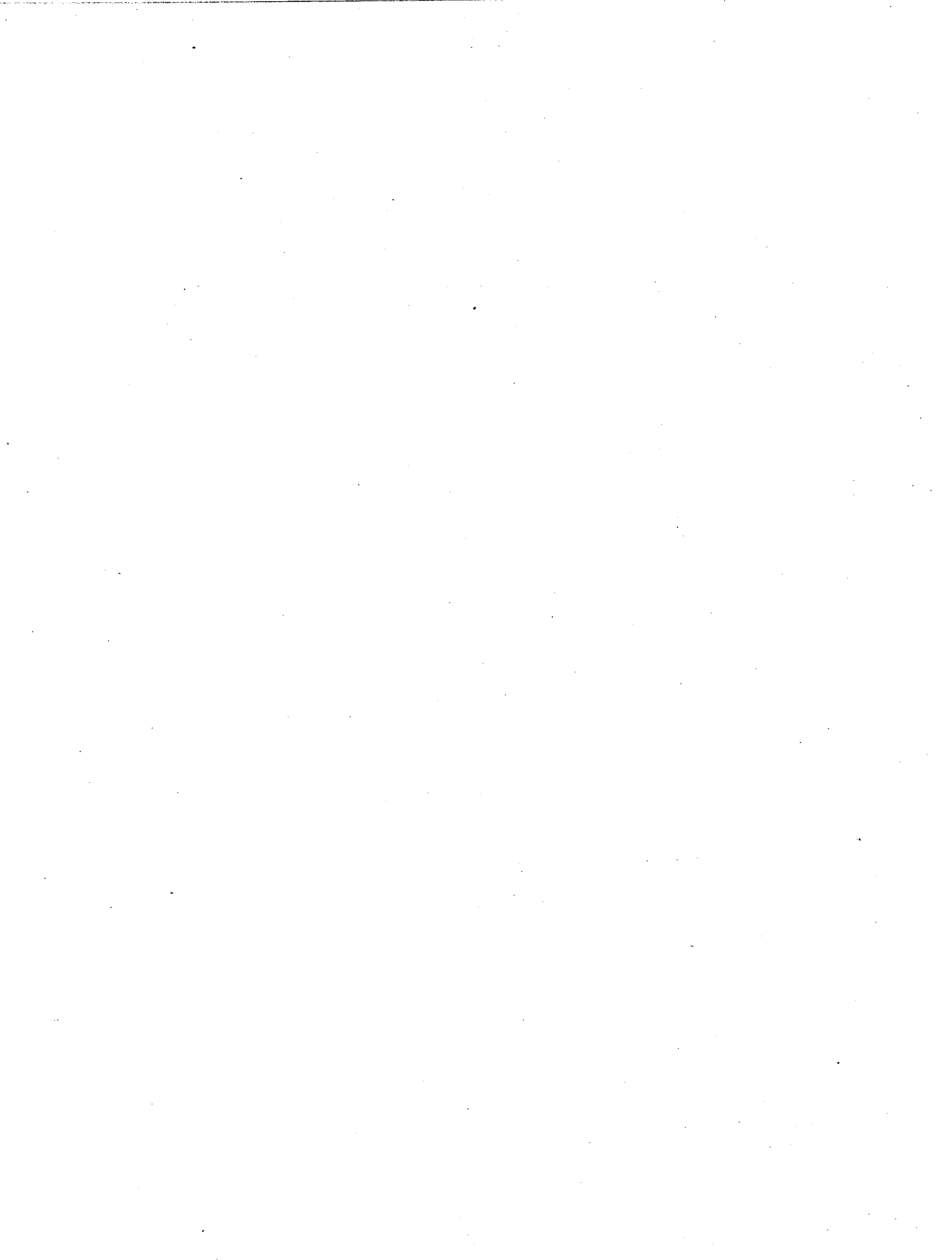
### **General**

Capital	Moscow
Total Area	17,075,400 km <sup>2</sup>
Population	147 million
Currency	Rouble (Rr) (\$1 = 625 Rr)
Language	Russian

### **Political**

Type of state	Federation
Type of government	Presidential republic
Head of state	President Boris Yeltsin (since June 1991)
Head of government	Prime Minister Viktor Chernomyrdin (since December 1992)
Foreign minister	Andrei Kozyrev (since October 1990)
Main political parties	Democratic Russia Movement; Democratic Party of Russia; Workers' Russia; Peoples' Party of Free Russia; Civic Union
Congress of Peoples' Deputies	1,060 members elected for five years. Two-tier regional and local constituencies. Election in March 1990
Supreme Soviet (parliament)	252 members elected by Congress for one to five years. Last rotation in 1992
Next elections	1995 for parliament, 1996 for president
<b>Economic</b>	
GDP	\$495.6 billion (1992)
GDP per capita	\$3,370
Trade with Canada	Approximately \$1.46 billion in imports and \$233 million in exports
<b>Diplomatic Representation</b>	
Moscow	Ambassador Jeremy Kinsman

**Germany**



## **President**

### **Richard von Weizsaecker**

Richard von Weizsaecker was born on April 15, 1920, in Stuttgart. He studied law and history at the universities of Oxford, Grenoble and Goettingen and received his doctorate in 1954.

He joined the Christian Democratic Union (CDU) in 1954 and was a member of the CDU national executive from 1966 to 1984. A member of the Bundestag (federal lower house) from 1969 to 1981, Dr. von Weizsaecker served as vice-president from 1979 until 1981 when he was elected governing mayor of West Berlin, a position equivalent in Canada to a provincial premier. He was governing mayor until 1984.

Dr. von Weizsaecker has been a leading lay member of the German Evangelical Church, having served as president of the German Protestant Convention from 1964 to 1970 and as a member of the Synod and Council of the German Protestant Church from 1969 to 1984.

He has been the federal president since 1984. Dr. von Weizsaecker was re-elected to a second five-year term in 1989 by the Federal Convention (a constitutional body convened only for this purpose). The President officially visited Canada in September 1990.

Dr. von Weizsaecker and his wife Marianne have three sons and a daughter.

## **Chancellor Helmut Kohl**

Helmut Kohl was born on April 3, 1930, in Ludwigshafen. He studied law, sociology, political science, and history at the universities of Frankfurt and Heidelberg and received his doctorate in 1958.

Dr. Kohl joined the Christian Democratic Union (CDU) in 1947 and by 1955 had become a member of the party executive for his home state of Rhineland-Palatinate. In 1959, Dr. Kohl was elected to the state assembly. Between 1969 and 1976, he served as state minister president (premier).

Dr. Kohl has been a member of the Bundestag (federal lower house) in Bonn since 1976, the same year in which he was the CDU candidate for chancellor and became chairman of his party's caucus in the Bundestag.

Dr. Kohl became chancellor in October 1982. His centre-right coalition government was re-elected for a third consecutive term in December 1990. The three-party coalition consists of the CDU, the Christian Social Union (CSU), and the Free Democratic Party (FDP).

Dr. Kohl and his wife Hannelore have two sons.



## **Canada-Germany Bilateral Relations**

Relations between Canada and Germany are close and varied both at the governmental and non-governmental levels. This may be attributed in part to our shared values and common objectives in the foreign policy area. Examples include the reform and strengthening of the United Nations and of the multilateral trading system, the elimination of weapons of mass destruction, and global security.

Heads of government meet regularly, bilaterally and multilaterally, as a result of common membership in the G-7, the group of seven leading industrial countries. Ministers and officials also meet frequently through the G-7, in the United Nations context, at NATO and at the Conference on Security and Cooperation in Europe.

Germany is one of Canada's most important trading partners, and two-way trade continues to grow. Germany is Canada's third largest source of direct foreign investment (after the United States and the United Kingdom). Canada is one of the top investors in the new Laender (states) that were formerly the German Democratic Republic.

Germany is Canada's most important European partner in the development and application of new technologies. In the new states, Canada is applying its expertise in environmental technology.

People-to-people contacts are extensive. Canadians of German descent in Canada numbered 1.1 million in the 1981 census, and Canada is a favoured destination for German tourists. Deep ties between the two countries have also developed through the stationing of

Canadian Forces in Germany over the past four decades. Members of the German Armed Forces continue to train at Canadian Forces Base Shilo, Manitoba, and CFB Goose Bay, Labrador.

Ongoing cultural and academic exchanges serve to build deeper understanding between the two countries. Non-governmental links have been particularly well developed by universities and through organizations such as the Atlantic Brücke and the Canadian Institute for International Affairs.

There are also contacts at the provincial level and between parliamentarians. Ontario and Quebec have signed agreements with Baden-Württemberg and Bavaria respectively.

A number of Germans take particular interest in Canadian issues such as environmental policies (notably forest management) and policies relating to aboriginal peoples.

Developing a coordinated and effective approach to new challenges to international peace and security is a growing area of consultation and co-operation between Germany and Canada. Coordination of assistance for Russia, and other countries of Central and Eastern Europe, and of support for United Nations activities around the globe are two such priorities.

## **The German Political Situation**

The government of Chancellor Helmut Kohl was re-elected for a third term in the first all-German election on December 2, 1990. The next election will take place in the autumn of 1994.

The German government is a three-party coalition that includes Chancellor Kohl's Christian Democratic Union (CDU), the all-Bavarian Christian Social Union (CSU), and the Free Democratic Party (FDP), of which Foreign Minister Klaus Kinkel is a leading member.

The Opposition, the Social Democratic Party, is led by Bjoern Engholm, who is minister-president of Schleswig-Holstein. Also represented in the Bundestag are the Bundnis 90/Greens (from the new states) and the Party of Democratic Socialism (PDS), the successor to the party that governed the former German Democratic Republic.

Radical right-wing parties such as the Republikaner Party are not represented in the Bundestag but are represented in some state parliaments. The federal Green Party is also not represented in the Bundestag but participates in several state coalition governments.

Completing the economic and social integration of the five new states continues to dominate the domestic political agenda. The major political parties and the federal and state governments recently reached agreement on a solidarity pact to finance the economic recovery of the new states.

The major parties have also reached agreement on changing the German constitutional provisions relating to migration. As a result of one of the most liberal policies in Europe, Germany has seen a dramatic increase in asylum seekers, very few of whose claims have been accepted by the German authorities.

In 1992 nearly half a million individuals sought refugee status in Germany. The resulting pressure on the social assistance system, particularly in areas of high unemployment following unification, has contributed to extremist violence. Once passed by parliament, the new asylum law is expected to decrease the number of false claims.

## **The German Economy**

After a two-year boom induced by unification, the German economy is in a recession. The manufacturing sector is most seriously affected; and traditional industries, especially steel, have been particularly hard hit.

Pressure stems from the integration of eastern German industry, the completion of the single European market, the opening of EC markets to low-cost Eastern European producers, and the increased cost of producing in Germany. The latter results from revaluation of the Deutschmark against European currencies, rising taxes, and high labour costs.

After two years of steep decline, eastern Germany had a growth of 7% in 1992. The recovery is mostly in services and construction, with the decline in manufacturing starting to level off. But this sector remains in crisis due to high wages and difficulty penetrating the mature and highly competitive EC and foreign markets.

Privatization of the economy is largely complete with only 500,000 jobs remaining in government-owned industries. During massive restructuring, officially registered unemployment ran at about 15%, despite government efforts to control it with job training, early retirement, and job creation programs.

Like Canada, Germany is exceptionally trade oriented. Post-unification Germany still has a merchandise trade surplus; but this is now in the \$25-35 billion range compared to an average of \$150 billion in the second half of the 1980s. In contrast to the 1980s, Germany now has a sizeable current account deficit, approaching \$50 billion last year. By and large,

German markets are open, and government policy favours trade liberalization and the completion of the Uruguay Round of GATT negotiations.

Germany has been under international pressure to lower its interest rates to rekindle European economic expansion. Rates have come down considerably since their peak in mid-1992. Further cuts are likely given the downturn in the economy; reduction in wage settlements to the 3% range; appreciation of the Deutschmark against European currencies; and increased fiscal restraint, mostly through higher taxes.

Short-term rates have fallen by 1.5% since last summer; and further drops are expected despite stubbornly high inflation and concern about the DM/dollar exchange rate. The Deutschmark has recently fallen from a high of 1.38 against the U.S. dollar to the 1.65 range. Financial markets expect a further decline to the 1.80 range.

Reunification has had a wrenching effect on public finances. The total German public sector debt is set to rise by mid-decade from about \$1,300 billion (40% of GDP prior to unification) to about \$3,000 billion (close to 60% of GDP).

Annual deficits by the total public sector (including all levels of government, federal bodies not in the budget, and the government-owned post office and railroads) are running in the \$225 to \$250 billion range (close to 6% of GDP). The main cause of the large deficits is the transfer of funds to support eastern Germany. This flow is estimated variously as anywhere between \$160 and \$250 billion a year.

Germany is a prime mover behind economic and political integration in Europe. With the single market exercise now largely completed, the focus shifts to monetary union and thus to Germany, since the Deutschmark is the anchor of the European monetary system and its key operational feature, the exchange rate mechanism (ERM).

The Maastricht Treaty's proposal for European monetary union has suffered setbacks because of the delay in Danish and British ratification of the treaty, because of the monetary system crisis last fall that shook the pound sterling and the Italian lira out of the ERM, and because of the European recession that is throwing most countries well off the budget consolidation course required to meet the stability conditions for monetary union.

However, technical work is in full swing to prepare the ground for monetary union. EC members are debating where the site of the future European Central Bank should be. The Germans are proposing Frankfurt or Bonn.

Germany is the leading Western economic partner of the emerging countries in Eastern Europe and the former Soviet Union and by far the largest contributor of financial support.

## Canada-Germany Trade

Germany exports more goods and services than any other country in the world and is the world's number two importer. Germany is Canada's fourth largest trading partner — both in imports and exports. From 1987 to 1991, Canada's exports to Germany increased 40%, with imports increasing only 2%.

This significantly narrowed what has been, for Canada, a persistent trade deficit. Most of Canada's export growth during this period was due to end products, which increased 138% between 1987 and 1991.

Canadian exports to Germany in 1991 were, in descending order: wood pulp, telecommunications and related equipment, iron ores and concentrates, newsprint, automobile parts and aircraft. Leading the imports from Germany were automobiles, telecommunications equipment, motor vehicle parts, computers, machinery, chemicals, and precision instruments.

Germany is a resource-poor country that relies heavily on imports. It has one of the highest per capita incomes in the world and is a large and open market for the Canadian exporter. The open nature of the German market contributes in no small measure to the good bilateral trade relations that exist between Canada and Germany.

In the agri-food sector, however, trade barriers result from the European Community's Common Agricultural Policy (CAP). The fact remains that Germany is the world's largest importer of agri-food products. Canadian exporters will need to concentrate on such value-added products as processed foods, maple syrup, honey, and live animals for breeding, and in developing the growing niche market for organic food.

Since unification, and with the opening of the five new eastern German states to foreign investment, Canadian-German trade relations at the government-to-government level have intensified.

Canadian companies are being encouraged to establish strategic alliances with German companies in the eastern states. From Canada's perspective, these states offer excellent opportunities for Canadian companies to establish a permanent presence in the European Common Market; they also offer a gateway into Central and Eastern Europe.

About 50 Canadian companies are pursuing business opportunities in the eastern states. They are taking advantage of the need for modern construction technologies to replace a depleted housing stock and for environmental cleanup expertise.

Germany remains one of Canada's most promising export markets. Growth for Canadian exporters will be in such value-added areas as telecommunications, aerospace, information technologies, environmental products and services, remote sensing, and food products.

## German Foreign Policy

Foreign policy priorities for the unified Germany are:

- European union;
- supporting and developing relations with Eastern Europe and Russia;
- maintaining and strengthening transatlantic ties, including support for NATO.

As well, international migration and the global environment are increasingly important factors.

The economically strongest country in Europe, Germany sees European union as the foundation for stability and prosperity on the continent. Working to ensure that all European Community members ratify and carry out the Maastricht Treaty is therefore a high priority. Close co-operation with France is a cornerstone of Germany's commitment to European union; it also strongly supports the enlargement of the EC.

Support for the development of democratic institutions and free market economies in Eastern Europe and Russia is another German priority. Germany is the leading contributor of assistance to this region (more than \$100 billion for Russia alone).

Germany continues to be a strong supporter of NATO as the cornerstone of security in Europe. Germany, like Canada, has promoted the transformation of the alliance in response to the end of the Cold War so that NATO can promote stability and security through dialogue with its new Eastern partners and through support for United Nations or CSCE efforts to maintain or restore peace in areas of conflict, such as in the former Yugoslavia.

As a firm supporter of the United Nations and other multilateral institutions, Canada values the engagement of Germany internationally. Canada and Germany share an attachment to the principles enshrined in the UN Charter and CSCE documents. Both are leading contributors to these bodies and are interested in key issues such as UN reform.

Canada places high priority on its partnership with Germany in these bodies and in the G-7. Canada therefore sees Germany as a key player in developing new forms of transatlantic co-operation, to which both countries are committed through the Transatlantic Declaration.

## Germany: Fact Sheet and Charts

### General

Capital	Berlin (Bonn is seat of government)
Total area	357,000 km <sup>2</sup>
Population	80 million
Currency	Deutschmark (\$1 = DM 1.28, April 1993)
Language	German

### Political

Type of state	Federal republic
Type of government	Parliamentary democracy, bicameral
Head of state	President Richard von Weizsaecker, re-elected in 1989 for five years
Head of government	Chancellor Helmut Kohl (CDU), since 1982
Minister of foreign affairs	Dr. Klaus Kinkel (FDP), since 1991
Main political parties	Christian Democratic Union (CDU); Christian Social Union (CSU); Social Democratic Party (SPD); Free Democratic Party (FDP); Party of Democratic Socialism (PDS); Bundnis 90/Green
Bundestag (federal assembly)	662 members elected for four years, proportional representation

Distribution of seats following 1990 election	CDU/CSU	319	PDS	17
	SPD	239	Bundnis 90	8
	FDP	79		

Bundesrat (federal council)	Members of the Laender (state) governments or their delegates
Next elections	Federal and presidential to be held in 1994

### Economic\*

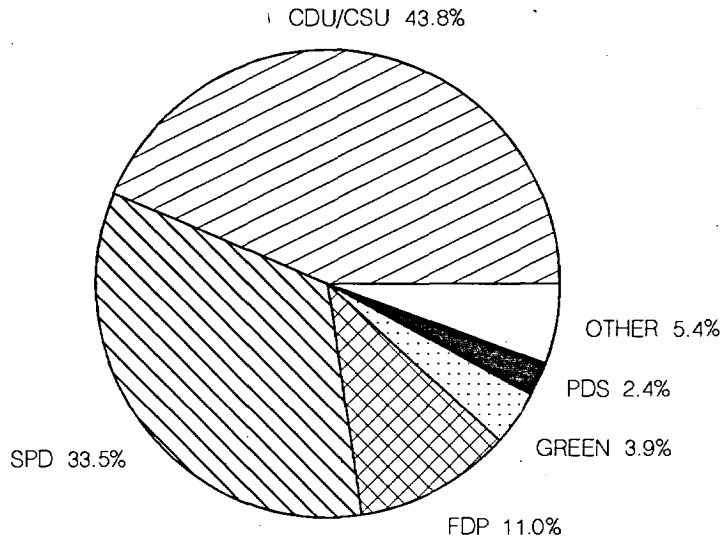
Minister of finance	Theo Waigel (CSU), since 1989
Minister of economics	Dr. Guenther Rexrodt (FDP), since January 1993
GNP	\$2,345 billion
GNP per capita	\$29,280
GNP growth rate	1.4%

\* 1992 figures unless otherwise specified

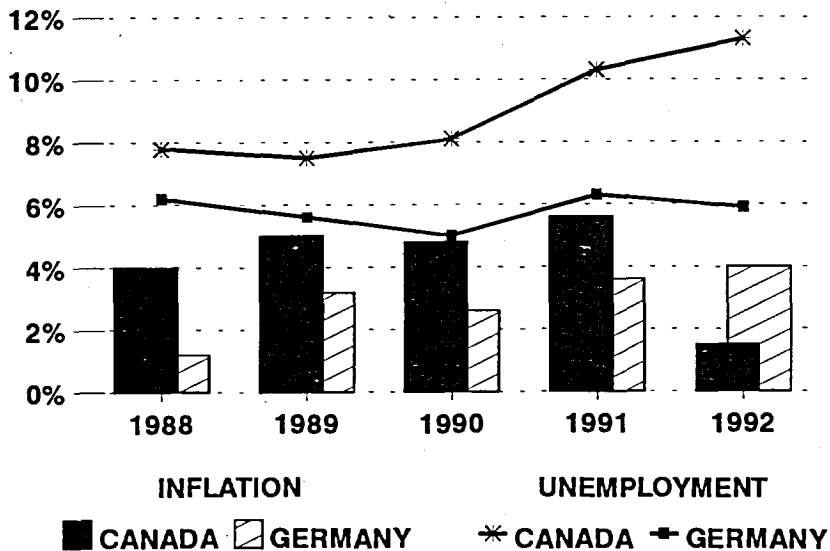
<b>Unemployment rate</b>	<b>5.9%</b>
<b>Inflation rate</b>	<b>4%</b>
<b>Public sector debt</b>	<b>\$1,300 billion</b>
<b>Federal budget deficit</b>	<b>\$32.8 billion</b>
<b>Imports</b>	<b>\$498 billion, of which \$2.161 billion is imported from Canada</b>
<b>Exports</b>	<b>\$527 billion, of which \$3.53 billion is exported to Canada</b>
<b>Canadian direct investment in Germany</b>	<b>\$900 million (estimated, 1991)</b>
<b>German direct investment in Canada</b>	<b>\$ 5.1 billion (estimated, 1991)</b>
<b>Diplomatic representation</b>	
<b>Bonn</b>	<b>Ambassador Paul Heinbecker</b>
<b>Berlin</b>	<b>Consul General A.C. de Hoog</b>
<b>Dusseldorf</b>	<b>Consul General Allan Poole</b>
<b>Munich</b>	<b>Consul General Maurice Hladik</b>



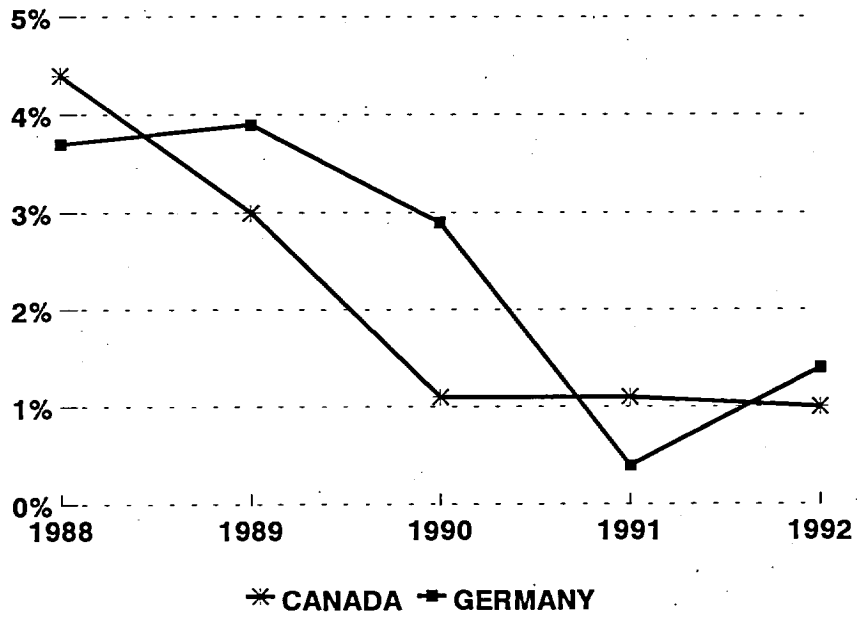
# VOTE SHARE ELECTION OF 1990



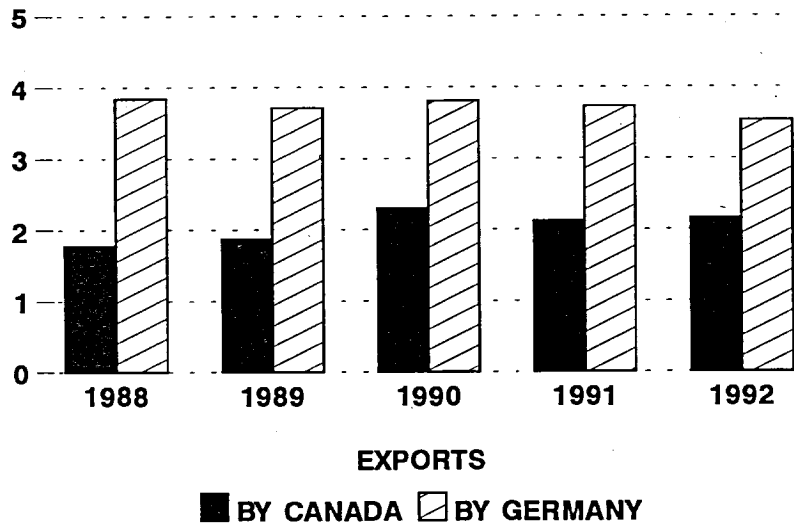
# INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA-GERMANY



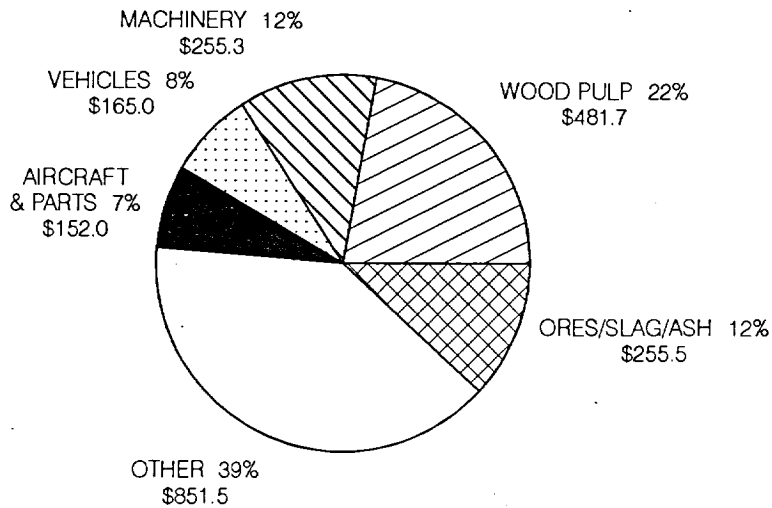
## GNP GROWTH RATE



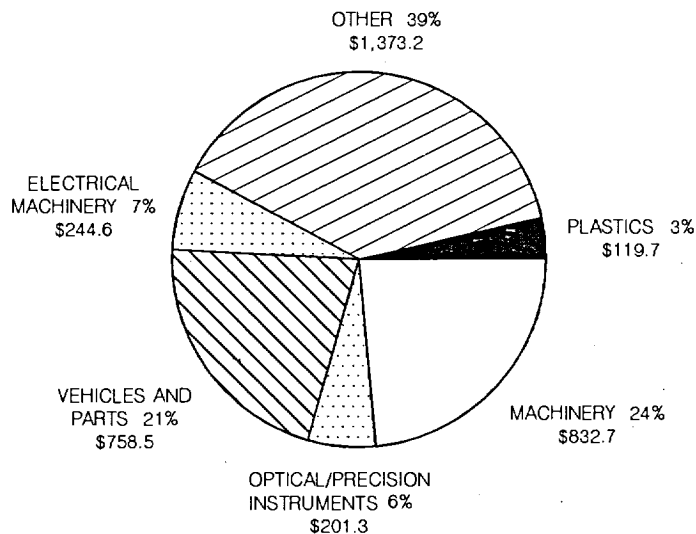
## BILATERAL TRADE CANADA-GERMANY (in billions of dollars)



## GERMAN IMPORTS FROM CANADA IN 1992 (in millions of dollars)



## GERMAN EXPORTS TO CANADA IN 1992 (in millions of dollars)





# **The United Kingdom**



## **Prime Minister John Major**

John Major was born in 1943 and educated at Rutlish Grammar School. He was an executive with Standard Chartered Bank from 1965 to 1979 and is an associate of the Institute of Bankers. He served on Lambeth Borough Council from 1968 to 1971.

Before his election to Parliament as member for Huntingdonshire in 1979, Mr. Major contested Camden (St. Pancras) in February and October 1974. Since the general election of 1983 and following constituency boundary changes, he has sat for Huntingdon.

From 1981 to 1983 Mr. Major was parliamentary private secretary to the minister of state at the Home Office. He became an assistant government whip in 1983, and was appointed a lord commissioner of the treasury (a senior government whip) in 1984. In 1985 he was made parliamentary under-secretary of state for social security at the Department of Health and Social Security. He was promoted to minister of state for social security and the disabled in 1986, remaining in this post until his appointment as chief secretary to the treasury following the general election of June 1987.

Mr. Major was secretary of state for foreign and Commonwealth affairs from July until October 1989, when he became chancellor of the exchequer.

He was elected leader of the Conservative Party on Nov. 27, 1990, and became prime minister the next day.

Mr. Major was a member of the board of Warden Housing Association from 1975 to 1983. He was a joint secretary of the Conservative Back-Bench Environment Committee from 1979 to 1981; parliamentary consultant to the Guild of Glass Engravers from 1979 to 1983; and president of the Eastern Area Young Conservatives from 1983 to 1985.

Prime Minister Major is married and has a son and a daughter.

## **Canada—United Kingdom Bilateral Relations**

Canada's relations with the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are extraordinary for both the depth and breadth of activities they encompass. While there has been a tendency to focus on family and historical connections and on affiliation through a shared institutional heritage, the bilateral relationship has always been broadly-based. It includes many co-operative ventures throughout many sectors and in many parts of the world.

As suggested by the major program of exchanges currently maintained with the U.K., our bilateral relationship remains one of Canada's most important. More than 100 Canadian departments and agencies have co-operative activities with their British counterparts, ranging from participation in international conferences to peacekeeping operations.

To enhance their professional experience, numerous public servants from each country are assigned to their counterpart departments for up to two years. These exchanges draw from different fields, such as consumer and corporate affairs, health, labour, and immigration. Every year the Canada-U.K. Colloquium explores an area of interest within current public policy.

Over the past 25 years, however, Canada and Britain have begun to focus more on pursuing their interests within their respective regions. Britain's entry into the European Community (EC) in 1973, and the signing of the Canada-U.S.A. Free Trade Agreement in 1988 and the North American Free Trade Agreement in 1992, have been milestones in this process. The EC dimension presents both risks and opportunities. The issue will require steady management to ensure that,

in areas within which differences appear, a balance is preserved using efficient co-operation. This being said, the United Kingdom constitutes our principal partner in Europe, and our relationship is relatively free of irritants.

During the last year visits and contacts continued at a vigorous pace, witnessed by more than 100 visits at the official level including deputy ministerial and ministerial. The two prime ministers met in July 1991 within the framework of the London Economic Summit, and again in December 1992 for transatlantic consultations during Prime Minister Major's EC presidency. The two foreign ministers held bilateral consultations in conjunction with other international conferences.

Former prime minister Margaret Thatcher, British MPs attending a Quebec symposium, and the British minister directly responsible for Canada visited in September 1992. British ministers responsible for trade and industry, social security and disabled people and the Home Office paid visits during 1992.

Canada's minister for international trade, the energy minister, the deputy prime minister and minister of finance, and the minister for defence and veterans affairs were among this country's representatives who visited London.

Canadian business regards the United Kingdom as its gateway to establishing a presence in the rapidly integrating European Community. By the end of 1991, Canadian firms had directly invested \$12 billion in the United Kingdom, more than tripling the 1984 year-end level. British business continues to find Canada a rewarding country for investment. British



direct investment in Canada in 1991 reached \$18 billion. The U.K. is by far the largest investor in Canada among European states (51% of total European investment), followed by Germany (14%). Additionally, U.K. investors now hold \$23 billion of Canadian bonds, compared to \$7 billion as recently as 1987.

More and more of the Canada-U.K. relationship involves shared interests in international, political and economic affairs. Within the realm of military cooperation, the international peacekeeping operation in Bosnia stands out.

Both countries are members of the G-7 (group of seven leading industrial countries), NATO and the Commonwealth; participants in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE); and important partners in providing development assistance. Canada and the United Kingdom consult closely within the United Nations and on numerous regional issues ranging from the Caribbean to Southern Africa and Southeast Asia.

There are currently few areas of bilateral difference. Differences on economic issues are, for the most part, in areas where policy is determined by the European Community.

During his recently completed role as the leader of the country holding the EC presidency from July to December 1992, Prime Minister Major emphasized such EC agenda items as completion of the single market; strengthening EC political cooperation (e.g., former Yugoslavia); negotiating the EC budget and financing; seeking a successful outcome to the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) multilateral trade negotiations; strengthening links with Eastern Europe; and preparing the EC for new members, such as Sweden, Norway, Austria and Finland.

## **The United Kingdom: Political Situation**

John Major was named prime minister in November 1990 and was confirmed in the position in April 1992, after the Conservative Party was elected with a majority. Prime Minister Major has promised to address difficult and persistent problems including the recession and unemployment, as well as the quality of health care, education and physical infrastructure. He has also signalled a new approach to public spending and has promised a more open government.

The past eight months have been one of the most turbulent periods for Mr. Major's government. It has been forced to deal with such domestic concerns as the pound sterling's departure from the European exchange rate mechanism, the delay in ratifying the Maastricht Treaty, and concern over the closure of coal mines.

Further pressure on the government has resulted from the recent spread of violence against civilians in connection with the troubles in Northern Ireland. This has heightened public expectation that progress must now be made within the context of the Anglo-Irish talks.

In March, the chancellor of the exchequer delivered a budget speech which was praised by many for heeding calls to provide support to business, employment, training and exports. In April, the secretary of state for trade and industry tabled the white paper "The Prospect for Coal," the conclusion of the government's coal review. The energy policy remains focused on the creation of competitive markets, which provide the best means of ensuring that the country has access to secure, diverse and sustainable supplies of energy in the form that people and business want, at competitive prices.

In an attempt to bring community health care costs under control, a new system for delivering community care to millions of elderly, disabled and other vulnerable people came into effect in April. The reforms are expected to encourage the development of private sector care alongside good quality public services; clarify the responsibilities of agencies and promote greater accountability; and permit better value for money spent through the new funding structure for social care.

High on the political agenda is the issue of further European integration and co-ordination of the aims set out in the chancellor of the exchequer's budget. A series of disturbing events, which include the global economic recession, the Danish Maastricht referendum and the volatility of the currency markets, as well as the GATT disputes over farm subsidies and the crisis in the European fishery, have complicated the European agenda of the United Kingdom.

## The United Kingdom: Economy

The United Kingdom is slowly emerging from its longest recession since the Second World War, with output falling or flat for ten quarters and unemployment over 10%. The gross domestic product is expected to grow by 1.2% for 1993. In September, Britain's annualized trade deficit reached \$29.4 billion.

Although manufacturing productivity has improved in the last decade, it has not reached par with other G-7 leading industrial countries. Inflation is still low, under 4%, and retail spending shows encouraging signs of increasing throughout the year. Since the pound sterling's departure from the exchange rate mechanism in September, the government has succeeded in lowering interest rates by 4 points, to 6%, without reigniting inflation.

On Nov. 12, 1992, the chancellor of the exchequer announced an economic strategy for long-term growth: reduced inflation, public spending controls and time-limited fiscal measures to address the government's policies on privatization, deregulation and corporate tax reform. Significant increases in spending are allowed for education, health and capital projects, which include roads, British Rail, London Transport, health care, infrastructure and housing.

In his budget speech on March 16, the chancellor of the exchequer announced that the deficit for 1993-94 would grow to roughly £50.1 billion (\$96 billion), equalling 8% of the gross domestic product. Mr. Lamont proposed no sharp tax increases until April 1994 and after and announced that the deficit will remain high, above the level specified as appropriate in the Maastricht Treaty.

In an effort to support manufacturing as well as the small and big business sectors, the budget included cuts to the advance corporation tax, improvements to export credits, and an extension on the loan guarantee scheme for small business. Innovative plans were announced for four pilot schemes which will give subsidies to employers to create jobs for the long-term unemployed.

To raise revenue, the government announced changes to the petroleum revenue tax, an extension of value added tax to domestic fuel and power, an increase in road fuel tax by 3% per year and, as strongly advocated by the financial sector, an allowance for the sale of bonds to the banks and building societies, which will count in the financing of the public sector borrowing requirement.

At the Maastricht European Council, Britain agreed to participate fully in discussions on the evolution of full economic monetary union, including a European central bank. Britain won agreement that a final decision on whether to join the union would be made by the British Parliament at the appropriate time. The government remains cautious about the evolution of monetary union and it has become clear that some of Britain's concerns are shared by other EC member states.

## **The United Kingdom: Foreign Policy**

The similarity of views held by the U.K. and Canada on many international issues makes the U.K. a major international partner for Canada. The U.K.'s current external affairs priorities are focused on the achievements reached during its recent EC presidency.

In this context, the U.K. is closely involved with the finalization of the GATT agreement, and continues to work on the single market as well as on Denmark's ratification and its own parliamentary approval of the Maastricht Treaty. Britain has been a leading proponent of EC enlargement, successfully brokering for potential candidates.

The U.K. is increasingly engaging itself in Europe. An example of this was the announcement, in November 1992, of the Anglo-German Declaration on Co-operation between Foreign Ministers.

The U.K. is pushing for a greater and more coherent European contribution to the security of the continent. Not ignoring a co-ordinated effort and involvement with NATO, the UN and the CSCE, it is a common view that the time has come for Europeans to make a greater contribution to their own defence and security in their territory, while not neglecting the vitality of the transatlantic relationship.

Another priority for U.K. foreign policy is to secure political and economic reforms in Central and Eastern Europe. On this issue, the U.K. is acting within both the EC framework — especially when the question of improved access to the EC market is discussed — and the G-7, notably on financial and economic assistance matters.

Regarding North America, the U.K. believes that the Transatlantic Declaration will fulfil an important role in encouraging and enhancing academic, business and private links, and making sure they endure.

Strengthening its traditional ties with Commonwealth countries is also an important issue for the U.K. The U.K. is concentrating its efforts on encouraging Commonwealth Secretariat involvement in promoting good government, environmental protection, human rights and legal co-operation — issues that clearly parallel Canadian priorities.

As an EC member, the U.K. is also in a favourable position to encourage Community support, especially in trade and monetary involvement, for developing Commonwealth countries in Africa, the Caribbean and the Pacific. The U.K. has been encouraged by recent South African government reform efforts, which could lead to the lifting of the remaining economic sanctions imposed by the international community.

In Asia, the U.K. is closely monitoring the progress of a constitutional framework that would ensure a democratic and viable Hong Kong, beyond its 1997 transfer to China.

The U.K. plays a pivotal role in both political and security processes in former Yugoslavia, Somalia and the Middle East. In the case of former Yugoslavia, the U.K. presidency hosted an international conference in London in August 1992, which has resulted in a more co-ordinated international effort to address issues.

More recently, Lord Owen was appointed co-chairman of the first talks held among all three leaders in the Bosnian conflict, as well as direct talks with Serbia. At the forefront of international efforts to restore peace in the region and bring relief to the suffering, the U.K. sent engineers to Bosnia in November 1992, to start a £3 million project to renovate and repair buildings, and it is providing the biggest contingent of troops in Bosnia of any UN country.

The U.K.'s role in the bilateral talks of the Arab-Israel peace process is supportive, nor has the U.K. forgotten its commitment to peace in the Gulf. It strongly supports what the U.N. is doing to reach those ends and has encouraged the Gulf Co-operation Council to develop regional security arrangements.

The U.K. is a leading contributor in foreign aid. The U.K.'s multilateral assistance to developing countries is geared towards improving human rights, ensuring good government and protecting the environment. Multilateral assistance currently accounts for 40% of the U.K.'s assistance programs, a large portion of which is devoted to African nations.

Most recently, the U.K. government provided a generous response to the humanitarian needs in Somalia, as well as accepting 1,000 former Yugoslav detainees with their dependents, bringing an estimated 4,000 people to Britain, as part of the effort to help evacuate the most needy cases from that region.

## The United Kingdom: Fact Sheet and Charts

### General

Capital	London
Total area	242,100 km <sup>2</sup>
Population	57.5 million
Currency	Pound sterling (\$1 = £0.542, March 1993)
Language	English, Welsh, Gaelic

### Political

Type of state	Kingdom
Type of government	Constitutional monarchy, bicameral
Head of state	Queen Elizabeth II (since 1952)
Head of government	Prime Minister, John Major (since November 1990)
Secretary of state for foreign and Commonwealth affairs	Douglas Hurd (re-elected April 1992)
Main political parties	Conservative Party (CP), Labour Party (LP), Liberal Democrats (LD)
House of Commons	650 members elected for up to five years.
Distribution of Commons seats following 1992 election	CP 337                      LD 20 LP 270                      Other 23
House of Lords	1,176 members appointed for life or hereditary peerage
Next elections	Legislative elections to be held in 1997

### Economic\*

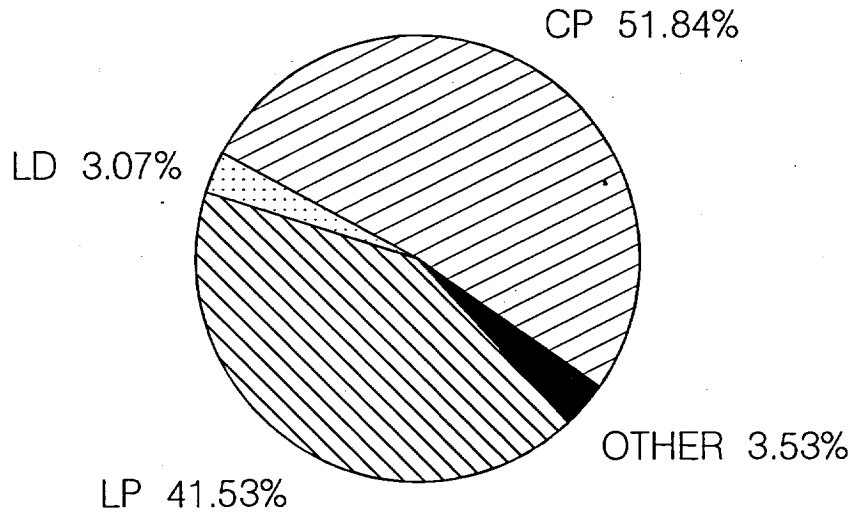
President of the Board of Trade	Michael Heseltine (since 1992)
Chancellor of the exchequer	Norman Lamont (since 1990)
GDP	\$1,100.36 billion (estimated)
GDP per capita	\$19,153 (estimated)
GDP growth rate	-0.9%
Unemployment rate	9.8%
Inflation rate	3.9%
Total national debt	\$397.3 billion or 33.5% of GDP
Budget deficit	7.5% of GDP 1992-93
Imports	\$232.3 billion, of which \$3.01 billion is imported from Canada

---

\*1992 figures unless otherwise specified

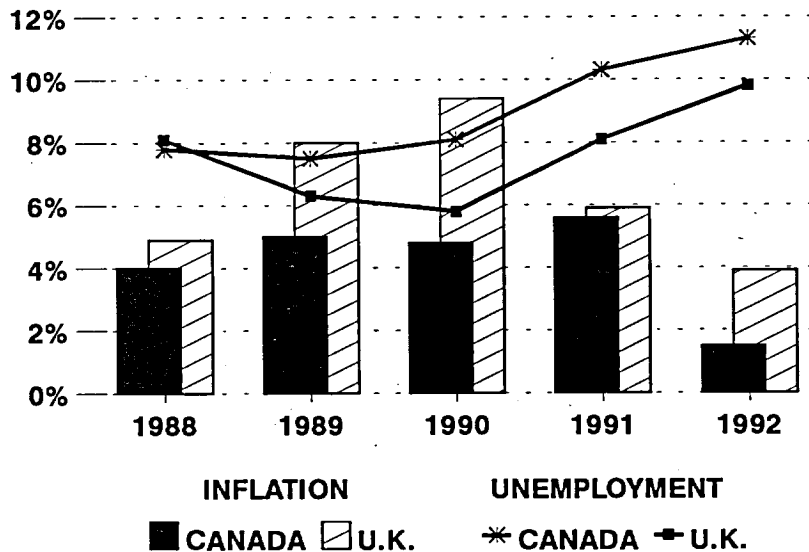
<b>Exports</b>	<b>\$199.8 billion, of which \$4.10 billion is exported to Canada</b>
<b>Canadian direct investment in the United Kingdom</b>	<b>\$12 billion (1991)</b>
<b>British direct investment in Canada</b>	<b>\$18 billion (1991)</b>
<b>Diplomatic Representation</b>	
<b>Canadian high commissioner in London</b>	<b>Fredrik Eaton</b>
<b>British high commissioner in Ottawa</b>	<b>Sir Nicholas Bayne</b>

# VOTE SHARE ELECTION OF 1992



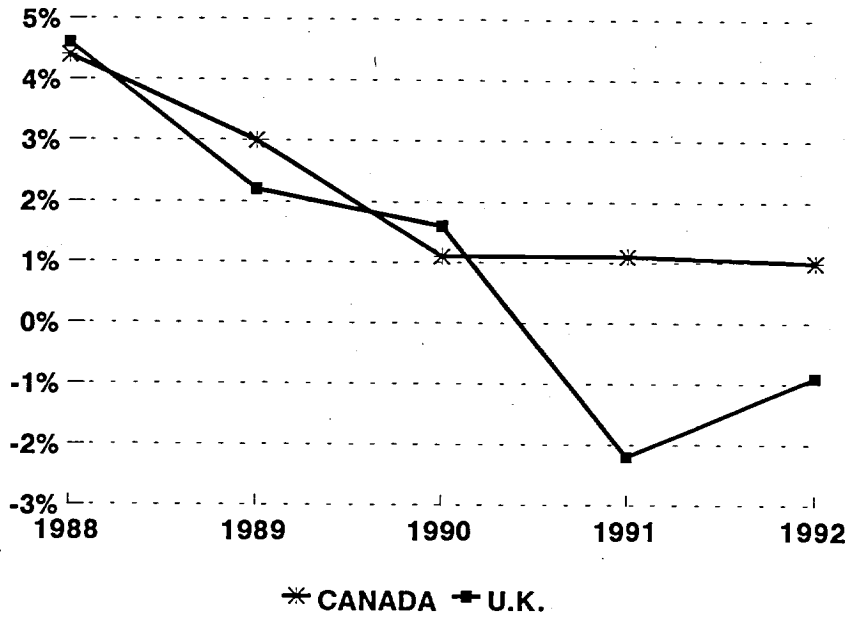
Note: Because of rounding, percentages do not add to 100%

# INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA—UNITED KINGDOM

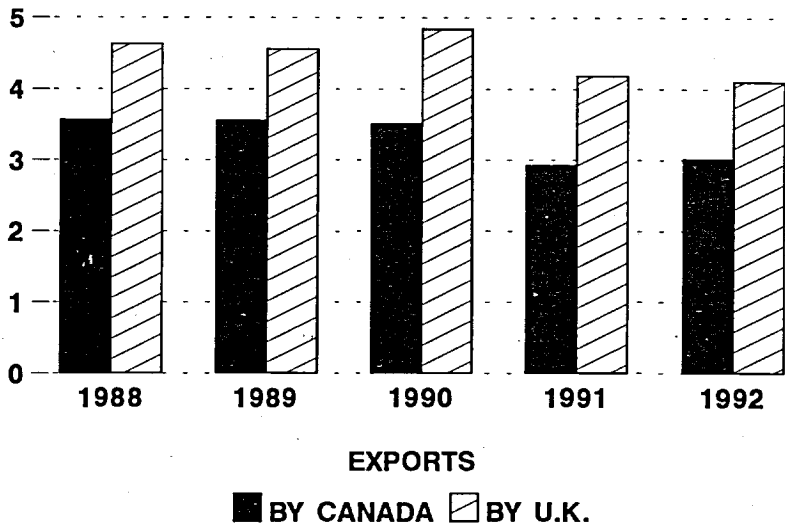




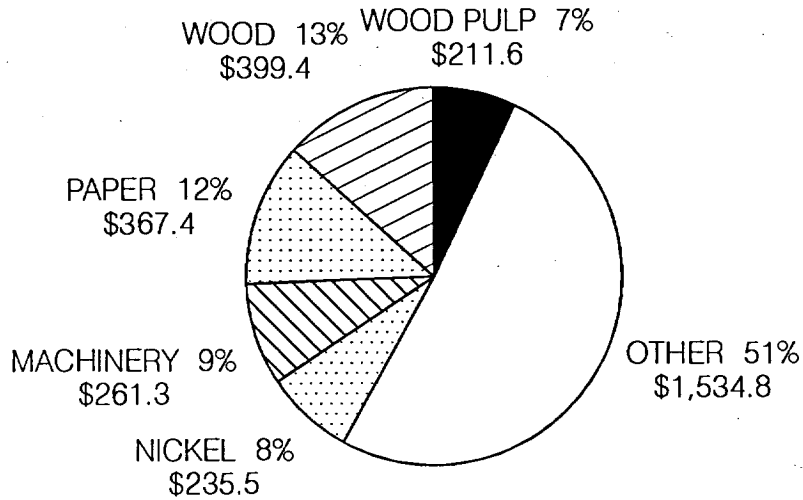
# GDP GROWTH RATE



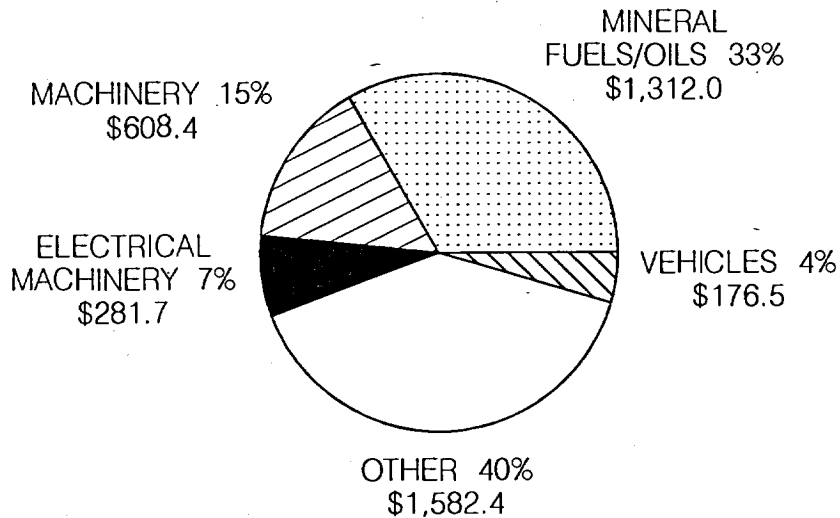
# BILATERAL TRADE CANADA-U.K. (in billions of dollars)



## U.K. IMPORTS FROM CANADA IN 1992 (in millions of dollars)

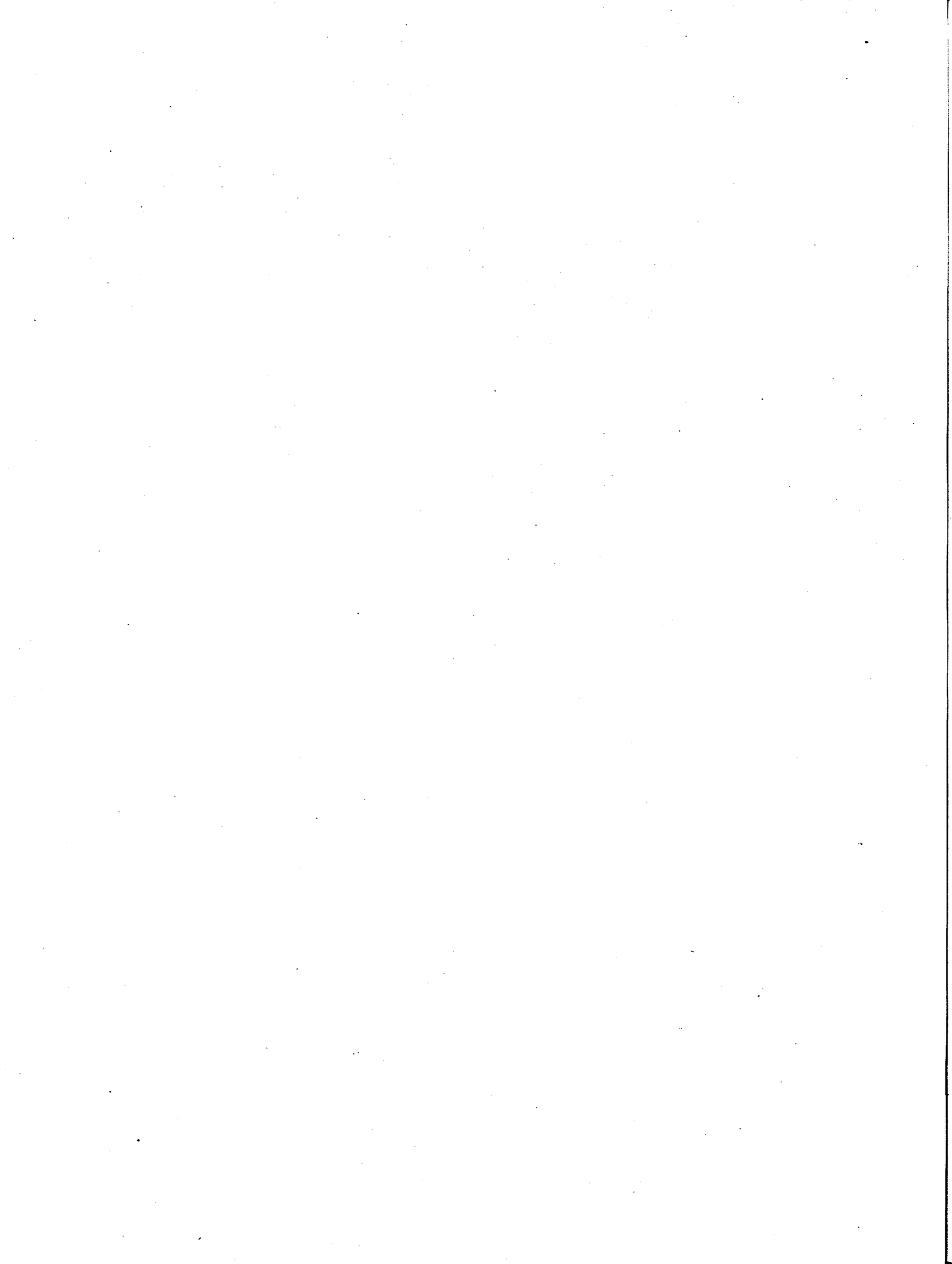


## U.K. EXPORTS TO CANADA IN 1992 (in millions of dollars)



Note: Because of rounding, percentages do not add to 100%

**France**



## **President François Mitterrand**

François Mitterrand was born on Oct. 26, 1916, at Jarnac in Charente. After studying law, literature and political science at the University of Paris, he was called up for military service in 1939.

Mr. Mitterrand's efforts in the Resistance during World War II prompted General de Gaulle to appoint him secretly as secretary-general for prisoners of war, deportees and refugees. In this same capacity, he took part in the first provisional government council of the French Republic following the liberation of Paris in August 1944.

In 1946, Mr. Mitterrand was elected to the National Assembly as member for Nièvre. Under the Fourth Republic of 1946 to 1958, he took part in many governments; in 1947, he became the youngest minister to serve in a hundred years.

In May 1958, he became one of the main leaders of the opposition. In the presidential elections of 1965, he ran unsuccessfully against General de Gaulle; in 1974, he was narrowly defeated by Valéry Giscard d'Estaing; finally, on May 10, 1981, he was elected president of the republic. Mr. Mitterrand was re-elected May 8, 1988.

In 1944, he married Danielle Gouze. They have two sons, Jean-Christophe and Gilbert.

**Prime Minister  
Edouard Balladur**

Born on May 2, 1929, Edouard Balladur is a graduate of the Institut d'études politiques in Paris and a lawyer.

After his studies at l'École nationale d'administration, he joined the Conseil d'État in 1957. In 1963, he entered the office of Prime Minister Georges Pompidou. He became president of the Société française pour la construction et l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc in 1968.

Mr. Balladur assumed the position of deputy secretary general at the Elysée in 1969, then secretary general in 1973 and 1974. After returning to the private sector, he was elected a member of the National Assembly in 1986.

Mr. Balladur was minister of economy and finance in the Chirac government from 1986 to 1988. Re-elected in the legislative elections of 1993, he was appointed prime minister on March 29.

He has written *l'Arbre de mai, Je crois en l'homme plus qu'en l'État, Passion et longueur de temps, Douze lettres aux Français trop tranquilles*, and *Des modes et des convictions*.

Mr. Balladur is married and has four children.

## Canada-France Bilateral Relations

Bilateral relations between Canada and France are productive and friendly.

In recent years, Canada-France relations have been further sustained by a number of visits by our heads of state and heads of government. In 1989, the premiers of Quebec, Ontario and New Brunswick paid official visits to France, strengthening France's growing interest in the regions of Canada. Prime Minister Mulroney made visits to France in 1990 and 1991, and in 1992 for the 75th anniversary of the Battle of Vimy and the 50th anniversary of the landing at Dieppe. The premiers of Alberta and Ontario visited France in 1991.

Canada and France work together closely within such international organizations as the UN, the G-7, the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), and La Francophonie, and in many international conferences.

The problem of fisheries and maritime boundaries was the object of an initial agreement made in 1972. A 1989 agreement instituted an arbitration tribunal with the responsibility of delimiting the two countries' exclusive economic zones (EEZ). The tribunal handed down its ruling on June 10, 1992. Canada's jurisdiction over most of the disputed zone was recognized. Following the arbitral decision, Canada and France began discussions aimed at reaching an agreement on quotas for French fishing in the Canadian EEZ, based on the 1972 agreement. The discussions were not successful, however, and on Oct. 9, 1992, Canada had to set what it felt were equitable and reasonable fishing quotas.

Cultural cooperation between France and Canada is most evident in government initiatives, such as the cultural agreement of 1965, the museological cooperation agreement of 1990, and numerous exchange programs, as well as in dynamic interchanges among artists and dissemination of their works in both countries.

Fifteen Canadian studies centres, in Paris and other French cities, serve in various ways — through seminars, visiting professorships, student exchanges and training courses — to promote an understanding of Canada in France.

Finally, Canada and France are working closely together in the audio-visual field, through co-production agreements and joint participation in TV-5; more than \$300 million has been invested in joint productions since 1986.

France has underscored the importance it ascribes to this area by helping to open the way for Canadian art to enter the French and European markets.

## **The French Political Situation**

With the victory of the RPR-UDF in the parliamentary elections of March 1993, France has entered a period of cohabitation between its socialist president, François Mitterrand, and its government of the right, led by Prime Minister Edouard Balladur. The victory of the right (it won 472 seats out of 577) has reduced the representation of the Parti socialiste, in power from 1981 to 1986 and from 1988 to 1993, to 57 seats. This was the most significant victory for the right since the creation of the Fifth Republic in 1958.

Jacques Chirac's RPR (Rassemblement pour la République) has become the leading group in the National Assembly, with 257 deputies including 12 allied members, followed by the UDF (Union pour la démocratie française), with 215 including two allied. The UDF is a confederation of five political parties led by Valéry Giscard d'Estaing.

The new government intends to renew efforts against unemployment, but in the context of budgetary restraint and support for a strong currency. The government is balanced by the presence of the UDF and the RPR and is generally for European unity, even though the right is divided over the Maastricht Treaty. During the election campaign, the new leaders showed no enthusiasm for the proposed arrangements in the framework of the multilateral trade negotiations. They also wanted France to take a more flexible stance on NATO.



## **The French Economy**

Although the French economy continued its downturn in 1992, the overall picture remains satisfactory as France continues to compare favourably with its main partners. In 1992, France was one of three countries of the European Community to meet the criteria of economic convergence established for the monetary union.

For the first time in more than 30 years, inflation dropped to 2%. This was the eighth consecutive year of low inflation, one of the major assets of France's economy. However, France has experienced a rise in unemployment to 3 million, or 10.3% of the labour force. Business investment has ground to a halt and interest rates are high.

In an attempt to stimulate recovery, the government of former prime minister Pierre Bérégovoy introduced a more flexible budgetary policy, allowing the deficit to expand to \$52 billion. The policy of protecting the franc within the European monetary system (EMS) has been maintained, while interest rates have been driven down. The strong downward pressure on the franc, combined with Germany's restrictive policy, has forced the Bank of France to raise interest rates to 11%.

There appears to be little likelihood of recovery in 1993. Growth is expected to be near zero during the first six months and little better during the second. It might pick up at year's end and reach between 0.5% and 1% for the year. The new government elected on March 28, 1993, is concerned about this situation and has targeted unemployment and economic renewal as priorities for the coming months. To achieve this, Prime Minister Balladur and his ministers are emphasizing privatization, stabilizing of the franc within the EMS, budgetary restraint, and reduced social charges and taxes.

## Canada-France Trade

In 1992, the value of bilateral trade between Canada and France was nearly \$4.5 billion.

Canada's main exports to France are, in order of importance, aeronautical construction equipment, wood pulp, non-ferrous metals, electronics equipment, paper and cardboard, and iron ore. French exports to Canada, in order of importance, are aeronautical construction equipment, wines and spirits, passenger cars, chemical products, printing products, and industrial equipment.

### Bilateral Trade Development, 1982-1992

During this period, trade between Canada and France rose from about \$2 billion in 1982 to over \$4.5 billion in 1992.

On the whole, there has been development in Canadian exports to France; the decline seen in 1992 was the result of the economic slowdown in both countries. The main structural trends in exporting observed over the past few years have continued in the areas of aeronautical construction, non-ferrous metals and iron ores. Nearly half of Canada's exports to France fall into six categories: aeronautical construction equipment, 15%; wood pulp, 10%; non-ferrous metals, 8%; electronics equipment, 7%; paper and paperboard, 7%; and iron ore, 4%.

Canadian imports from France are also relatively concentrated and have shown slow but steady progress, except during 1992 when the economic slowdown had a slight effect. More than half the imports are in the following areas: aeronautical construction equipment, 36%; agri-food (wines and spirits), 8%; passenger cars, 6%; chemical products, 4%; printed

products, 4%; and industrial equipment, 4%.

### Investment Growth

The cumulative value of French investment in Canada increased considerably through the 1980s to 1991, from some \$1.3 billion to \$4 billion, placing France third among our sources of investment. The slight downturn that occurred in 1992 reflected the general slowdown in the flow of French trade resulting from the economic situation.

Canadian investment in France has also increased markedly over the past 10 years. This trend should continue in 1993 with such major initiatives as Northern Telecom's significant capital investment in Matra Communication, and investment by Parfinance (a French holding company owned jointly by Belgian interests and Power Corporation) in the Carnaud Metalbox packaging group; the construction of a plant to manufacture prefabricated houses in Rumingham, northern France; the establishment of a subcontracting plant in Tours; and repurchase of a brand of fruit juice by McCain France, the agri-food giant. In all, some 100 French companies depend to some extent on Canadian capital.

### Tourism and Air Transport

Nearly 450,000 Canadian tourists travel to France every year. At the same time, the number of French tourists visiting Canada has increased remarkably: in 1992 nearly 310,000 visitors from France spent more than \$270 million in Canada. The renegotiation of the Canada-France air transport agreements, in January 1991, should reinforce this trend, particularly by further facilitating charter flights.

## **French Foreign Policy**

France pursues a dynamic foreign policy at the heart of which lies European integration and reinforcement of the European Community. France played an important part in the adoption of the Single Act, which led to the creation of a pan-European market without customs barriers on January 1, 1993.

France was also heavily involved in the negotiations leading up to the Maastricht Treaty. In its desire to promote European co-operation in foreign policy and defence, and in concert with its EC partners, France tends to develop common positions on numerous issues.

France works closely with Germany on foreign policy and on European issues, as has often been shown by the joint Mitterrand-Kohl initiatives on European political union and European security. France has also sought to maintain a close dialogue with the countries of Eastern Europe and with Russia. France is active in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE); in November 1990, the summit of heads of state and government of this organization was held in Paris.

France shares with Canada a desire to promote La Francophonie on a world scale. This common objective has brought our two countries closer together. Paris and Quebec City (1986 and 1987) were the sites of the first two francophone summits. President Mitterrand and Prime Minister Mulroney participated together in the third summit, held in Dakar in 1989. These summits revealed numerous common points in the positions of our two countries on subjects ranging from North-South dialogue to the indebtedness of the poorest countries. In November 1991, France hosted the fourth Francophone Summit.

As a permanent member of the United Nations Security Council, France is involved in all UN efforts to solve conflicts among its member bodies. It contributes financially toward peacekeeping efforts and is the leading contributor to the Blue Helmets. French forces are on peacekeeping duty in Somalia, Cambodia and the former Republic of Yugoslavia.

## France: Fact Sheet and Charts

### General

Capital	Paris
Total area	549,000 km <sup>2</sup>
Population	57 million
Currency	French franc (\$1 = FF 4.45, March 1993)
Language	French

### Political

Type of state	Republic
Type of government	Parliamentary democracy, bicameral
Head of state	President François Mitterrand (PS), re-elected in 1988 for seven years
Head of government	Prime Minister Edouard Balladur (RPR), since March 1993
Minister of foreign affairs	Alain Juppé (RPR), since March 1993
Main political parties	Rassemblement pour la République (RPR); Union pour la démocratie française (UDF); Parti socialiste (PS); Parti communiste français (PCF); Front national (FN)
National Assembly	577 members elected for five years by universal suffrage
Distribution of seats following April 1993 election	RPR and affiliates 257 UDF and affiliates 215 PS and affiliates 57 PCF and affiliates 23 Others 25
Senate	322 members elected for nine years by indirect suffrage with one third of seats renewable every three years
Distribution of seats following 1992 election	RPR 90 PS 70 Union centriste des démocrates du progrès 66 Union des républicains et des indépendants 47 Gauche démocratique 22 PCF 15 Others 10 Vacant 2
Next elections	Presidential in 1995 and legislative in 1997

**Economic\***

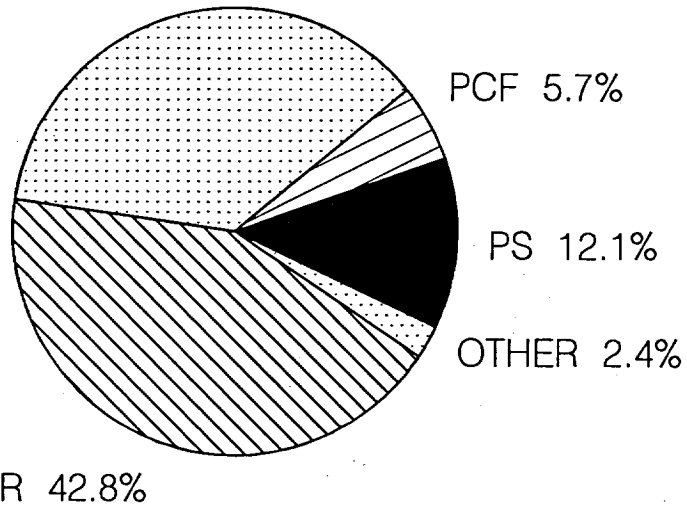
Minister of foreign trade	Gérard Longuet (UDF), since March 1993
Minister of the economy	Edmond Alphandéry (UDF), since March 1993
GDP	\$1,624.4 billion
GDP per capita	\$28,250
GDP growth rate	1.8%
Unemployment rate	10.3%
Inflation rate	2%
Total national debt	50% of GDP
Budget deficit	3.2% of GDP
Imports	\$273.4 billion, of which \$1.3 billion is imported from Canada
Exports	\$280.3 billion of which \$2.6 billion is exported to Canada
Canadian direct investment in France	\$133.6 million (1991)
French direct investment in Canada	\$551 million (1991)
<b>Diplomatic Representation</b>	
Paris	Chargé d'affaires Anthony Malone
Lyon	Consul Bruno Goulet

---

\* 1992 figures unless otherwise specified

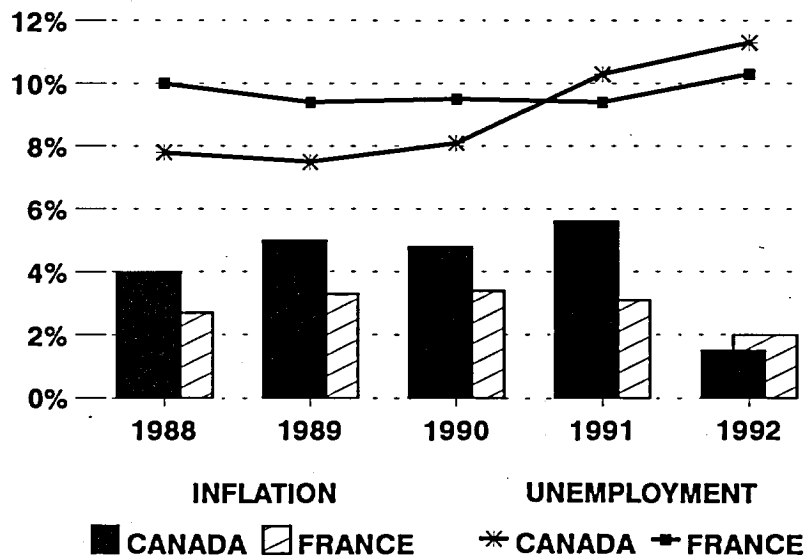
# VOTE SHARE ELECTION OF 1993

UDF 36.9%

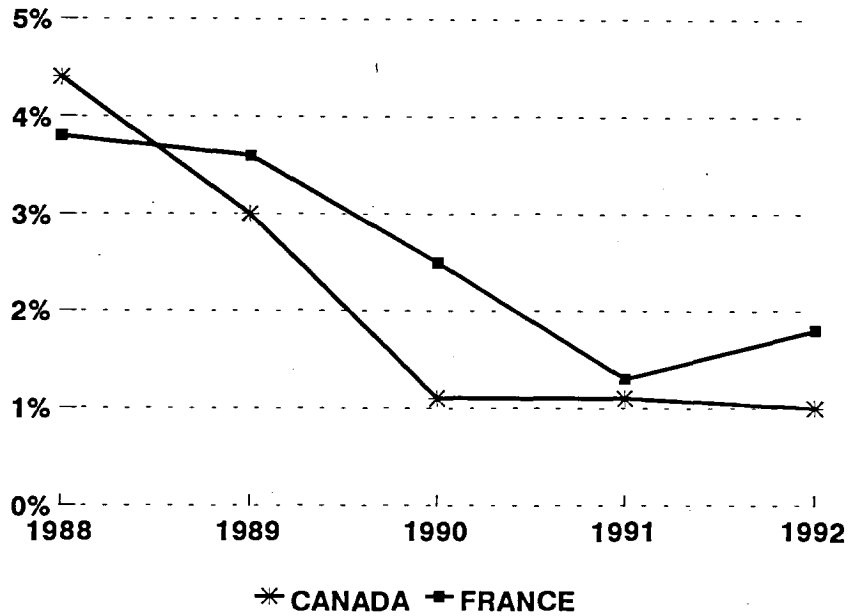


Note: Because of rounding, percentages do not add to 100%

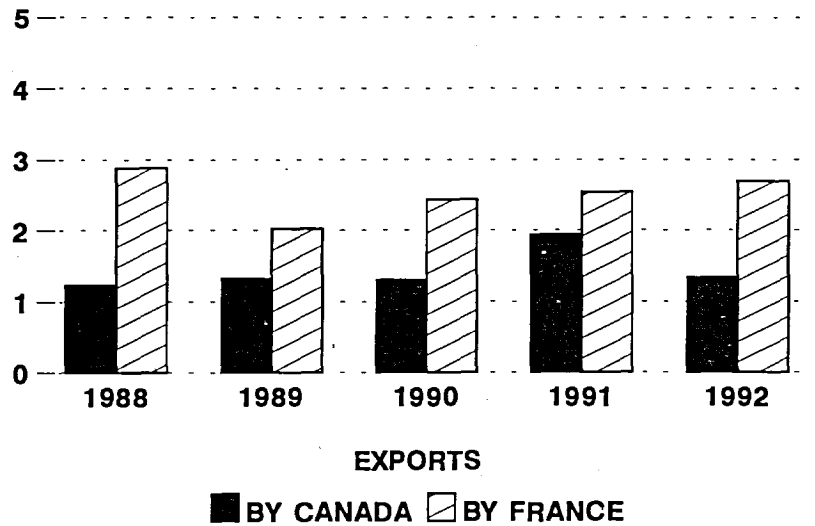
# INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA-FRANCE



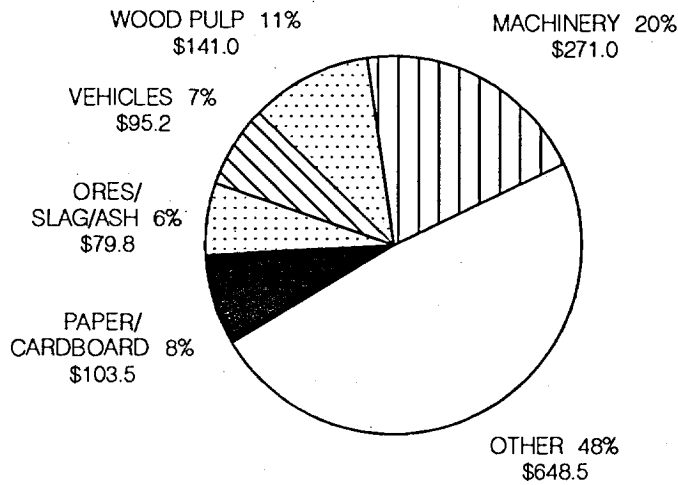
## GDP GROWTH RATE



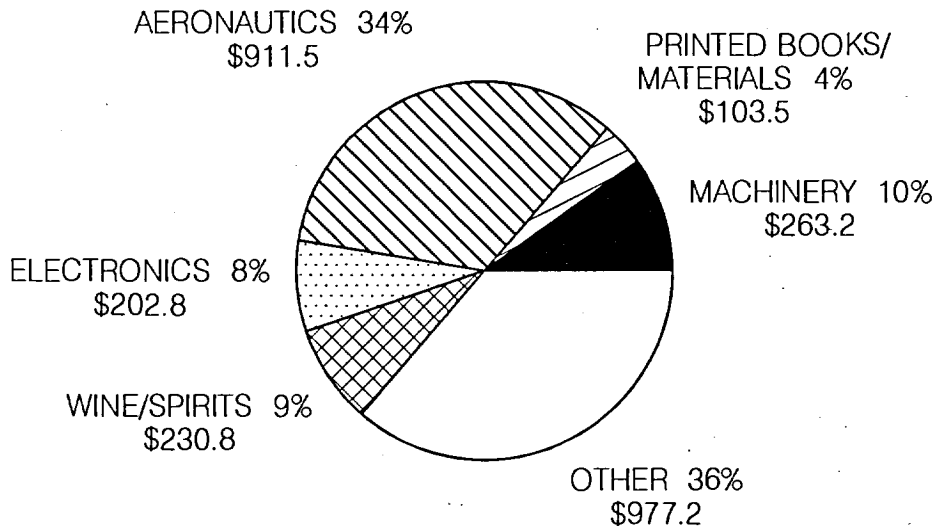
## BILATERAL TRADE CANADA-FRANCE (in billions of dollars)



## FRENCH IMPORTS FROM CANADA IN 1992 (in millions of dollars)



## FRENCH EXPORTS TO CANADA IN 1992 (in millions of dollars)



**Note:** Because of rounding, percentages do not add to 100%



## Notes

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20043940 7

CA1 EA 93V63 EXF DOCS  
Visit to Russia, Germany, the  
United Kingdom and France by Prim  
43268965